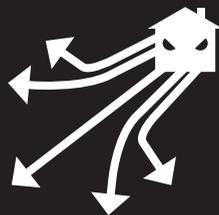


THE HOUSING MONSTER



© nietÉditions

Nous encourageons la reproduction totale ou partielle
de cet ouvrage à des fins non commerciales.

Traduction de Jeanne Clavaud

*Avec l'aimable autorisation
du collectif Prole.info*

<www.prole.info>



niet-editions.fr
nieteditions@riseup.net

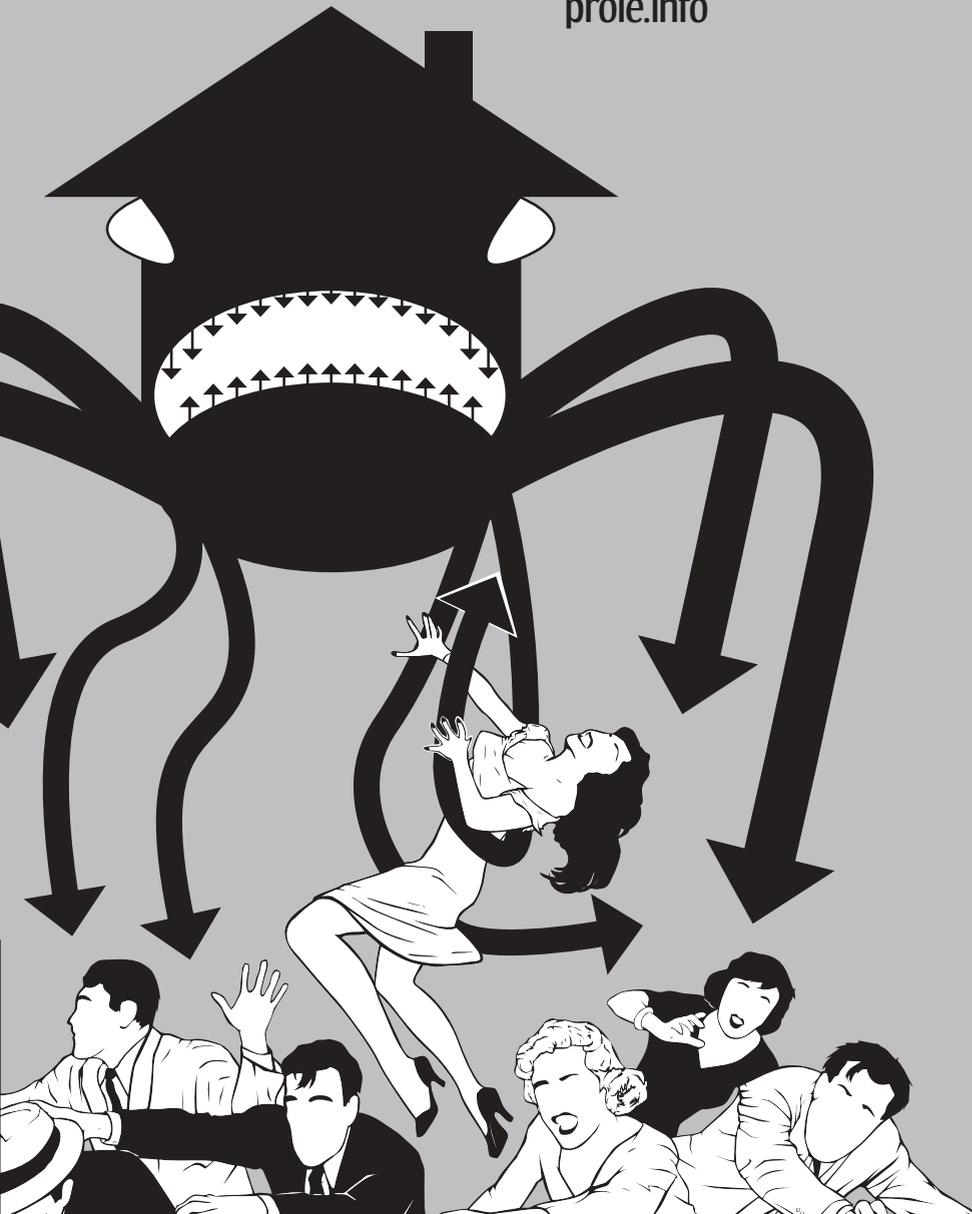
Diffusion : hobo-diffusion.com

2018

THE HOUSING MONSTER

Travail et logement
dans la société capitaliste

prole.info



Avant-propos

Une maison paraît au premier coup d'œil quelque chose de trivial et qui se comprend de soi-même. Le livre que vous tenez entre les mains montre au contraire que c'est une chose très complexe : *The Housing Monster* révèle les relations sociales — qui « revêtent la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles », comme dirait Marx — dont cette maison est le produit et qui en déterminent la forme.

En ce sens, ce livre constitue bien une sorte de petit *Capital* illustré et appliqué à la question du logement. Mais si le premier chapitre et quelques autres passages sont théoriques et quelque peu ardu, le grand mérite de *The Housing Monster* est d'aborder la mécanique des rapports sociaux capitalistes en partant de l'expérience concrète et quotidienne des prolétaires — d'abord celle des travailleurs du bâtiment, puis celle de tous ceux amenés à devoir payer pour se loger. L'organisation d'un chantier de construction et la production physique d'une maison, l'embourgeoisement d'un quartier et les politiques de la ville, la sous-traitance et la spéculation, les syndicats et les luttes des travailleurs : tous ces aspects de la question du logement, qui sont généralement considérés de manière séparée, forment ici progressivement un tout. Il en émerge une critique limpide et révolutionnaire du monstre sans visage qui domine nos vies et transforme l'ensemble de l'activité humaine en accumulation de valeur : le capitalisme.



Comme il s'agit d'une traduction, quelques précisions liminaires sont utiles à la compréhension du texte. En effet, certaines différences entre la France et les États-Unis ne sont pas seulement anecdotiques.

Par exemple, l'organisation urbaine n'est pas tout à fait la même dans les deux pays. Schématiquement, une grande ville américaine est organisée en trois zones concentriques : au centre, des quartiers d'affaires à la valeur foncière considérable ; autour de ces quartiers centraux, des quartiers résidentiels assez denses et globalement pauvres ; enfin, en périphérie, d'immenses zones de *suburbs* (banlieues), semées de pavillons habités par les classes moyennes, qui en sont en général propriétaires à crédit. Ce schéma tend toutefois à être bouleversé par des opérations immobilières visant à l'embourgeoisement de certains quartiers urbains. Dans le cadre de ce processus, qu'on appelle « gentrification », la population pauvre est remplacée plus ou moins rapidement par des couches plus aisées. Un tel phénomène, du reste, s'observe presque partout dans le monde.

Le système public d'assurance maladie obligatoire et gratuite, tel qu'il existe en France, n'a pas d'équivalent aux États-Unis. Sans entrer dans les détails, bornons-nous à mentionner que les deux tiers de la population américaine ont une assurance (payante) fournie par leur entreprise, et qu'un quart environ ne disposait jusqu'à récemment d'aucune couverture. La réforme dite « Obamacare » (entrée en vigueur en 2013 et postérieure à la rédaction de cet ouvrage) a quelque peu changé les choses, en obligeant toute la population à souscrire une assurance.

Aux États-Unis, les syndicats (*unions*), réunis dans de grandes centrales, ont un caractère corporatiste. Quand les entreprises passent un accord avec un syndicat, celui-ci devient le représentant unique des travailleurs et il négocie les conditions de travail, les salaires, etc. La reconnaissance du syndicat par une entreprise (sa « syndicalisation ») peut ainsi faire l'objet d'une lutte à part entière de la part des salariés — car dans les entreprises non syndicalisées, la protection des travailleurs est à peu près inexistante. Le revers de la médaille, c'est que les conventions passées avec les syndicats contiennent généralement des clauses de non-grève plus ou moins explicites. Par ailleurs, dans certaines branches, le syndicat dispose d'un contrôle sur le recrutement d'une partie des salariés par le biais de bureaux d'embauche (*hiring halls*) au travers desquels il place en priorité ses membres. Enfin, s'il défend théoriquement les droits des travailleurs, le syndicat a également pour rôle d'offrir un complément de protection sociale à leurs membres.

Une autre précision, directement relative à la traduction : les auteurs utilisent souvent, dans le texte original, l'expression « *working class* », qui n'a pas son équivalent en français. La *working class* désigne en effet un ensemble plus vaste que la seule « classe ouvrière ». Elle englobe tous ceux et toutes celles que l'on peut qualifier de « travailleurs » : les salariés (ou auto-entrepreneurs) qui, pour vivre, sont obligés de vendre leur force de travail — que ce soit en usine ou dans le secteur des « services ». Aussi, « *the working class* » sera traduit ici, selon les cas, par « la classe ouvrière », « la classe laborieuse » ou simplement par « les prolétaires » ou « les travailleurs ».

« Les travailleurs » et non « les travailleur.se.s » : nous avons conservé le parti pris des auteurs de ne pas féminiser le texte, justifié par le fait que le secteur des ouvriers du bâtiment est un univers essentiellement masculin. Cela n'implique pas, comme le montrent les chapitres « Macho shit » et « La place d'une femme », que ce livre est aveugle aux rapports sociaux de sexe.

Bienvenue dans les antres du monstre.

Préambule • 10

LE CHANTIER

- Travail vivant et travail mort • 17
- Sociabilité, séparation et sous-traitance • 29
 - La résistance des métiers • 37
 - Cadence de travail • 45
- Sécurité au travail et autodestruction • 51
 - Macho shit • 57
- Le blues du col-bleu • 61

LE QUARTIER

- Les prêts • 69
- Le foncier • 75
- Croissance et déclin • 81
- Marché immobilier et marché du travail • 87
 - Prolétaires / Propriétaires • 93
 - La place d'une femme • 103
- Communauté et marchandises • 109

AVANCER, RECULER... OU TOUT CASSER

- Notes sur la lutte des classes • 117
 - Habitat collectif • 123
 - Les syndicats • 127
- Contrôle des loyers et logements sociaux • 133
 - Capitalisme d'État • 139
- Se débarrasser des monstres • 147

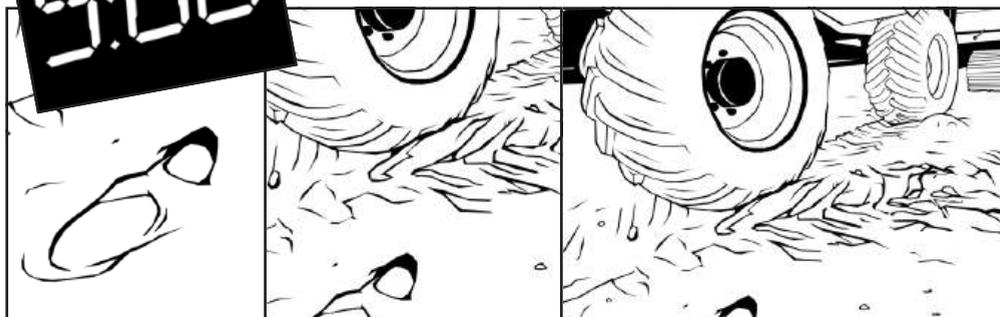
Nous pouvons appeler un tel monstre « la bête de la propriété ». À présent, ce démon dirige le monde, il rend l'humanité misérable et croît en cruauté et en voracité avec le progrès de notre soi-disant « civilisation ». C'est lui que nous allons maintenant définir et dont nous allons prôner l'extermination.

Johann Most

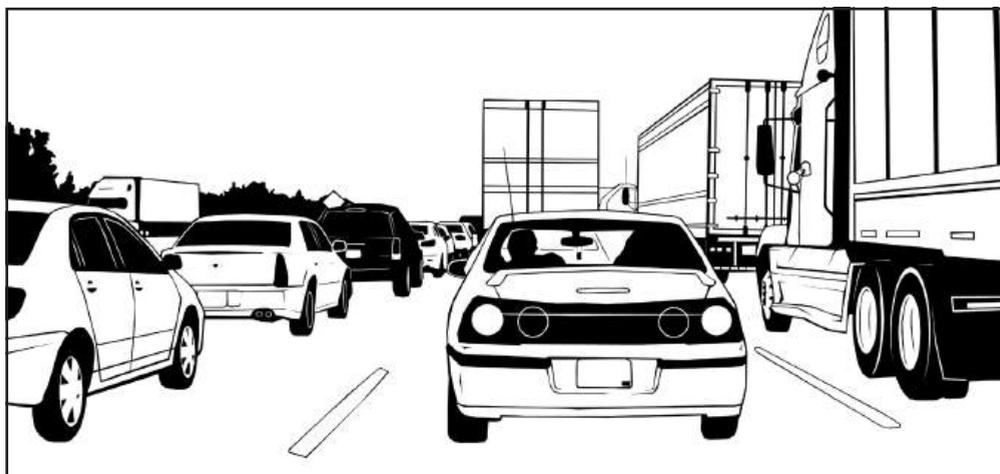
anarchiste allemand (1846–1906)

5:00

5h. Le réveil sonne et ta première pensée est :
« Si j'appelais pour dire que je suis malade ? »



6h. Tu te secoues la carcasse. À l'extérieur de ta voiture, tu vois les ouvriers du bâtiment, eux aussi plus ou moins réveillés, qui trébuchent dans la boue en enjambant de profonds trous de pelleteuses. C'est l'heure d'aller bosser.



15h. Dans la voiture depuis trois quarts d'heure. Ça bouchonne. De la radio sort une voix neutre et professionnelle...

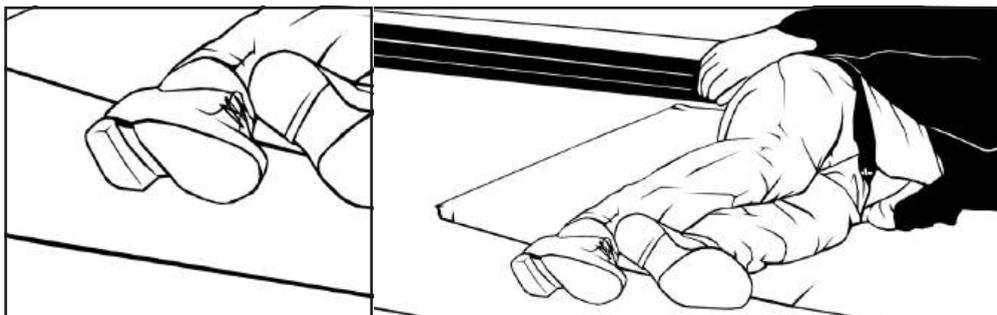
« La couverture médiatique des élections est-elle impartiale ? Les médias se concentrent-ils trop sur les bourdes des politiciens au détriment d'une vue d'ensemble de la situation ? Votre avis nous intéresse... »

Tu changes de station.

« ... Je ne comprends pas pourquoi les casseurs s'attaquent à leur propre quartier... »

Tu éteins la radio.

15h30. Lumières orange dans le parking du supermarché. Un vieil homme dort sur un carton dans l'abribus juste à côté. Personne n'est assis sur le banc, mais il est trop étroit et pas assez confortable pour pouvoir s'y allonger.



15h45. Dans la queue à la caisse, tu fixes le sol et aperçois le contenu du chariot de la dame devant toi. Elle achète une pizza surgelée, une brique de soupe, une boîte de vitamines et un magazine féminin dont la couverture titre en gras et en majuscules : « Comment trouver l'homme idéal ? » Depuis maintenant plusieurs minutes, le seul bruit qui te parvient c'est le bip de la caisse qui scanne les articles, encaisse et recommence...

« Merci pour vos achats à...
Nous vous souhaitons une agréable journée. »





15h55. En montant les escaliers de chez toi, tu as mal aux genoux. Vite, une bière !

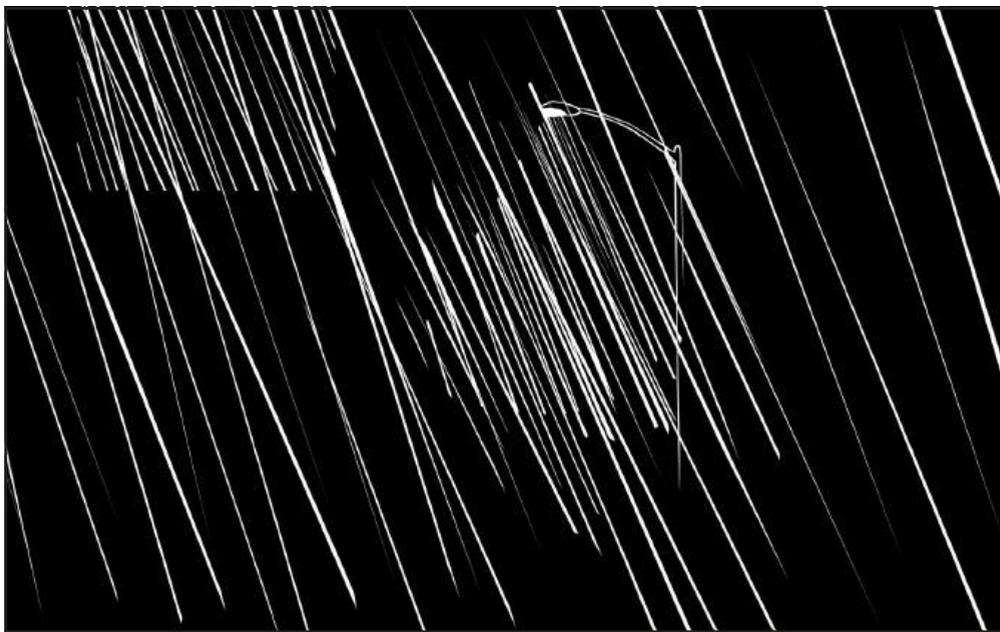
16h30. Tu prends une douche. En te mouchant, un mélange de sang et de poussière noire sableuse sort de ton nez. Qu'est-ce que c'est ? De la poussière de ciment ? Des copeaux de bois ? De la laine de verre ?



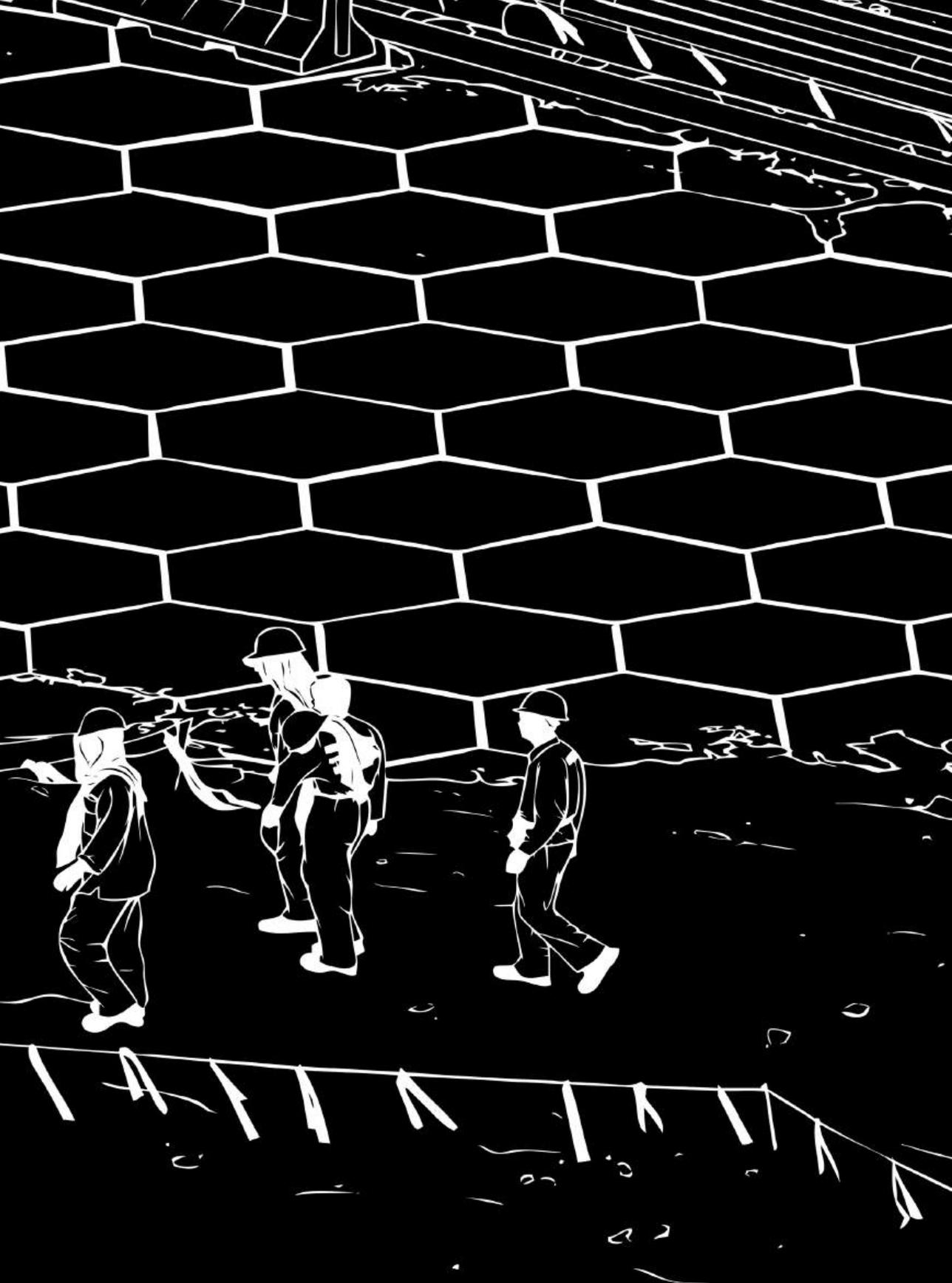
19h. Tu finis de dîner. Tu pensais faire une lessive mais finalement ça peut attendre. Tu es crevé.

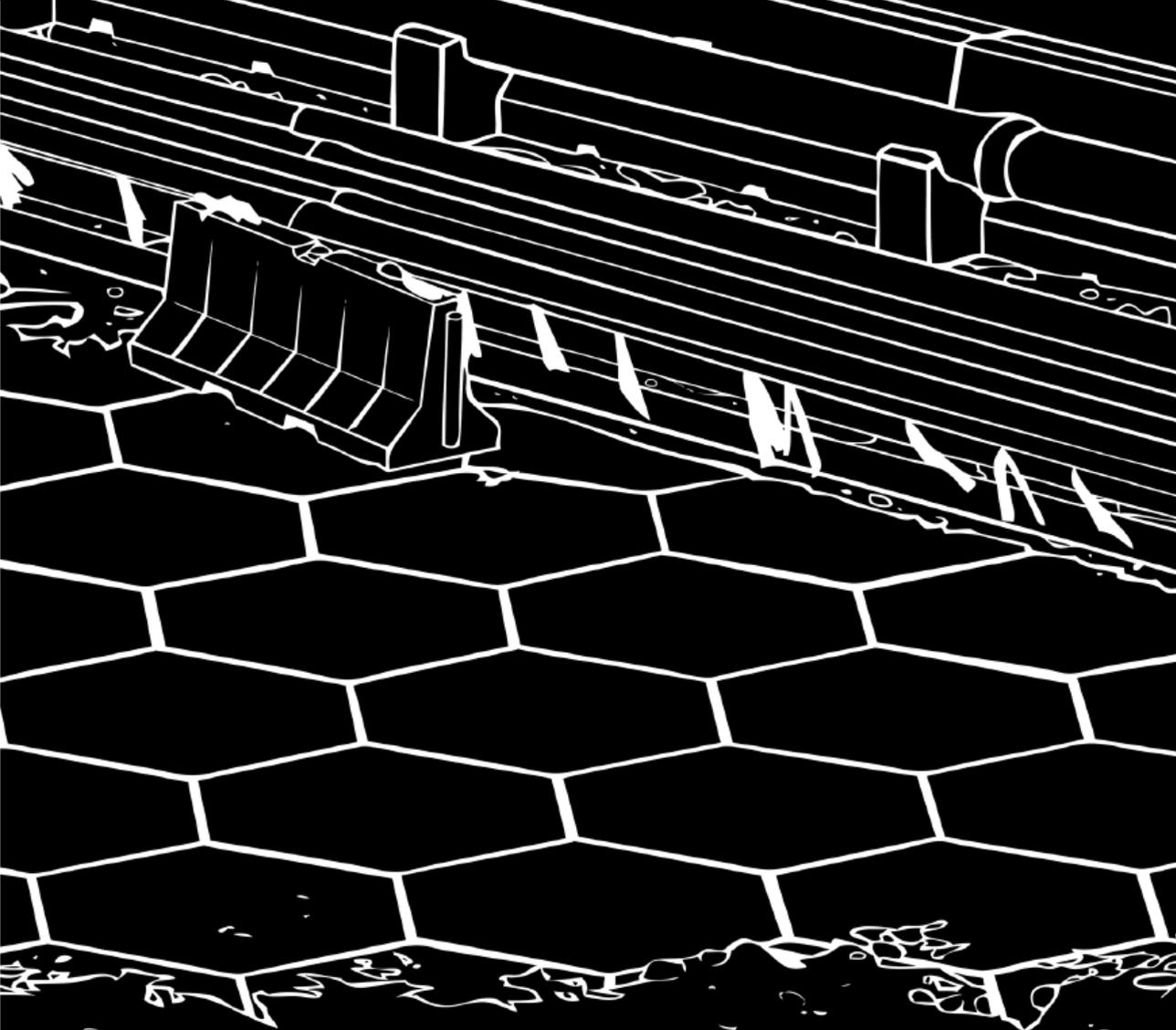
22h45. Une porte claque bruyamment et te réveille. Un des voisins et sa fille adolescente se crient dessus... Tu les entends assez souvent mais tu ne leur as jamais vraiment adressé la parole. Par la fenêtre tu observes la pluie tomber dans la lumière d'un réverbère. Étrangement, à ce moment-là, tous tes problèmes semblent insurmontables. Et merde, en plus il faut payer la facture d'électricité cette semaine. Il ne faut pas oublier, sinon il y aura des frais.

Minuit. Dans le quartier voisin, une maison brûle. Ça faisait des années que le propriétaire avait laissé l'endroit à l'abandon. La ville contrôle la hausse des loyers et les expulsions. On ne sait pas s'il s'agit d'un incendie volontaire ou d'un accident électrique. Ce qui est sûr, c'est que maintenant le propriétaire va pouvoir la reconstruire ou la rénover, et la louer trois fois plus cher.



Une maison, ce n'est pas seulement quatre murs et un toit. Depuis sa conception et sa production jusqu'à la façon dont elle vendue, habitée, revendue et finalement démolie, cette baraque ne cesse d'être traversée par des conflits. Depuis le travail sur le chantier jusqu'au quotidien du quartier, forces économiques impersonnelles et conflits très personnels se nourrissent mutuellement. Du béton, de la ferraille, du bois et des clous. De la frustration, de la colère, de la rancœur et du désespoir. Les tragédies individuelles reflètent une tragédie sociale infiniment plus large.





LE CHANTIER

Tu vois, le monde se divise en deux catégories : ceux qui ont un pistolet chargé et ceux qui creusent. Toi, tu creuses.

Blondin

*(Clint Eastwood dans *Le Bon, la Brute et le Truand*)*



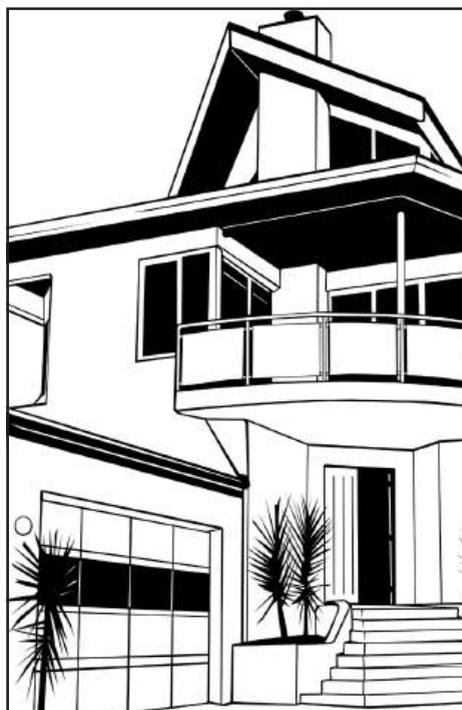
Travail vivant et travail mort

L'économie politique n'est pas une science des rapports des choses aux choses, comme le pensaient les économistes vulgaires, ni une science des rapports des hommes aux choses, comme l'affirmait la théorie de l'utilité marginale, mais une science des rapports des hommes aux hommes dans le procès de production.

Isaak Illitch Roubine
économiste russe (1886–1937)

LORSQU'ON IMAGINE une maison, on pense à une structure matérielle censée nous protéger du mauvais temps et nous procurer un peu d'intimité. Un logement peut prendre de nombreuses formes. Cela peut être un pavillon de banlieue avec un garage et un jardin, un appartement sombre au sous-sol d'une maison en brique dans un quartier résidentiel, une chambre dans une tour d'immeuble en béton armé, une caravane en périphérie de la ville, ou encore une immense villa en bord de mer avec court de tennis et piscine chauffée.

En tant que structures matérielles, les différents types de logements ont chacun une valeur différente. La valeur d'un logement est une de ses caractéristiques à part entière, comme le fait qu'il dispose ou non d'un garage ou d'un détecteur de fumée. Sur la base de cette valeur, les différents types de logement sont interchangeables. On peut imaginer qu'une villa en bord de mer a la même valeur que dix pavillons de banlieue ou que cinquante appartements en sous-sol. Ce qu'ils ont en commun, la valeur, n'est pas représentatif de leur utilité.

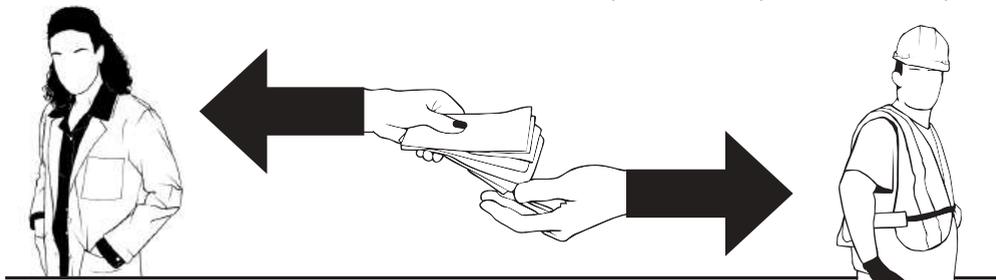


Le fait qu'une villa — en tant que structure — vaille cinquante fois plus qu'un appartement en sous-sol ne signifie pas qu'elle procure cinquante fois plus de protection ou d'intimité, ou encore qu'elle dispose de vingt-cinq détecteurs de fumée, alors que l'appartement en sous-sol n'en a qu'un, qui fonctionne une fois sur deux. C'est d'autant plus clair lorsque l'on compare une maison à d'autres marchandises, comme une voiture de luxe ou un paquet de pâtes. Un appartement en sous-sol vaut à peu près une demi-voiture de luxe ou plusieurs milliers de paquets de pâtes. Mais il serait ridicule de penser que de ce parallèle découle une quelconque conclusion d'équivalence concernant l'utilité : l'appartement en sous-sol ne procure pas deux fois moins de protection et d'intimité que ce que la voiture de luxe permet de déplacements d'un endroit à un autre avec classe et rapidité. De la même manière, les habitants d'un appartement en sous-sol ne vont pas estimer la valeur de protection que leur procure leur logement plusieurs milliers de fois supérieure au bon repas que peuvent offrir des pâtes.



Si une villa vaut dix fois plus qu'un pavillon familial, c'est parce qu'on a besoin de dix fois plus de quantité de travail pour sa construction. Si, pour construire le pavillon, on a besoin d'une équipe d'ouvriers du bâtiment pendant six mois, pour construire la villa, on aura besoin d'autant d'ouvriers, mais cette fois pendant cinq ans. Si la villa devait être bâtie en six mois, on aurait besoin de dix fois plus de travailleurs. Le facteur commun dans l'équation d'échange des différents types de logement, c'est la quantité de temps de travail nécessaire à leur fabrication — le temps de travail d'un ouvrier qualifié valant plus que celui d'un ouvrier non qualifié.

Il y a un échange constant entre différents types de marchandises, produites par différentes entreprises spécialisées. Prenons deux marchandises différentes : les maisons et les radiographies médicales. Ces deux marchandises sont fabriquées grâce à des processus totalement différents et n'ont pas du tout la même utilité. Malgré tout, les radiologues ont besoin de maisons et les ouvriers du bâtiment ont souvent besoin de faire des radios. La valeur apparaît comme ce qui permet de créer un lien social entre eux : elle met en relation les activités séparées des travailleurs de différents domaines. Le fruit de leur travail peut s'échanger contre une quantité d'argent définie, qui elle-même peut être utilisée pour

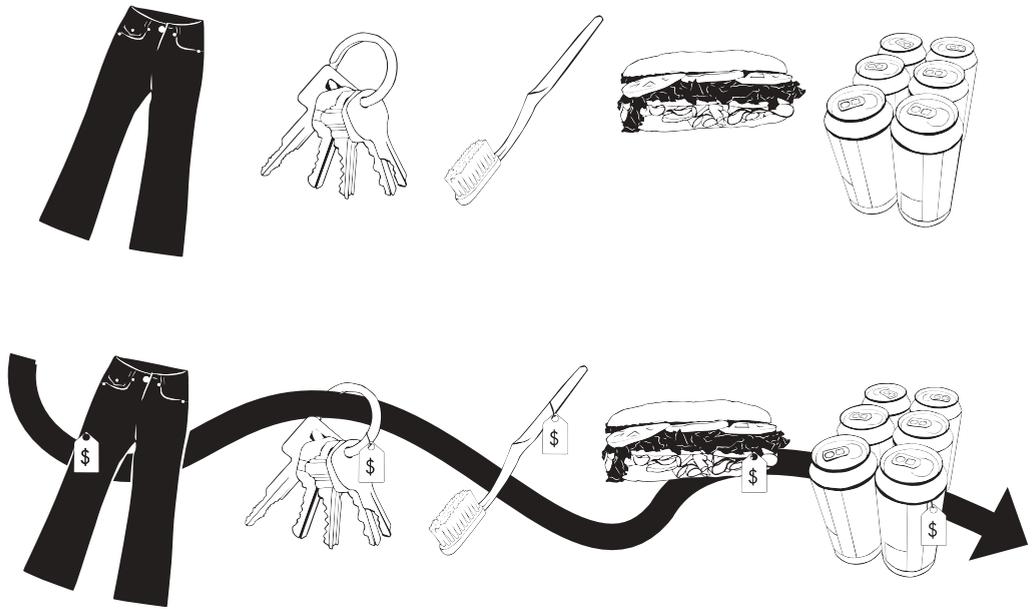


Quand un couvreur pose le revêtement plastique des murs extérieurs d'un bungalow, il améliore directement l'utilité d'une marchandise précise : il rend le logement imperméable et mieux isolé. En même temps que son travail ajoute de la valeur à la marchandise, il permet d'établir une moyenne de la quantité de travail nécessaire pour installer le revêtement des murs d'un bungalow dans une société donnée. Peu importe le temps ou l'effort qu'il a fournis pour construire les murs de telle ou telle maison. Son travail ajoute au bungalow une certaine valeur, calculée selon le temps moyen socialement nécessaire au travail requis par cette tâche particulière. Si, l'année suivante, une nouvelle méthode plus rapide d'installation de revêtements plastique voit le jour, alors la valeur des bungalows équipés selon l'ancienne méthode diminuera.

acheter n'importe quel type de marchandise.

La valeur s'attache aux choses utiles, dès lors ces choses deviennent des marchandises échangeables. De cette manière, le travail des radiologues est échangeable avec le travail des ouvriers du bâtiment, non pas en tant que chose utile mais en tant que processus de création de valeur.

Les choses ont donc une valeur parce qu'il existe une relation sociale entre les personnes qui produisent les différentes marchandises qui nous sont utiles. La valeur apparaît quand les marchandises, pour passer des mains de ceux qui les produisent aux mains de ceux qui en ont besoin, passent par une étape de



d'achat et de vente (éventuellement de troc, mais en tout cas d'échange).

Lorsqu'une personne souhaite acheter une maison, elle réfléchit à quoi celle-ci pourrait lui servir : un endroit où dormir au chaud, où faire la cuisine, où faire la fête. Pour celui qui vend la maison, elle représente une quantité de valeur qui attend d'être transformée en argent. Peu lui importent la piscine chauffée ou le barbecue, qui, pour lui, ne sont là que pour attirer l'acheteur. Comme n'importe quel vendeur de marchandises, c'est l'argent qui l'intéresse.

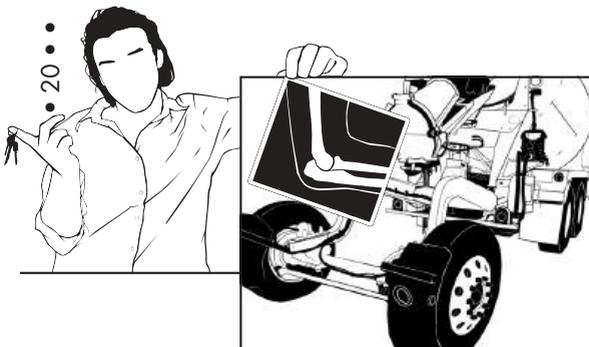
Mais acheter une maison et la revendre au même prix ne fait pas gagner d'argent. La valeur contenue dans la maison est simplement transformée en valeur contenue dans l'argent, qui lui-même peut être échangé

contre d'autres marchandises. Mais un promoteur immobilier n'est pas juste un vendeur de maisons, c'est un capitaliste.

Dans une société capitaliste, l'activité de chacun est interchangeable et toutes les personnes qui ont quelque chose à vendre sont égales. Mais la plupart d'entre nous n'ont rien d'autre à vendre que leur force de travail. C'est la classe capitaliste qui possède et contrôle tout ce qui est nécessaire à la production de choses utiles.

Les opérateurs radio ne peuvent pas travailler sans avoir accès aux machines à rayons X hors de prix que possèdent les actionnaires de l'hôpital. Les maçons ne peuvent pas bâtir les fondations d'une maison sans avoir accès à de coûteuses bétonnières. Ceux d'entre nous qui ne possèdent rien dont on peut tirer de l'argent sont obligés de vendre leur force de travail aux capitalistes — c'est pourquoi nous devenons des salariés.

Notre force de travail est semblable à n'importe quelle marchandise en ce que sa valeur est déterminée par la valeur de toutes les choses que cette force de travail contient.

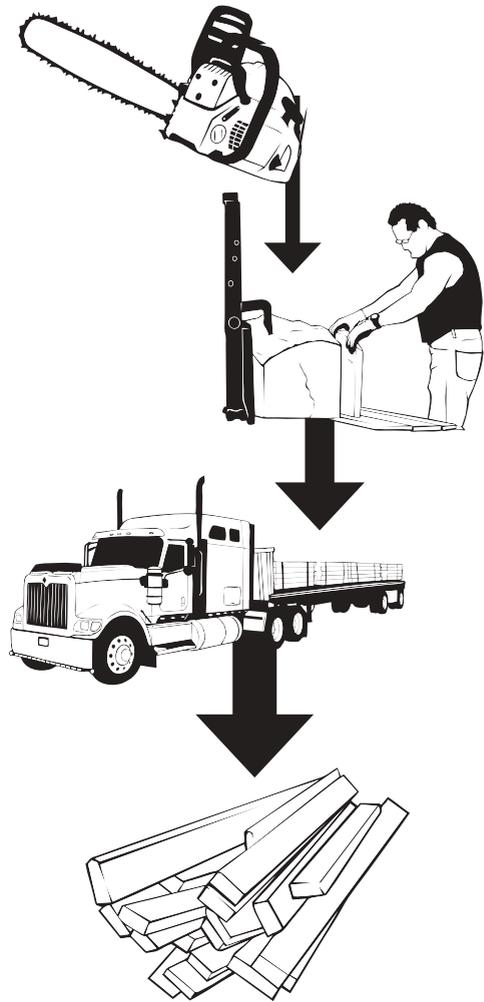


Nous devons être suffisamment rémunérés pour pouvoir nous nourrir, nous habiller, payer un loyer, téléphoner, aller à l'école et à nos activités sportives, nous soigner, payer le carburant, l'alcool et les somnifères dont nous avons besoin pour être capable d'aller travailler le lendemain matin. Mais ce que notre force de travail a de différent des autres marchandises, c'est qu'elle crée de la valeur.

Une boîte de clous et une pile de tasseaux arrivent sur un chantier avec une certaine valeur, basée sur la quantité de travail nécessaire à leur fabrication ainsi qu'à leur acheminement. Ces marchandises sont le fruit du travail des ouvriers d'une usine de clous, d'une scierie et d'une usine de papier ; de mineurs, de bûcherons, de camionneurs, de caristes qui conduisent les chariots élévateurs dans les entrepôts et de centaines d'autres ouvriers. Le travail de tous ces gens est incorporé dans une boîte de clous et une pile de tasseaux sous la forme de valeur. C'est du travail qui a été transformé en choses : du travail mort.

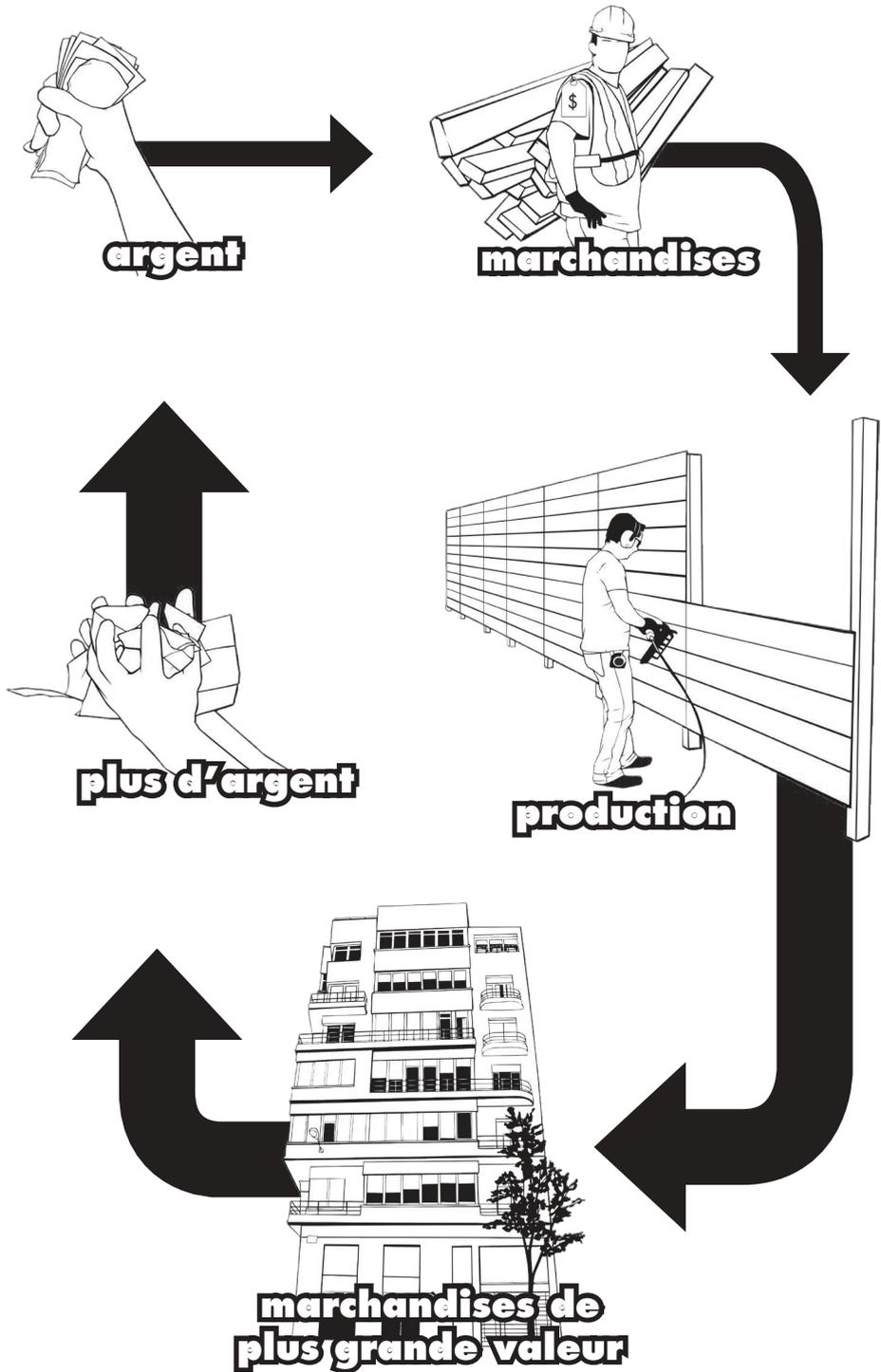
Lorsqu'un clou et une planche de bois sont utilisés pour bâtir le mur d'une maison, leur valeur est transférée à la maison. Le pistolet à clous transfère petit à petit sa valeur dans chacun des murs sur lesquels il est utilisé, en fonction de la durée de vie moyenne des pistolets à clous. Pourtant, un mur intérieur vaut plus que quelques planches de bois, une poignée de clous et l'usure naturelle d'un pistolet à clous : la différence, c'est le travail fourni par le charpentier pour bâtir le mur.

Notre force de travail ne s'épuise pas de la même manière qu'une matière première ou une machine, qui transfèrent directement leur valeur dans le produit. Notre travail vivant crée une quantité de valeur qui englobe notre salaire et plus encore. Nous sommes payés un certain salaire et on attend de nous que nous travaillions une certaine quantité de temps. En construisant des murs, nous utilisons



des fragments de travail mort. Nous transférons leur valeur dans le mur en même temps que nous y ajoutons la valeur de notre travail. Que notre salaire soit calculé à l'heure, à la journée, à la semaine ou au mois, notre travail vivant ajoute plus de valeur aux maisons construites pendant ce temps que ce qui nous est payé en salaire. Cette plus-value appartient au patron.

Une maison coûte cher. En général, le capitaliste dont l'argent est investi dans la



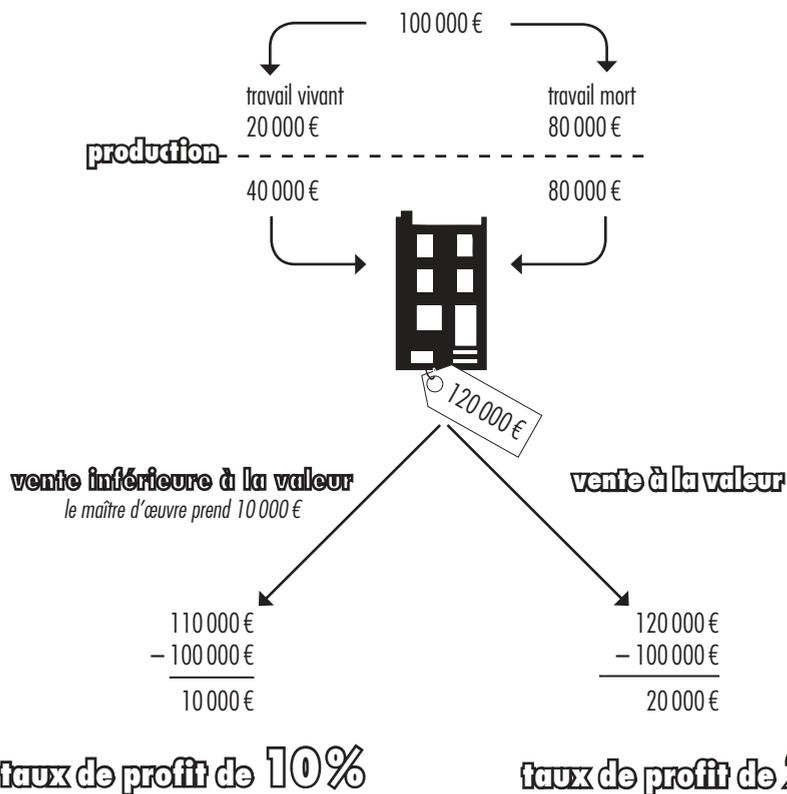
construction de maisons a déjà un contrat avec un acheteur avant même de commencer à bâtir les fondations. Imaginons par exemple qu'il ait un contrat pour construire une villa en bord de mer. Il débute avec une certaine somme d'argent. Il achète les marchandises dont il a besoin pour construire la maison, c'est-à-dire les matières premières (des clous, du bois, des plaques de plâtre, du ciment, des tuyaux, des fils de cuivres), des machines et des outils (des perceuses, des échelles, des éclairages de chantier, des échafaudages, des chariots élévateurs). Il embauche les différents ouvriers dont il a besoin. Matériaux, machines et main d'œuvre sont acheminés vers le chantier et sont organisés pour construire la villa. Une fois celle-ci terminée, le fruit du travail est un produit qui vaut beaucoup plus que les dépenses de matériel ajoutées aux salaires des ouvriers. Le capitaliste est ensuite payé pour le travail effectué, et son capital est de nouveau disponible. Mais cette fois, il a un peu plus, et il peut peut-être prendre un plus gros contrat.

En réalité, sur un chantier, il y a souvent une multitude de processus de production différents qui se superposent. Un capitaliste a un contrat pour construire une ou plusieurs maisons : il a le rôle de maître d'œuvre. Il engage les ouvriers, qui sont ceux qui passeront le plus de temps sur le chantier (les charpentiers, les manœuvres et éventuellement quelques conducteurs pour les grosses machines). L'électricité, la plomberie, les fluides cvc (chauffage, ventilation et climatisation), la toiture et les murs, l'isolation et les plaques de plâtre, les peintures, la charpente de finition, la faïence et le béton, tout cela est délégué à des sous-traitants spécialisés. Du point de vue du maître d'œuvre, les produits fabriqués par les sous-traitants sont considérés comme des matières premières qui seront utilisées pour la construction de la maison, même si elles ne sont pas encore assemblées. Le capital du

sous-traitant entre dans le même circuit que celui du maître d'œuvre.

Supposons qu'une entreprise de menuiserie est en charge de l'installation des armoires, des encadrements de portes et des fenêtres de la villa. Le gérant de cette entreprise dispose d'une certaine somme d'argent. Il achète les matières premières nécessaires, les outils et les machines (du bois travaillé, des rivets, de la colle, des escabeaux, des clous, des pistolets à clous etc.), il embauche les ouvriers dont il a besoin et leur fait installer les armoires, les portes et les cadres de fenêtres. Le tout devient un produit qu'il vend au maître d'œuvre. Il a donc plus d'argent que ce qu'il avait investi au départ, qu'il peut réinvestir pour agrandir son entreprise. La valeur de son business augmente. Que le produit fini soit une maison ou seulement une partie d'une maison (ou même une réparation ou un réaménagement), le processus d'accumulation de capital est le même. En faisant circuler son argent dans un processus de production qui crée de la plus-value, le capitaliste récupère plus d'argent que ce qu'il avait investi : son capital s'accroît.

Mais le propriétaire d'une entreprise de bâtiment ne fait aucune distinction entre l'argent investi dans le travail vivant et celui investi dans le travail mort. Son profit est de la plus-value, mais n'a pas l'apparence de la plus-value : le fait qu'il dégage du profit en payant ses travailleurs moins que la valeur qu'ils produisent est noyé dans le processus d'achat et de vente des marchandises. L'entrepreneur dépense son argent dans tout ce qui est nécessaire au fonctionnement de l'entreprise et, une fois le travail sur le chantier accompli, il obtient de l'argent en retour. La différence entre l'argent investi et l'argent récupéré, c'est son profit. En comparant son profit au capital de départ, il obtient un certain taux de profit sur une période donnée.

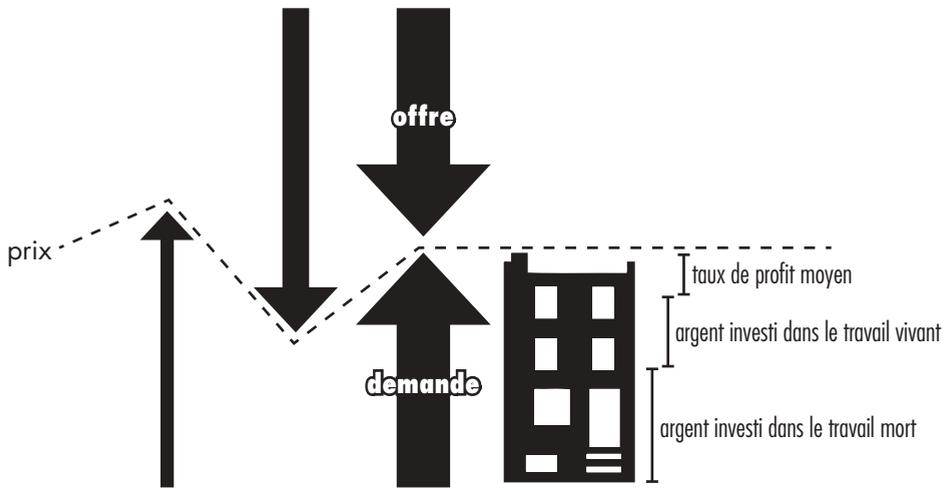


Imaginons qu'un entrepreneur en CVC investisse 100 000 € sur un an pour installer le matériel de chauffage, de ventilation et d'air conditionné dans un immeuble résidentiel. Mettons que 80 000 € dans cet investissement servent à acheter le travail mort (des ventilateurs, des radiateurs, des climatisations de toutes tailles, de l'acier galvanisé, du scotch et de l'isolant, des scies, des cisailles, des rallonges, une partie de l'usure de la camionnette de l'entreprise etc.) et 20 000 € servent à acheter le travail vivant (les salaires).

Admettons que pendant la moitié de leur temps de travail, les employés ajoutent assez de valeur au système de CVC qu'ils assemblent pour payer leurs salaires, et que le reste du temps ils créent de la plus-value. Au final, la valeur du matériel CVC sera de 120 000 €. Si

l'entrepreneur était rémunéré 120 000 €, son taux de profit annuel serait de 20%, ce qui est plutôt pas mal. Et si le maître d'œuvre le payait seulement 110 000 €, il aurait un taux de profit annuel de 10%. La plus-value créée par les employés serait toujours de 20 000 €, mais elle serait partagée entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre.

Mais un entrepreneur n'est jamais seul sur le marché. Les entreprises d'un même domaine sont en concurrence les unes avec les autres. Les acheteurs ne paient que pour des produits qui fonctionnent et, à qualité égale, ils achètent le moins cher. C'est ainsi que se constitue un prix du marché relatif à l'installation des systèmes de CVC dans les immeubles résidentiels.



S'il y a beaucoup de bâtiments à équiper et peu de chauffagistes dans la région, ce prix peut augmenter. Au contraire, il peut diminuer si beaucoup d'entrepreneurs sont en compétition pour l'équipement d'une petite quantité de bâtiments. Lorsque les prix baissent, cela traduit seulement le fait que le maître d'œuvre touche davantage de plus-value. Lorsqu'ils augmentent, c'est que l'entrepreneur en CVC conserve une plus grosse part de la plus-value. Les prix baissent et augmentent constamment selon les conditions du marché, mais l'offre et la demande ne suffisent pas à comprendre ces variations. Et si jamais l'offre et la demande sont égales, elles n'expliquent plus rien.

feront faillite et leurs contrats iront à ceux dont le taux de profit est supérieur. La concurrence pousse les différentes entreprises d'un même secteur à copier l'organisation interne et les procédés de travail des entreprises concurrentes. Si un entrepreneur se met à utiliser un nouveau matériau moins cher que l'acier galvanisé pour faire ses conduits, il va diminuer ses coûts, faire plus de profit que la moyenne, et il pourra vendre ses marchandises moins cher. Tous les autres entrepreneurs devront alors utiliser ce nouveau matériau ou bien ils feront faillite. Une fois ce changement effectué, l'avantage compétitif du premier entrepreneur disparaîtra.

Le prix d'une climatisation installée, comme de toute autre marchandise, varie autour d'un prix d'équilibre. Ce prix est égal à la valeur du capital investi dans le travail mort, plus celui investi dans le travail vivant, plus un taux de profit moyen pour l'entreprise. Les entrepreneurs dont le taux de profit est substantiellement inférieur au taux de profit moyen

Mais les capitaux sont en situation de concurrence par-delà des secteurs d'activités où ils sont investis. Dans la logique d'augmentation de la valeur, chaque business en vaut un autre. Tout ce qui importe, c'est le taux de profit. Si l'entrepreneur d'une société de CVC de taille moyenne se rend compte que les sociétés de limousines ou les fabricants de pâtes font



plus de profit que lui à investissement égal, il peut vendre son entreprise et acheter une flotte de limousines ou une usine de pâtes. Avec la migration du capital des entreprises de cvc vers les entreprises de limousines, le prix du service fourni par les limousines — balader les stars de gauche à droite et emmener les étudiants à leur bal de promo — baisse, et le prix des climatisations augmente. Un taux de profit moyen se forme, selon la quantité de capital investi dans les différentes branches.

Ce jeu concurrentiel implique que chaque entreprise ne garde pas pour elle-même la plus-value extraite de l'exploitation de ses travailleurs : le profit qu'elle génère tend à dépendre du taux de profit moyen en vigueur sur le marché où elle opère. Si certains secteurs continuent de produire avec un taux de profit moyen trop faible, des entreprises, voire des industries entières, verront leurs investissements partir en fumée et disparaître du marché.

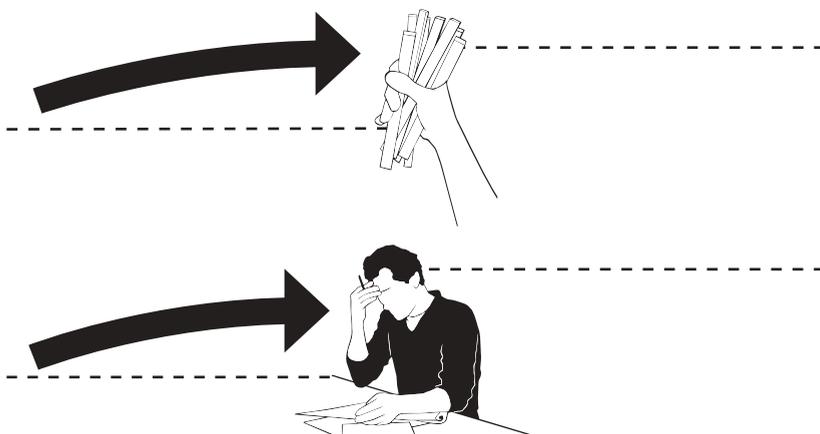
En réalité, il existe une multitude de barrières au mouvement du capital, et les taux de profit ne s'égalisent jamais tout à fait. Si, dans une certaine région, une entreprise possède la totalité des usines de bois de construction, elle peut faire grimper le prix des tasseaux. Elle aura alors un taux de profit supérieur à la moyenne, car, en se faisant payer ce prix supplémentaire par les entreprises de construction,

elle captera une partie de la plus-value générée par les travailleurs de ces dernières. Sa prédominance sur le marché fera obstacle à l'égalisation¹ du taux de profit.

Cette situation de monopole n'est que l'exemple le plus extrême d'obstruction au mouvement du capital. Nous pouvons aussi imaginer un entrepreneur qui dirige la même compagnie de plomberie depuis 40 ans et qui fait travailler plusieurs de ses neveux. Il sait bien qu'il pourrait augmenter son taux de profit en vendant son affaire et en investissant dans un bar de bobos dans un quartier gay, mais il ne le fait pas. Ses propres préjugés sur les homosexuels, ou ses convictions religieuses face à la consommation d'alcool, ou encore son attachement à l'entreprise familiale sont autant de barrières au mouvement de son capital.

Qu'elles relèvent de situations de monopole, de tarifs douaniers, de différents systèmes de taxes, de croyances religieuses, de lois concernant l'hygiène ou la sécurité, ou simplement d'un attachement à une certaine méthode de travail ou à un quartier, toutes ces barrières au mouvement du capital n'empêchent pas pour autant le marché de fonctionner. Elles en dessinent simplement les contours.

1. Ou « péréquation » (toutes les notes sont de l'éditeur).



Cependant, plus ces barrières accroissent les écarts entre les taux de profit, plus il y a de pression sur celles-ci. Le mouvement perpétuel du capital entre industries et entre régions a un effet corrosif sur tout ce qui s'oppose à l'égalisation du taux de profit.

Cette concurrence exerce une grosse pression sur le propriétaire d'une entreprise de construction. Son entreprise ne doit pas seulement réaliser un profit, mais un profit compétitif. Il doit progresser ou mourir. Être un capitaliste n'est pas de tout repos.

Le patron s'inquiète tout le temps de son taux de profit. Il se demande sans arrêt si ses employés gaspillent les matières premières, si nous travaillons assez, si par hasard nous n'utiliserions pas ses machines plus que nécessaire, générant ainsi plus d'usure que la moyenne. S'il veut que son affaire marche, il doit nous inciter à travailler plus dur, plus vite, plus longtemps, et pour moins d'argent : il doit faire le salaud.

Le patron essaie d'extraire de nous le maximum de plus-value possible, faisant de chaque jour travaillé sur le chantier une bataille de chaque instant. Quand il peut nous faire

commencer un peu plus tôt, finir un peu plus tard, travailler un peu plus dur et un peu plus vite, il augmente son taux de profit à nos dépens. Lorsque nous prenons des pauses cigarette sur notre temps de travail, que nous jetons des matériaux utilisables plutôt que de descendre plusieurs étages pour les ranger, que nous volons des outils ou que nous prenons plus de temps pour déjeuner, nous nous facilitons un peu la vie et en même temps nous diminuons son taux de profit.

Nous, on s'en fout, de l'entreprise. Nos intérêts sont directement en opposition avec ceux du patron et avec tout le processus d'accumulation du capital en général.

Nous devons vendre notre force de travail pour nous acheter de quoi survivre. Le fait que certains d'entre nous vendent de la drogue dans un coin, ou volent des tuyaux et des fils de cuivre pour les revendre au ferrailleur ne change rien au fait que nous sommes obligés de vendre notre force de travail à un patron — nous dépendons d'un salaire. Le temps que nous passons à travailler ne nous appartient pas, c'est un moment de nos vies dont nous avons hâte de voir la fin.



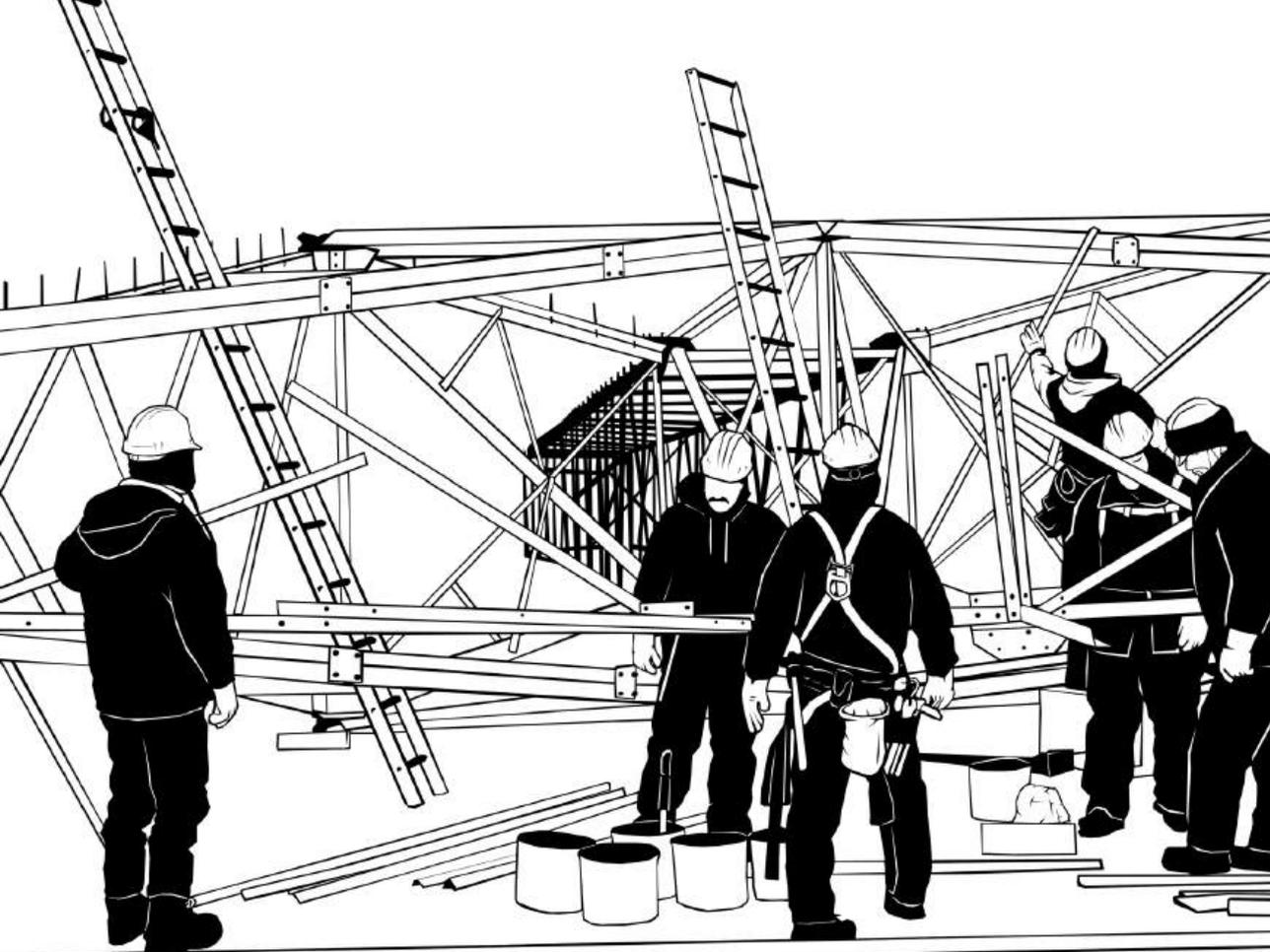
Pour gagner de quoi vivre, nous sommes obligés de donner une grande partie de nos vies au patron. Nous plaisantons en comparant le boulot à la prison. Nous demandons à une nouvelle recrue sur un poste : « T'as pris combien ? » Les anciens qui sont dans la boîte depuis des années sont surnommés les « perpètes ». Celui qui a donné sa lettre de démission et qui part la semaine prochaine, c'est le « courte-peine ». Nous nous plaignons de notre patron, nous parlons de démissionner pour aller travailler dans une vraie boîte, qui traite ses employés correctement. Il y a toujours des légendes à propos du « bon patron » ou de « la bonne boîte pour laquelle travailler », mais bizarrement ce n'est jamais pour nous. Souvent notre attitude face au patron oscille entre indifférence et haine viscérale, selon sur qui il s'acharne et à quel point il nous malmène.

Chaque jour nous voyons notre travail prendre forme à mesure que les immeubles sortent de terre, remplis de fils, de tuyaux et de conduits. Mais ce que nous voyons dans les maisons que nous construisons ce n'est pas

un abri ou un lieu d'intimité. Nous y voyons un immense objet dénué de sens pour lequel nous sommes obligés de travailler et dont quelqu'un d'autre tire de l'argent.

Les pavillons de banlieue, les appartements sombres en sous-sol, les tours en béton armé, les caravanes et les villas en bord de mer ne sont pas que du travail mort. Ils sont du capital. Ils sont du travail mort qui doit être transformé et augmenté en pompant du travail vivant. Les maisons, comme les camionnettes pleines de pièces et d'outils, de tôles d'acier, de bobines de fils de cuivre, les pelleteuses et les bétonnières ne se manifestent comme du capital que du fait de la relation qui existe entre les gens qui les produisent. Elles sont possédées et contrôlées par des capitalistes et fabriquées par des travailleurs salariés qui ne possèdent aucune propriété sur laquelle faire de l'argent. Les représentants du travail mort contrôlent le travail vivant. Ils nous forcent à travailler pour que le travail mort puisse augmenter. Cette relation de classe façonne tout le reste dans une société capitaliste.



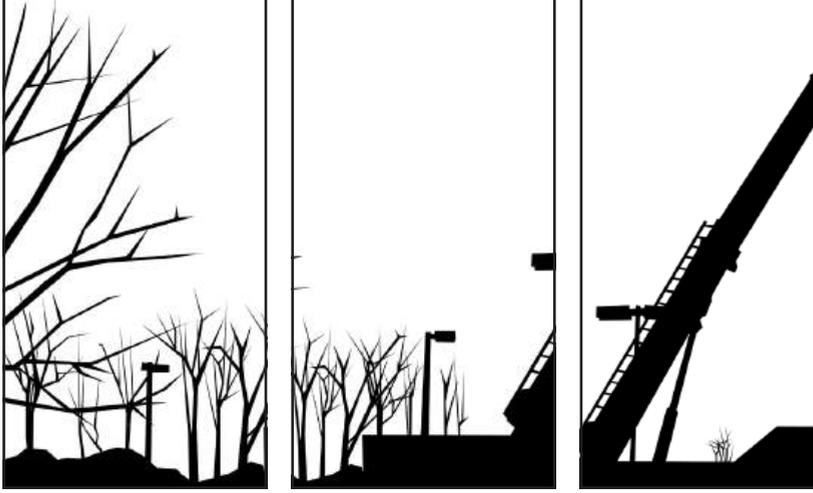


Sociabilité, séparation et sous-traitance

*Le secret d'un bon patron, c'est de garder ceux qui
vous détestent loin de ceux qui n'ont pas encore d'avis.*

Casey Stengel

joueur de base-ball américain (1890–1975)

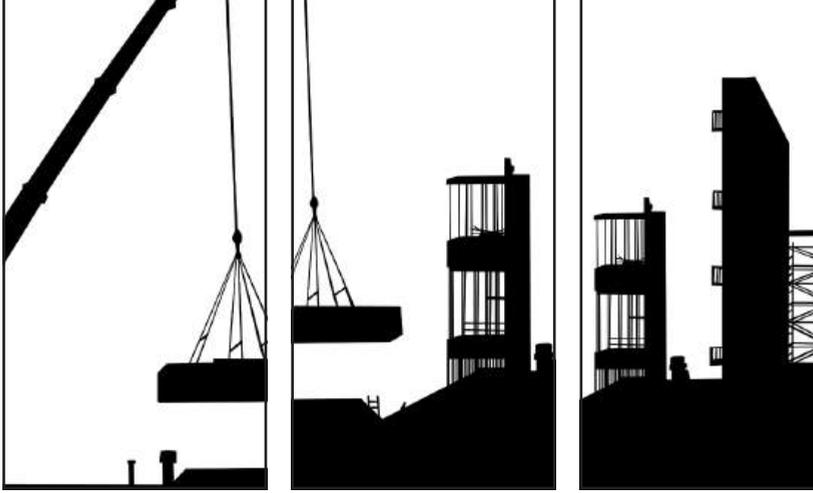


UN CHANTIER est un lieu de travail où se côtoient une multitude de travailleurs qui n'ont pas le même patron. Sur de nombreux chantiers, des employés d'une petite entreprise familiale travaillent avec d'autres, employés par une grosse entreprise sous-traitante. Des ouvriers embauchés directement par le patron ou par un bureau de placement coordonnent leur travail avec les ouvriers engagés par des agences d'intérim. Des ouvriers qui ont des papiers travaillent au même endroit que d'autres qui n'en ont pas, mais pas pour les mêmes entreprises.

Les tâches nécessaires à la construction d'un bâtiment sont divisées en plusieurs catégories et constituent le travail spécialisé de différents corps de métiers. Prenons un chantier typique, la construction d'une tour d'appartements de luxe : il y a des conducteurs d'engins pour les camions à benne, les pelleteuses, les chariots élévateurs et les grues ; des métalliers-poseurs qui assemblent l'acier de la structure de l'immeuble ; des charpentiers qui montent les structures de bois et de métal des murs intérieurs et des plafonds ; des maçons qui fixent les armatures et coulent le béton pour les fondations de l'immeuble, les accès, les patios, ainsi que les murs et les plafonds du parking souterrain. Il y a des électriciens pour installer le système électrique ; des installateurs thermiques pour le chauffage, la ventilation et la climatisation ; des plombiers pour installer le circuit de distribution

d'eau et d'évacuation des eaux usées et le système d'arrosage. Il y a des manœuvres qui déchargent et répartissent le matériel sur le site, qui manipulent les machines les plus lourdes comme les marteaux-piqueurs et les dameuses, qui gèrent la circulation lorsqu'il faut refaire des parties de la route autour du chantier, et qui à l'occasion font des petits boulots pour l'entrepreneur général. Il y a des travailleurs engagés par une agence d'intérim qui viennent un jour sur deux pour nettoyer les déchets sur le site. Il y a des ouvriers pour l'isolation ; des plaquistes ; des charpentiers pour les finitions ; des installateurs d'ascenseurs, de portes, de fenêtres, de portes de garage ; des couvreurs ; des façadiers ; des tailleurs de pierres ; des poseurs de tuiles, de sols, de moquette. Il y a des travailleurs spécialisés pour installer les détecteurs de monoxyde de carbone dans les garages, et d'autres qui installent les alarmes de sécurité et les caméras. Il y a des paysagistes pour planter les massifs d'arbustes et les rangées de palmiers qui borderont l'entrée de l'immeuble. Enfin, il y a des agents d'entretien qui viennent nettoyer pour que tout soit propre avant l'arrivée d'acheteurs potentiels pour les appartements. Certains de ces ouvriers sont employés directement par l'entrepreneur général mais la plupart d'entre eux travaillent pour des entreprises sous-traitantes.

Les différents corps de métiers ont tous besoin de différents matériaux et engins, dont



certains sont très chers. En ayant recours à des sous-traitants spécialisés, les coûts sont abaissés et le temps pendant lequel le capital est immobile et improductif est réduit. Une entreprise de toiture n'a pas besoin d'acheter des machines hors de prix pour découper des plans de travail en granit, et une fabrique de tuiles n'a pas besoin d'acheter des échafaudages et des harnais de sécurité pour que les ouvriers puissent travailler sur les toits et les murs des bâtiments. Certains corps de métiers (comme les charpentiers ou les manœuvres) peuvent passer un an ou plus sur le même chantier, tandis que d'autres (comme les installateurs de portes de garages ou de systèmes de sécurité) ne sont sur le site que quelques jours. Cela signifie qu'il ne devient rentable pour une entreprise d'engager elle-même tous les différents types d'ouvriers du bâtiment que lorsqu'elle produit des maisons en masse et à grande échelle.

Si le maître d'œuvre sous-traite, il n'est pas obligé de payer des installateurs d'ascenseurs qui ne travaillent qu'une fois le squelette de l'immeuble assemblé. Les entrepreneurs en installation d'ascenseurs peuvent enchaîner plusieurs contrats, continuant de faire travailler leurs employés et utiliser leurs outils plutôt que de les laisser rouiller. C'est même parfois rentable pour les sous-traitants de sous-traiter eux-mêmes une partie de leur travail. Un électricien sous-traitant fera appel à un sous-traitant

spécialisé juste pour installer les systèmes électriques à basse tension, une société de plomberie sous-traitera uniquement pour le système incendie.

La sous-traitance répartit aussi les risques. Étant donné que les maisons ne sont pas toutes construites sur un modèle standard, beaucoup de paramètres sont à prendre en compte pendant la construction d'un immeuble. Un tas de choses peuvent aller de travers et ralentir la production d'un bâtiment donné. Des perturbations qui ralentissent le travail d'un corps de métier peuvent rapidement ralentir les autres. Si une seule entreprise faisait tout le travail sur un immeuble particulier, elle prendrait à elle seule tous les risques. Mais la plupart des sous-traitants combinent plusieurs emplois sur différents chantiers à la fois. Ils seront par exemple occupés en même temps à la construction d'une copropriété, d'une villa, d'appartements, d'une maison de retraite et d'une école. Ainsi, un problème sur un de leurs chantiers n'aura pas d'impact sur les autres. Le risque est réparti plus équitablement sur l'ensemble du capital investi dans la production de maisons.

De très petites entreprises ne peuvent prendre qu'un seul contrat à la fois. Le patron doit alors systématiquement être présent sur le chantier pour encadrer ses employés. Mais n'importe quelle entreprise suffisamment

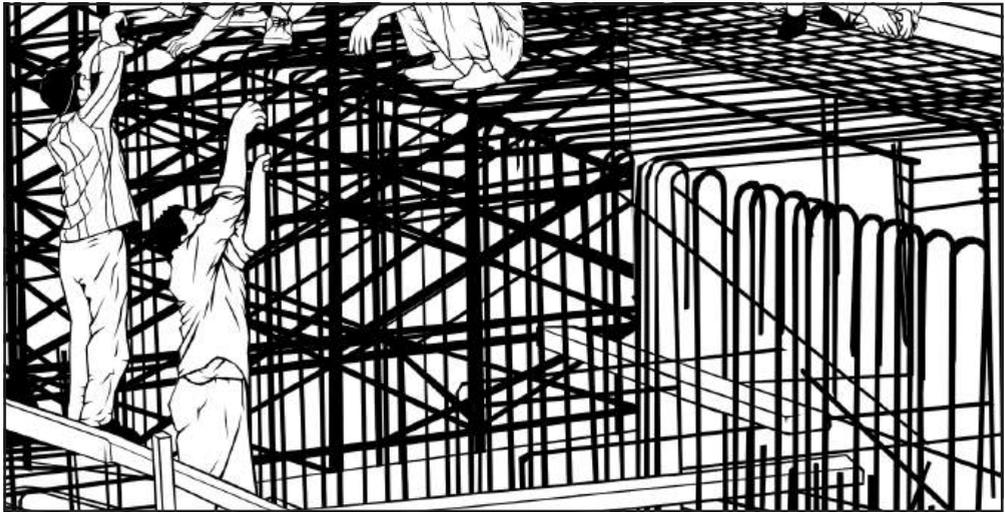


grande pour combiner plusieurs contrats a recours à des contremaîtres. Le propriétaire de l'entreprise émet des offres, achète le nouveau matériel, engage et renvoie les employés, travaille avec le maître d'œuvre et va d'un chantier à l'autre pour vérifier l'avancement de chacun de ses contrats. Le management quotidien des employés de chaque chantier est effectué par un contremaître. Il est souvent la seule figure du patron présente sur le chantier et son boulot, c'est de nous faire travailler dur. S'il ne le fait pas, il est viré. Pourtant, le profit réalisé n'étant pas destiné à lui mais à l'entreprise, c'est un exécutant moins appliqué que le patron. Il peut nous dégager de son chantier si jamais on ne travaille pas assez dur, mais, souvent, il ne peut pas nous licencier. En général, le contremaître est un ancien ouvrier qui est dans le milieu depuis longtemps, et on attend de lui qu'il partage son temps entre le travail à la construction de l'immeuble et la surveillance des autres employés. Il arrive que les contremaîtres soient syndiqués. Le respect

ou le zèle que nous vouons au contremaître dépend de son degré d'implication en tant qu'exécutant pour le compte du patron, autrement dit de son zèle.

La sous-traitance implique que les employés d'une même entreprise sont séparés les uns des autres et répartis sur différents chantiers. En même temps, chaque chantier a sa propre organisation de travail et ressemble un peu à une entreprise à part entière. Le maître d'œuvre dirige les opérations. Il décide des règles en vigueur et peut renvoyer du chantier un ouvrier qu'il n'a pas lui-même embauché. Le maître d'œuvre, ou bien un responsable qu'il a embauché, coordonne tout le travail avec les contremaîtres des différents métiers, qui transmettent les ordres aux ouvriers. Les patrons des différentes entreprises sous-traitantes ne sont présents sur le chantier que lorsqu'il s'agit de parler argent, lorsqu'il y a un problème, ou lorsque le responsable souhaite mettre une pression supplémentaire sur le contremaître pour qu'il pousse ses gars à travailler plus vite. Le maître d'œuvre se comporte en patron, y compris avec des ouvriers qu'il n'a pas directement embauché. Notre comportement face au maître d'œuvre ou face à ses responsables tend à devenir le même comportement que face au patron. Et nous nous battons contre le maître d'œuvre au même titre que nous nous battons contre nos propres patrons, puisque l'un comme l'autre travaillent ensemble pour nous pressurer le plus possible.

L'organisation du travail nous force à travailler en groupes et à coordonner le travail avec les autres corps de métiers. Les plaquistes prennent à leur charge différentes tâches et travaillent en équipe pour monter les cloisons le plus vite possible. Ils doivent communiquer avec les électriciens et les plombiers pour savoir si un câble ou un tuyau doit rester hors du mur ou peut être recouvert. Les groupes d'électriciens, de plombiers, de carreleurs et



de menuisiers doivent se consulter pour savoir comment les éviers, les prises électriques, le carrelage, les plans de travail et les rangements doivent être installés.

Nous travaillons souvent avec les mêmes personnes, ce qui nous amène à bien les connaître au bout d'un certain temps. Des conversations qui s'engagent sur comment travailler plus vite dérivent sur le match de foot du week-end dernier, sur nos femmes, nos copines et nos enfants, sur un métallo fou dont on a entendu parler, sur notre ras-le-bol du boulot et sur cet enfoiré de patron. Le travail est monotone et nos sociabilités consistent en général à blaguer, agraffer les outils de quelqu'un au sol, enfermer un collègue dans les toilettes, jeter des vis par la fenêtre sur

l'ouvrier qui s'occupe de la circulation. Nous nous donnons des surnoms étranges et nous dessinons sur les casques des autres. Nous faisons nos pauses cigarette ensemble et nous allons boire des coups après le boulot. Nous arrêtons d'être des individus isolés pour former des groupes de travailleurs qui se font confiance, travaillent ensemble et peuvent agir ensemble.

Le plus gros obstacle à la formation de ces groupes, c'est la division du travail elle-même. Les ouvriers qui effectuent le travail le plus qualifié se prétendent au-dessus des apprentis et des ouvriers qui effectuent un travail moins qualifié, et leur donnent des ordres. Les nouveaux employés pensent d'emblée que les plus anciens ouvriers sont amis avec le patron.



Lorsqu'on nous met la pression pour faire toujours plus et plus vite, il est facile de prendre des raccourcis qui emmerdent les autres corps de métiers. Les plaquistes recouvrent les boîtiers électriques et les prises pour l'éclairage plutôt que de prendre le temps de découper des trous. Les électriciens laissent une pile de déchets en plein milieu de la pièce par laquelle passe le plombier. Le plombier fait de gros trous dans les plaques de plâtre à la recherche d'une sortie d'eau qui aurait été recouverte. Tout cela est une source perpétuelle de conflits qui peuvent nous mener à des disputes et même à quelques bagarres occasionnelles.

Ces conflits sont accentués par le fait qu'à la division du travail s'ajoutent les différences culturelles. Les ouvriers qui effectuent le travail le moins qualifié, le plus physique, sont souvent des immigrés qui ne parlent pas la langue du pays. La plupart du temps, le seul qui maîtrise bien les deux langues, c'est le contre-maître. Cette division est institutionnalisée par la sous-traitance, par le fait que chaque entreprise engage des ouvriers qui ont des parcours similaires. Les ouvriers d'une entreprise forment alors une sorte de communauté ethnique. Lorsque les ouvriers des différents corps de métiers commencent à se marcher sur les pieds, il n'y a qu'un pas entre « ces cons de plaquistes » et « ces cons de Mexicains » ou entre « ces fainéants de maçons » et « ces fainéants de Polonais ». Les ouvriers qui sont

racistes les uns envers les autres, ne sociabilisent pas entre eux et il est alors difficile pour eux de s'organiser ensemble contre le patron. Pour ce dernier, tant que ces divisions ne créent pas de conflits qui ralentissent le travail, elles sont une bonne chose.

Mais même un raciste peut sentir la plus-value qu'on extrait constamment de lui. En même temps que nous construisons un bâtiment qui fera gagner beaucoup d'argent à notre patron, nous dépensons notre paye juste avant que celle du mois suivant ne tombe. Même le beau-frère du patron, qui est un mouchard, essaie de travailler moins dur s'il en a l'occasion. Même le gars d'extrême-droite, qui déteste le gouvernement quand il prend des mesures qui interfèrent avec le respect de la propriété privée, vole sur son lieu de travail. Même le type qui se plaint de ces « fainéants d'immigrés » ralentit la cadence dès qu'il en a l'opportunité. Notre hostilité face au travail ne découle pas de nos idées politiques. Elle vient du fait que nous sommes exploités en tant que salariés. Nos intérêts sont en contradiction directe avec ceux de l'entreprise. Or moins nous sommes impliqués dans des conflits internes, plus nous pouvons nous opposer au patron, nous organiser consciemment, coordonner notre résistance et distinguer nos alliés de nos ennemis potentiels.

Les structures internes des entreprises créent toutes sortes de cadres de sociabilité et de



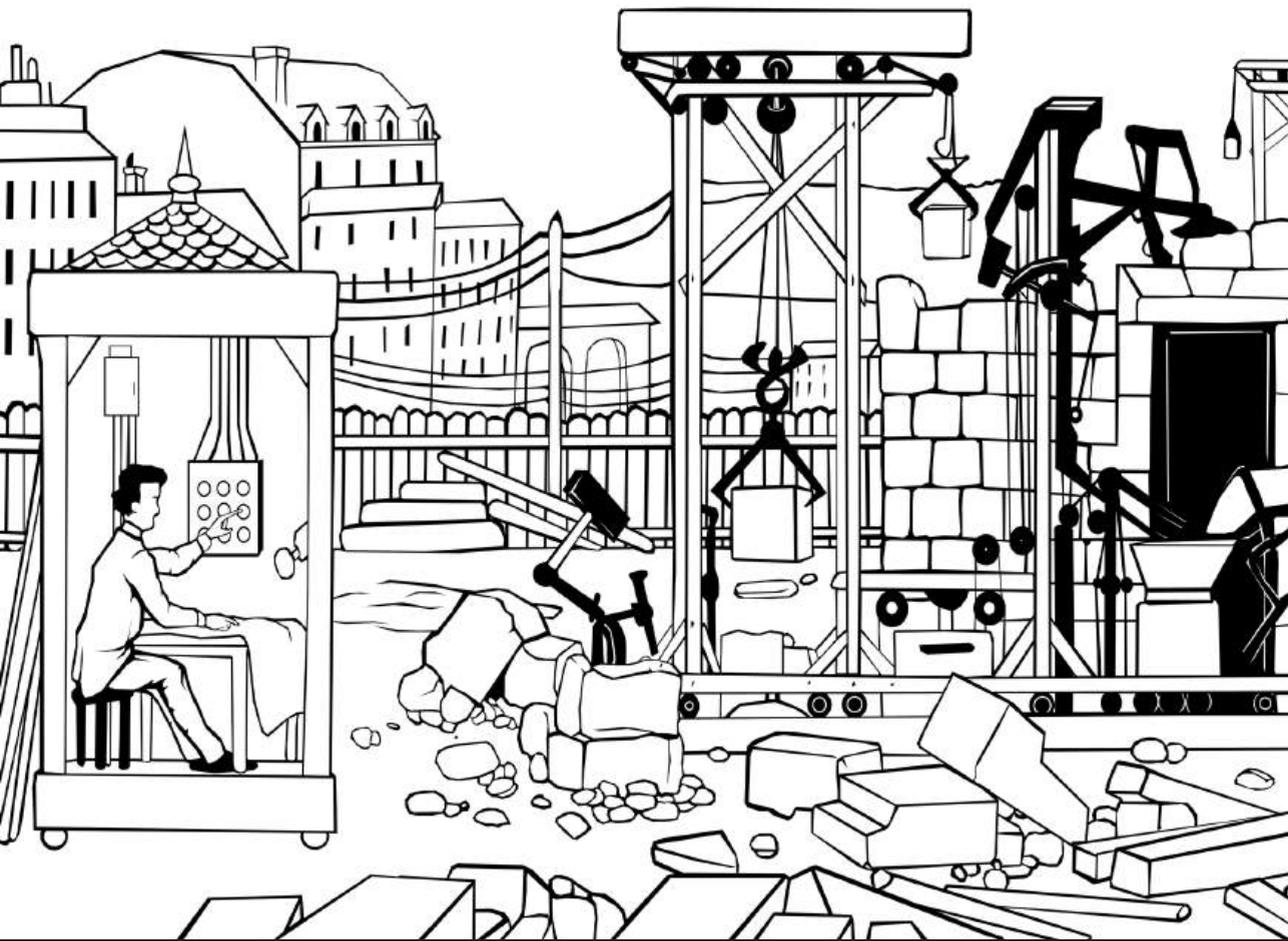
séparation. C'est sur ce terrain que nous affrontons la direction. Mais ces cadres sont aussi des armes dans les mains du patron. On nous rapproche les uns des autres ou on nous sépare, dans le but de tirer de nous le maximum de plus-value. Mais lorsque nous travaillons ensemble, nous nous rendons vite compte que nous avons des intérêts similaires, des intérêts qui sont directement opposés à ceux du patron. Quand, dans un groupe de travail, nous traînons, nous volons et nous nous couvrons les uns les autres, alors nous empiétons directement sur le profit, et le patron se doit d'y répondre. Il peut réagir en changeant l'organisation du travail. Il peut nous surveiller directement ou employer plus d'ouvriers de sorte que le contremaître ait plus de temps pour surveiller notre travail. Ceci dit, chaque décision est prise en fonction de sa rentabilité — comme toute décision prise par le patron —, et une surveillance constante coûte cher. À la place, il peut séparer les ouvriers qu'il soupçonne être à l'origine du problème. Il nous fera travailler sur différents endroits du chantier ou nous enverra sur des chantiers différents. Cela peut casser les équipes de travail et mettre à mal la résistance. Mais cela peut aussi répandre une culture de résistance à travers l'entreprise.

Le patron peut aussi chercher à neutraliser nos groupes informels en s'y joignant ou en poussant quelqu'un en qui il a confiance à s'y intégrer. Il viendra travailler avec nous

quelques heures ou bien il nous emmènera déjeuner une fois de temps en temps. Nous serons alors sympas jusqu'à ce qu'il parte et nous reprendrons notre travail à notre rythme une fois qu'il aura tourné les talons. Mais le plus souvent, le patron enverra un autre ouvrier en qui il a confiance travailler avec nous. Étant donné que nous travaillons presque toujours moins que ce que nous sommes supposés, nous devons alors travailler plus dur jusqu'à être sûrs que le nouveau n'est pas un mouchard. Si ce n'est pas un mauvais gars, il sera bientôt membre du groupe. S'il se comporte comme un petit chef et qu'il essaie de nous faire travailler plus dur, il sera traité en tant que tel. Il aura des petits surnoms comme « pute de service » ou « tête de cul », et personne ne l'aidera dans aucune de ses tâches à moins que le patron ne soit là à regarder. Personne ne lui parlera et sa journée passée au travail en deviendra bien triste, jusqu'à ce qu'il craque et demande à travailler seul ou avec quelqu'un d'autre.

Nous aussi, nous savons très bien comment utiliser les sociabilités et les séparations. Se soutenir les uns les autres, former des groupes, pourrir les ouvriers qui sympathisent avec le patron, dénoncer et exclure les mouchards, tout cela constitue la lutte quotidienne sur les chantiers. Quand ça fonctionne, ça peut nous faciliter la vie. C'est la base de n'importe quelle lutte contre les patrons.





La résistance des métiers

Je ferai des maisons comme ils font des voitures.

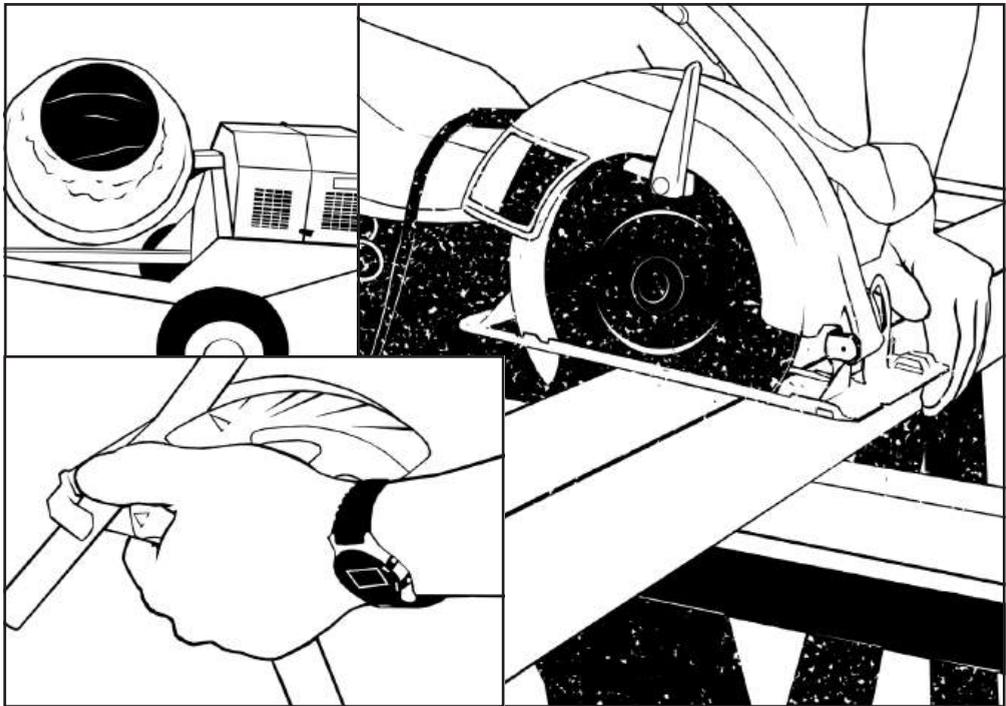
Le Corbusier

urbaniste français (1887 – 1965)

LA RECHERCHE du profit maximum dans le secteur du bâtiment fait que l'organisation du travail y est constamment sous pression. Elle doit évoluer pour réaliser toujours le plus de profit possible.

Le travail est divisé en tâches individuelles simples qui peuvent être répétées rapidement. Dans une équipe de plaquistes, un des ouvriers mesure la surface à couvrir et visse les plaques sur le mur, un autre découpe les plaques à la bonne taille, un troisième pose le scotch et le mastic sur la jointure des plaques et un quatrième lisse le joint à la raclette. Lorsque les

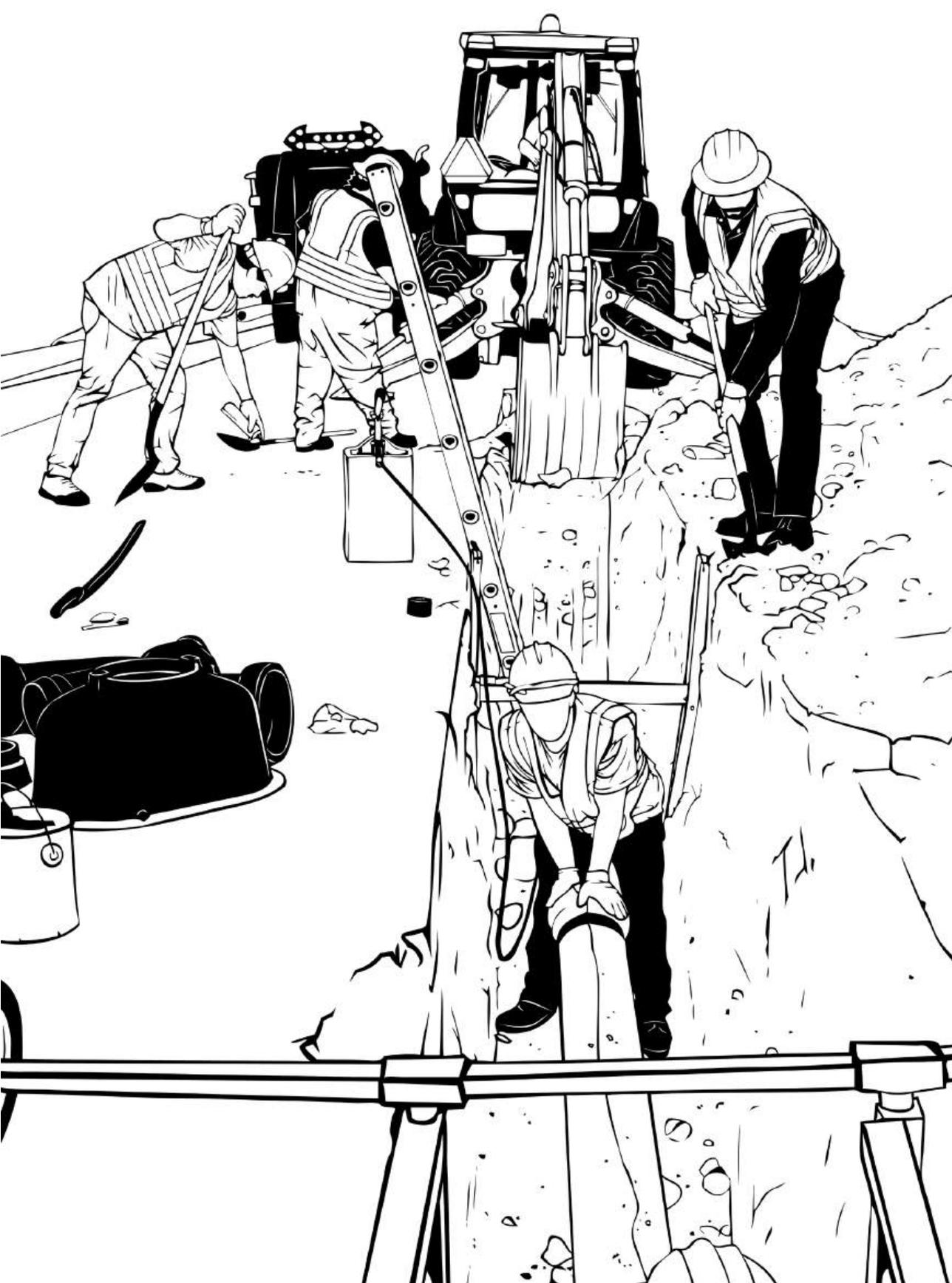
production ou pour nous permettre d'effectuer le même travail pour un coût moindre. Les écrous réutilisables dont se servent les électriciens pour connecter les fils électriques d'une installation lumineuse sont remplacés par des connecteurs à pression. Les clips plastiques remplacent les vis. Le rouleau ou le pistolet à peinture remplacent le pinceau. Le pistolet à clous remplace le marteau et la scie électrique remplace la scie. Tout cela coûte cher mais permet à l'électricien ou au charpentier de fournir une plus grande quantité de travail pendant le même temps. Quand une entreprise introduit une nouvelle machine, elle peut



tâches sont à ce point décomposées, chacun devient très doué dans son domaine et peut travailler vite et efficacement. Dans le même temps, le travail devient répétitif et ennuyeux.

Les machines, les outils, les matériaux et les pièces avec lesquels nous travaillons sont pensés et repensés pour accélérer le processus de

faire un bien meilleur profit car elle produit plus efficacement que la moyenne des entreprises du secteur. Lorsque l'utilisation d'une nouvelle machine est répandue à grande échelle, l'utilisation de cette machine devient alors la norme au sein de l'industrie concernée. Sur une période donnée, un peintre travaillera sur une quantité plus importante de



murs et par conséquent la valeur d'un mur peint diminuera. L'entrepreneur en peinture doit alors investir plus d'argent dans le travail mort — comme les pistolets à peinture — que dans le travail vivant.

Les tâches étant divisées entre de nombreux employés, et de plus en plus de machines étant utilisées, le travail devient plus simple, plus répétitif et moins qualifié. Les ouvriers qualifiés deviennent des installateurs et les installateurs des ouvriers à la chaîne. Si un métier requiert moins de qualification, les employés ont moins besoin de formation, ils sont ainsi moins payés et plus facilement remplaçables.

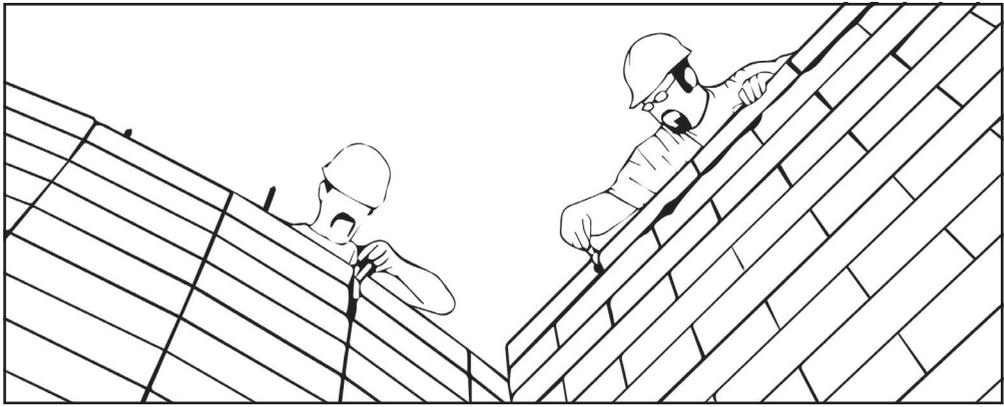
Pourtant, le niveau à laser qu'utilise le charpentier n'a rien à voir avec le laser utilisé par la caissière pour scanner les articles. De bien des façons, l'industrie du bâtiment est très en retard. L'arrivée de nouvelles technologies n'a pas su modifier l'intégralité du processus de production dans cette branche. Dans le bâtiment, les seuls domaines qui ont été réellement mécanisés sont le terrassement et le levage, et uniquement sur les gros chantiers. Souvent, les nouvelles machines qui arrivent sur les chantiers ne sont que des gadgets high-tech. Ils sont perçus comme des extensions de nos corps plutôt que comme des choses qui imposent une cadence mécanique à notre travail. Si le matériel de construction est high-tech, la construction en elle-même ne l'est pas du tout. Les ouvriers qui installent les câbles pour la fibre optique, les détecteurs de mouvement et les panneaux solaires sur le toit d'une maison n'utilisent en général rien de plus que des outils à main, une perceuse sans fil et une échelle.

• • • • •
Pour que les nouvelles technologies et la division du travail permettent d'augmenter réellement la productivité, il faudrait que les maisons soient produites en masse, sur une grande échelle, et que leur conception soit standardisée. Or ce n'est pas vraiment le cas jusqu'ici. Certes, les différentes unités d'une

tour d'appartements sont identiques, et les plombiers, après avoir installé plusieurs fois les mêmes tuyaux, prennent le coup de main et peuvent travailler beaucoup plus vite. Mais les immeubles d'un quartier ne sont pas tous les mêmes et les quartiers d'une ville sont tous différents.

Les caravanes et les mobil-homes sont fabriqués dans des usines à partir de modèles standardisés avant d'être vendus. Mais la plupart des maisons ne sont pas transportables et leur conception est différente d'un endroit à un autre. Elles doivent être construites sur un terrain, quelque part. Pour la production de masse d'un quartier, le promoteur devra d'abord acheter la totalité du sol. Il devra convaincre les différents propriétaires de lui vendre leurs terrains, ou les obliger à le faire.

Mais même lorsqu'ils peuvent mettre la main sur de grands terrains, les promoteurs préfèrent souvent construire sur de petites parcelles. Les maisons ont une longue durée de vie. Contrairement aux restaurants ou même aux usines de voitures, l'industrie du bâtiment ne peut pas compter sur le remplacement des vieilles maisons comme source régulière de demande. L'industrie du bâtiment tend à prospérer lorsque l'économie toute entière se développe, et à s'effondrer lorsque la croissance s'interrompt. Construire un immeuble d'appartements prend du temps et pendant ce temps-là les conditions du marché peuvent changer rapidement. Cela pousse à construire vite, et donc de plus petites entités. Parfois, une entreprise qui construit un immeuble d'appartements en forme de « L » bâtit la première aile et s'assurera qu'elle est vendue avant de construire la deuxième. Une grande entreprise achètera plusieurs terrains de petite taille plutôt qu'un seul grand terrain. De ce fait (et comme les coûts relativement bas facilitent le fait de se lancer dans le business du bâtiment), il y a souvent beaucoup de petits entrepreneurs qui concourent à côté de plus gros.



L'arriération de l'industrie du bâtiment au regard des standards capitalistes est une mauvaise chose du point de vue de la productivité mais pas forcément du nôtre. Le fait qu'il y ait peu de modèles standardisés signifie que les travailleurs doivent comprendre comment fonctionnent les choses, et souvent nous disposons de beaucoup de liberté pour faire les choses comme nous l'entendons. Les architectes n'ont jamais tout bon du premier coup. Parfois, les plans pour la climatisation, les fenêtres, la plomberie et la charpente ne correspondent pas. Après quelques blagues sur ces incapables d'architectes, nous allons devoir travailler de concert avec les autres professions pour trouver comment nous pouvons faire fonctionner le tout. Nous savons comment le bâtiment est censé être construit. Nous devons penser un peu plus loin que la simple exécution du travail physique. L'utilisation limitée des machines et le fait que le travail de construction est réparti sur plusieurs petits sites impliquent que chaque ouvrier doit apprendre à effectuer de nombreuses tâches différentes. De son lancement à sa finalisation, un chantier peut prendre des mois, et à chaque stade de la construction nous sommes susceptibles de devoir faire différentes choses. La non-standardisation du processus de production implique pour nous un large éventail de compétences et pas mal de prises de décision. En cela, le travail d'un ouvrier qualifié du bâtiment est plus proche de celui d'un col-blanc — un professeur par exemple — que du travail

d'un ouvrier automobile. Réfléchir à comment le bâtiment en entier est censé être construit et utiliser un peu d'esprit et de compétences en travaillant rend le travail moins ennuyeux. Tout ceci ne change rien au fait que nous faisons tout ça pour rapporter de l'argent au patron. Et quand les capitalistes pourront faire des maisons — ou enseigner — comme ils font des voitures, ils le feront.

Contrairement aux cols-blancs, nous devons apprendre presque tout notre savoir-faire sur le tas. Les formations en apprentissage classique comportent du temps en classe, mais ce qu'on y apprend est souvent peu de choses comparé à l'expérience acquise sur le tas. Ainsi, sur n'importe quel chantier, dans n'importe quelle branche, des ouvriers qui ont beaucoup d'expérience travaillent aux côtés de jeunes apprentis. Les compétences et l'expérience sont très importantes dans notre relation aux autres. En général, la première question qu'une nouvelle recrue sur un chantier pose à ses collègues est « depuis combien de temps es-tu dans le métier ? » — ce qui lui permet de jauger qui a plus d'expérience que lui et qui en a moins. Dans certaines branches, l'expérience se reconnaît avec un système de points qu'on acquiert en travaillant un certain nombre d'heures, en suivant un cours du soir ou en passant un diplôme supplémentaire. Les ouvriers qualifiés sont alors légalement reconnus. Cela se traduit souvent par une meilleure paye et une plus grande autorité sur

le chantier. Dans d'autres secteurs, la qualification des différents ouvriers et leurs différents salaires sont uniquement estimés par le patron.

Le patron doit avoir une grande confiance dans ses ouvriers qualifiés. La vitesse et la qualité du travail dépendent de nombreuses décisions individuelles relatives à l'utilisation des outils et l'accomplissement des tâches. Nous travaillons souvent avec peu de surveillance. Le patron ou le contremaître nous donnent quelque chose à faire et viennent contrôler plus tard que ce que nous avons fait fonctionne bien. Dans certaines boîtes, les ouvriers qualifiés travaillent seuls sur les chantiers. La plupart du temps, on attend de nous que nous achetions nos propres outils et que nous soyons capables de savoir lesquels acheter. En général, le patron d'une entreprise sous-traitante de taille moyenne ne sait pas exactement ce qui se passe sur chacun des chantiers où travaillent ses ouvriers. Il tire profit de notre travail et exerce une pression sur nous pour que nous travaillions davantage et plus rapidement, mais en général il nous laisse pas mal d'espace pour nous organiser à notre guise. Nous aimons cette liberté et nous sommes contrariés lorsqu'elle est menacée. Pour être rapidement détesté par ses ouvriers, il suffit à un patron de leur dire comment ils doivent bosser.

Le contrôle qu'ils exercent sur leur travail peut créer une sorte de professionnalisme chez certains ouvriers qualifiés du bâtiment. Beaucoup de compétences réelles s'acquièrent avec le temps, et nous pouvons juger lesquels de nos collègues connaissent vraiment leur travail. Nous tirons une certaine fierté à effectuer un travail qualifié et complexe. Nous aimons utiliser notre savoir-faire dès que possible pour réparer quelque chose chez nous, ou pour aider un ami à travailler sur l'extension de sa maison. C'est principalement en utilisant cette fierté professionnelle que la direction flatte les

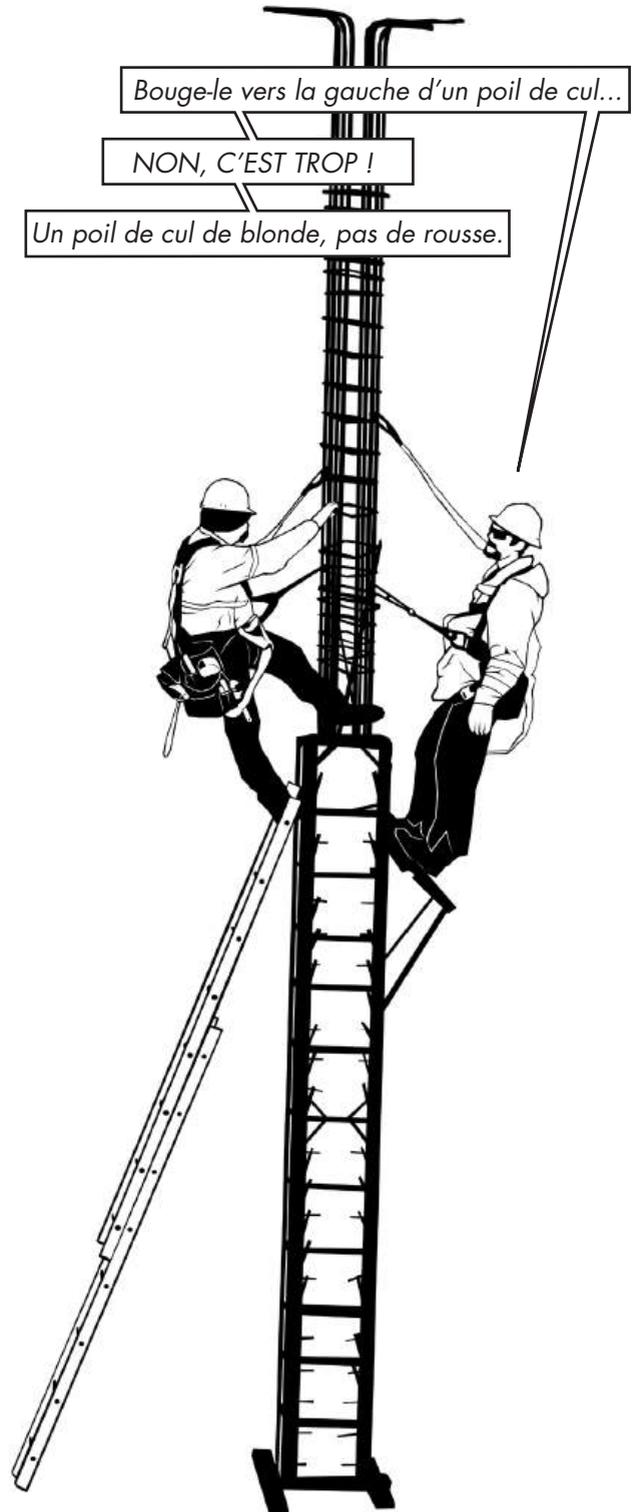
ouvriers qualifiés. Il y a une volonté de créer une sorte de communauté autour du « métier ». Cette communauté inclut le patron, le contremaître et les ouvriers qualifiés, mais pas les apprentis, et encore moins les ouvriers qui occupent des postes moins qualifiés comme les travailleurs manuels, les paysagistes, les agents d'entretien, etc. L'idée est que la responsabilité du travail bien fait est collective, et les ouvriers qualifiés sont censés inculquer ce sens de la responsabilité aux autres.

De plus, les tâches sont réparties entre les ouvriers. Les plus pourries sont réservées au dernier arrivé. Un apprenti risque fort de passer toute sa première année dans l'électricité ou la plomberie à creuser les trous, à transporter le matériel lourd sur le chantier, à balayer et à ranger les pièces et le matériel. Un électricien qui a de l'expérience passera tout son temps sur des panneaux électriques et prendra comme une insulte qu'on lui propose de tirer les câbles, encore plus qu'on lui demande de passer le balai. Parfois les ouvriers qualifiés se conduisent comme de petits patrons, donnant des ordres à leurs apprentis et refusant de faire quoi que ce soit d'autre que du « boulot rentable ». Lorsque le savoir-faire et l'expérience ne fonctionnent pas de concert, cela peut poser problème. Pour un apprenti, il n'y a rien de pire que de faire le sale boulot d'un ouvrier qualifié qui, lui, fait n'importe quoi. L'apprenti peut devenir par magie responsable de tous les problèmes, même s'il a passé la journée à balayer ou à décharger du matériel.

La séparation au travail entre « les tâches de l'ouvrier qualifié » et « les tâches de l'apprenti » est accentuée par le fait que certaines compétences sont inventées de toutes pièces. Un ouvrier qualifié qui s'est tapé le sale boulot pendant des années avant d'être réellement formé trouvera injuste par la suite que des apprentis effectuent des tâches qui sont « au-dessus de leur niveau de qualification ». Il va alors accentuer la séparation entre ses

tâches et celles de l'apprenti — et les apprentis avec qui il travaille le détesteront. Il est vrai que, lors de sa première journée, on ne peut pas attendre d'un apprenti qu'il sache comment câbler un bâtiment. Mais rien ne justifie le fait qu'il faille avoir un an d'expérience dans le balayage avant de pouvoir apprendre comment tirer les câbles ou qu'on doive passer un an à tirer les câbles avant d'être prêt à faire des panneaux électriques.

Ces séparations ne sont pas fondées sur une vraie échelle des savoir-faire. En réalité, elles servent principalement à pousser les ouvriers qualifiés à reproduire la perspective du patron. Qu'un travailleur expérimenté soit amené à encadrer des apprentis pour contrôler ce qu'ils font est une chose (et souvent les apprentis apprécient qu'un ouvrier qualifié prenne le temps de leur expliquer les choses et de répondre à leurs questions). Mais lorsqu'un ouvrier qualifié se comporte comme un petit chef, c'est quelque chose de complètement différent. Il devient un gardien du profit. Du point de vue du patron, un ouvrier qualifié qui travaille, et en même temps s'assure que les apprentis ne se tournent pas les pouces, c'est le moyen de surveillance le plus économique disponible sur le marché — bien moins

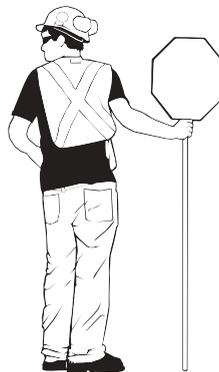


cher que d'engager un contremaître à temps plein. De plus, sur un chantier, les ouvriers les plus qualifiés sont ceux qui donnent le ton, qui posent une culture de travail : s'ils ont un sens aigu du professionnalisme, ils pourront s'assurer que les équipes mises en place ne nuisent pas à l'intérêt du patron.

Cette identification au travail est bien réelle. Elle repose sur un encadrement assez relâché et sur la liberté accordée aux travailleurs qualifiés d'organiser eux-même leur travail. Elle est aussi très limitée. Elle commence à se fissurer quand il devient clair que, au sein d'une entreprise, on se rend compte que l'expérience et l'autorité sont deux choses bien différentes. Il arrive qu'un gars avec deux ans d'expérience obtienne un fourgon de l'entreprise, alors que celui qui est là depuis dix ans n'en a pas. Ou que le beau-frère du patron se retrouve à diriger un site, damant le pion à un ouvrier plus qualifié. Une entreprise de bâtiment n'est pas une institution où l'on construit des maisons et où l'on transmet aux gens le savoir-faire utile à leur construction. C'est une institution qui vise à extraire le maximum de plus-value des travailleurs — des travailleurs qui n'en tirent rien de plus qu'un salaire et la contrainte d'être constamment sous contrôle. Construire des maisons et transmettre le savoir-faire sont

secondaires. Le patron délègue son autorité aux travailleurs en qui il a le plus confiance pour maintenir les autres sous contrôle. Il doit pousser tous ses employés — apprentis et ouvriers qualifiés — à travailler le plus dur possible pour le moins cher possible. Le professionnalisme en prend un sérieux coup lorsque le contremaître nous demande, de professionnel à professionnel, de travailler le week-end pour que le chantier puisse être fini à temps. Encore plus lorsque le patron nous crie dessus pour que nous travaillions plus vite et qu'il ne perde pas d'argent, en menaçant de tous nous virer.

L'écart entre savoir-faire et expérience peut nous diviser et nous dresser les uns contre les autres. Cela peut aussi simplement faire partie du cadre de travail et être une source de plaisanterie. Nous rigolons du vieux qui est dans le métier depuis des années et qui donne son avis sur tout et n'importe quoi, en rapport ou non avec le travail. Nous demandons au petit jeune d'aller chercher auprès du patron du scotch triple-face, ou un marteau à bomber le verre ou d'autres outils qui n'existent pas. Après quelques blagues comme ça, il va s'habituer à la culture du travail et apprendre le vocabulaire technique nécessaire pour communiquer sur un chantier.





Cadence de travail

Réalisez l'impossible, et tout ce qui changera, c'est que le patron le rajoutera à la liste des tâches habituelles.

Doug Larson

journaliste chroniqueur américain (1926–2017)



IL N'Y a pas de cadence de travail « automatique » sur un chantier. Il n'y a pas de chaîne d'assemblage que le patron puisse accélérer, ni de clients qui arrivent tous en même temps à l'heure du déjeuner. À part le temps de séchage du béton que l'on doit prendre en compte, les matériaux et les machines que nous utilisons ne nous imposent aucun rythme de travail. Nous disposons d'une grande liberté pour décider quand nous interrompre et quand reprendre. L'organisation du travail est poreuse. Porter des matériaux, clouer, monter des échafaudages, démêler des rallonges, tout cela est ponctué de pauses cigarette, de blagues et de temps passé à attendre que quelqu'un monte un échafaudage ou démêle des fils électriques.

Le patron doit faire en sorte que nous travaillions le plus dur possible pour extraire de nous un maximum de plus-value. Dans une petite entreprise où nous travaillons avec lui, ça peut vouloir dire qu'il est là, en personne, à nous crier de « bouger nos culs ». Dans une plus grande entreprise, c'est le boulot du contremaître.

Comme les changements que notre travail apporte aux bâtiments sont généralement très visibles, nous n'avons pas besoin d'être surveillés en continu. Le contremaître n'a qu'à passer de temps en temps pour voir ce qui a avancé, et le patron d'une entreprise sous-traitante peut ne venir sur le chantier

qu'une fois toutes les semaines ou toutes les deux semaines, pour faire le point avec ses contremaîtres.

Cette surveillance relativement souple est moins pénible à supporter qu'une engueulade permanente, mais elle amène ses propres problèmes. Toutes sortes de choses peuvent retarder le travail : les outils se cassent, il faut attendre que quelqu'un d'autre ait fini d'utiliser le chariot élévateur avant de pouvoir amener nos matériaux à l'étage où on travaille, des débris ont été laissés là où nous devrions travailler, les plans sont mal faits et ça complique tout. Beaucoup de problèmes se posent et nous devons nous débrouiller pour les contourner. Plus la surveillance est souple, plus ces problèmes deviennent nos problèmes. Quand le patron veut savoir pourquoi une tâche n'a pas encore été effectuée, nous évoquons toujours ces problèmes techniques, qu'ils soient ou non la vraie cause du retard. Cela signifie que les





Terminé !

Ok, maintenant
fais-le bien...



anciens ouvriers devenus patrons sont souvent les pires. Ils savent exactement combien de temps prend chaque tâche, ils peuvent dire quels problèmes causent réellement du retard et savent aussi quand nous sommes juste en train d'utiliser des problèmes techniques comme prétexte pour couvrir notre nonchalance.

Une autre façon pour l'entreprise de nous faire travailler dur est de nous payer à la tâche. C'est possible uniquement lorsque le travail effectué est facilement quantifiable. Les plaquistes sont souvent payés en partie au nombre de plaques de plâtre fixées, ce qui les incite à travailler plus vite. Quand certains plaquistes sont payés en partie à la pièce, et d'autres uniquement à l'heure, cela les divise. Les uns essaient d'aller plus vite, tandis que les autres essaient de ralentir. Ceux qui veulent aller plus vite sont souvent les plus expérimentés et on leur donne le pouvoir de surveiller les autres. Au lieu d'être directement forcés à travailler plus vite, les ouvriers payés à la pièce se forcent eux-mêmes (et donc leurs collègues) à travailler plus vite. Le travail est plus stressant car nous devons nous inquiéter nous-mêmes de la vitesse à laquelle nous travaillons. Et ça ne veut pas dire que nous travaillons pour nous-mêmes. Ça ne rend pas le travail moins ennuyeux. La pression pour travailler plus dur et plus vite est juste exercée différemment.

Moins nous prenons de pauses, plus nous travaillons vite, plus nous accomplissons de travail en une journée, plus l'entreprise extrait de plus-value. Plus nous travaillons vite, plus il est probable d'avoir un accident ou de développer des problèmes chroniques. Plus nous travaillons dur, plus le travail grignote notre temps libre. Quand nous rentrons à la maison après avoir bossé, nous avons tout juste la force de prendre une douche. Moins nous passons de temps à discuter avec nos collègues, plus le travail est ennuyeux.

C'est pourquoi, nous poussons dans la direction opposée à celle de l'entreprise. Nous essayons toujours de ralentir la cadence de travail autant que possible. Mais ça demande pas mal de coordination. Il faut même trouver le moyen de ralentir ceux qui sont amis avec le patron et les nouveaux que nous ne connaissons pas encore et en qui nous n'avons pas encore confiance. Si le contremaître remarque que quelqu'un travaille plus lentement que tous les autres, il l'engueule, et si l'ouvrier continue, il sera viré. Étant donné que nous travaillons souvent en équipes peu surveillées, le contremaître ne peut pas savoir exactement qui travaille dur ou pas. Si un ouvrier se la coule douce, les autres ouvriers vont s'énerver contre lui parce qu'ils devront travailler plus dur pour rattraper son retard. Personne n'apprécie un flemmard individualiste. Une



paresse organisée collectivement, c'est bien mieux.

Souvent, ça se met en place sans même qu'on y pense. Un ouvrier expérimenté va faire remarquer au nouveau qui s'envoie des boissons énergisantes toute la journée et qui trime deux fois plus dur que les autres qu'il y a plein de petits problèmes dans son travail. Cela aura pour effet de le ralentir jusqu'à une certaine cadence, plus supportable. Chaque chantier crée une norme concernant la quantité de travail effectuée, la durée des pauses cigarette, des bavardages et le nombre de coups de marteaux mis dans le mur pour passer le temps. La cadence est donnée pour tous les ouvriers d'un même chantier, qu'on leur dise explicitement « ralentissez bordel ! » ou non. Plus les groupes de travail sont soudés, plus ils peuvent ralentir la cadence de travail. Sur un chantier où il y a de nombreux travailleurs qui se font confiance et s'organisent consciemment, nous pouvons ralentir la cadence de travail quasiment jusqu'à l'arrêt, et il sera difficile pour le patron de déterminer qui est le paresseux ou le perturbateur de la bande.

Selon le rapport de force, la cadence de travail sur un chantier varie entre une rapidité extrêmement stressante et une lenteur ennuyeuse à mourir.

Quelle que soit la cadence de travail, il n'empêche que cela reste du travail. Parfois, quand ne sommes pas du tout surveillés, nous pouvons partir deux heures plus tôt et dire que nous avons travaillé toute la journée. Mais, en général, nous sommes bloqués sur le chantier à bâtir des merdes que quelqu'un d'autre vendra après. Pendant une belle journée ensoleillée au cours de laquelle il n'y a pas de problème et où nous rigolons bien avec les collègues, les heures s'envolent. Nous pouvons avoir fini avant même de nous en rendre compte. Pendant une journée froide et pluvieuse, il faut travailler dans la boue, plein de problèmes nous tombent dessus, le contremaître crie après nous, et ça dure une éternité. Dans les deux cas, c'est toujours un moment de notre vie que nous avons hâte de voir se terminer. Travailler moins vite ne fait pas forcément passer le temps plus vite. Parfois, le patron n'est pas là et nous pourrions ne rien faire de la journée, mais nous préférons travailler pour passer le temps. On peut vraiment se faire avoir par l'ennui. Les nouvelles recrues dans le bâtiment prennent rapidement l'habitude de parler tout seul. Au début, on le fait pour arriver à réfléchir quand il y a un camion benne tout près, ou quand quelqu'un utilise un pistolet à clous juste à côté de nous. Mais très vite, on se met aussi à chanter, à parler avec des voix bizarres, à faire des imitations du patron ou de différentes célébrités pour créer des brèches dans l'ennui.





Sécurité au travail et autodestruction

*Je n'ai jamais lu Le Capital de Marx, mais j'ai
des marques du capital partout sur le corps.*

Bill Haywood

figure du mouvement ouvrier américain (1869–1928)

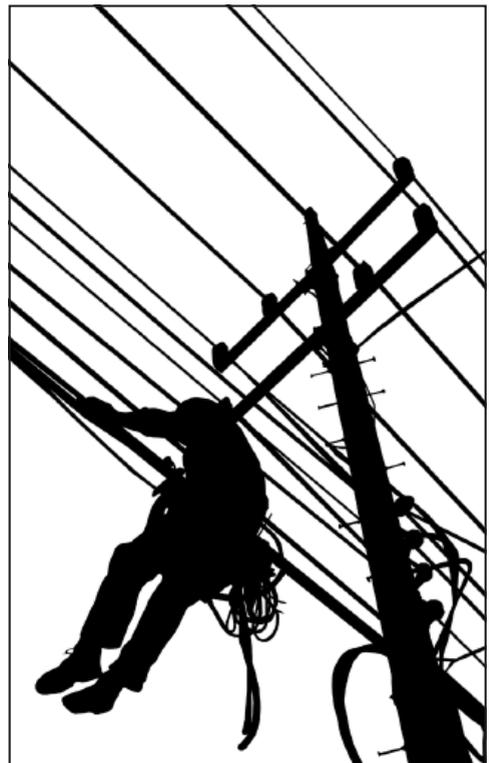
UN CHANTIER est un endroit dangereux. Nous travaillons au bord du vide, sous de grosses charges de matériaux, à côté de conduites de gaz, de câbles sous tension, autour de gros engins et de gros véhicules, avec des machines tranchantes. Les ouvriers du bâtiment meurent ou se blessent sur leur lieu de travail presque autant que les mineurs, les bûcherons et les prostituées.

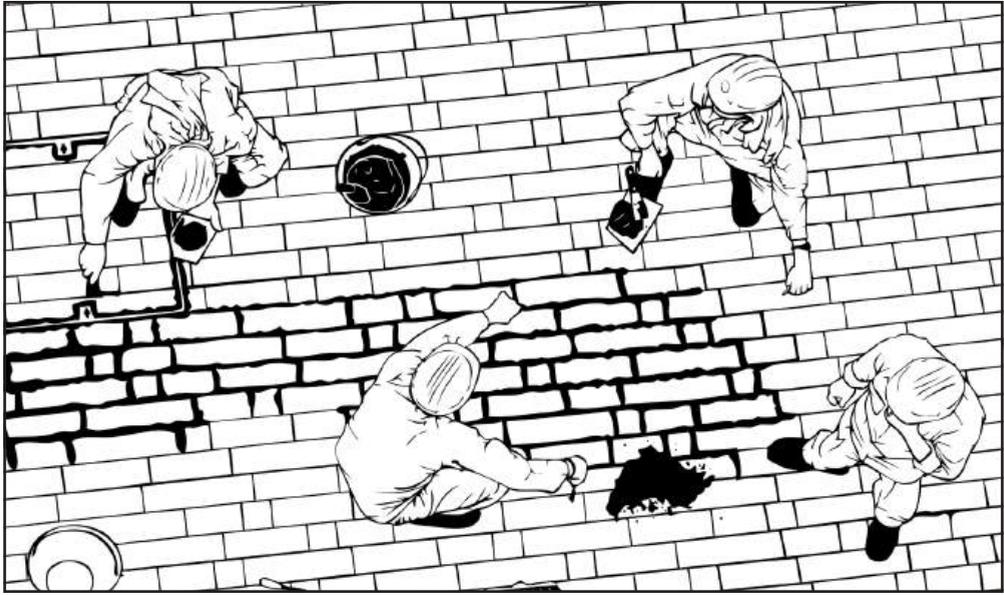
La sécurité a un coût. Il faut payer les couvreurs pour le temps qu'ils prennent à mettre en place les équipements de sécurité, aussi bien que pour le temps qu'ils passent à poser le goudron et les bardeaux. Les harnais, les mousquetons, les cordes, les casques et les lunettes de protection coûtent de l'argent. Cela veut dire qu'il y a toujours une pression à la baisse exercée sur les mesures de sécurité, de façon à ce que l'entreprise gagne plus d'argent. Cela conduit directement à des accidents et à des morts. Les couvreurs se tuent en tombant parce que leur patron est trop radin pour acheter des harnais de sécurité. Certaines parties des bâtiments s'effondrent et tuent les ouvriers qui étaient à l'intérieur, parce que le patron a réduit les dépenses en utilisant des matériaux bon marché.

Malgré tout, tuer ses employés — en particulier des ouvriers expérimentés, difficiles à trouver — n'est pas une stratégie économique viable. Pour le bien de l'industrie en général — et grâce à la pression des ouvriers et des groupes de consommateurs —, l'État impose des règles de sécurité et des réglementations aux entreprises du bâtiment. Il existe un énorme corpus de lois, qui dicte la manière exacte dont on doit utiliser les différents types de matériaux pour prévenir les incendies, les électrocutions et les effondrements. Les chantiers doivent systématiquement être validés par des inspecteurs du travail, à chaque étape de la construction. La loi réglemente aussi la façon de travailler et les équipements de sécurité qui doivent être utilisés pour chaque tâche.

Les entreprises qui se font attraper en situation de violation grave des règles de sécurité peuvent être contraintes à payer d'énormes amendes ou à fermer, ce qui contrebalance l'incitation à passer outre la sécurité pour gagner plus d'argent. Parfois même, certains entrepreneurs ont des règles de sécurité plus strictes que celles dictées par la loi.

Mais la loi est une chose et la réalité en est une autre. Les petits entrepreneurs qui travaillent sur des maisons individuelles voient rarement les inspecteurs et tendent à avoir des normes de sécurité beaucoup plus souples. Les gros entrepreneurs sont souvent en contact avec des inspecteurs du travail, et ces derniers peuvent signer les papiers d'un patron qu'ils connaissent sans même avoir vu le chantier. Ils préféreront discuter ou boire un café que de passer une heure à tout inspecter avec minutie. Les normes de sécurité sont appliquées au sens strict uniquement quand l'entreprise a déjà eu des accidents. Et on ne peut légiférer contre la





pression économique qui pèse sur les règles de sécurité.

Un entrepreneur qui fait construire un gratte-ciel demandera à tous les ouvriers travaillant sur le chantier de venir à une réunion sur la sécurité une fois par semaine. Il donnera des consignes de sécurité strictes, donnera (ou vendra) des casques et des lunettes de protection à ceux qui en ont besoin, et dira à tout le monde de faire remonter toute violation des consignes de sécurité dont ils seraient témoins. Ensuite, il appellera le patron de l'entreprise sous-traitante qui s'occupe des structures en acier pour lui dire qu'il doit se dépêcher sinon l'ossature ne sera pas prête à temps. Ce patron débarquera sur le chantier le lendemain, dira au contremaître qu'il fait mal son boulot et qu'il doit pousser encore plus ses ouvriers. Le contremaître dira alors aux métalliers d'arrêter d'utiliser les harnais quand ils marchent sur les poutres parce que ça leur prend trop de temps, et leur demandera de faire des heures supplémentaires pendant une semaine. Des métalliers en manque de sommeil marcheront alors sur d'étroites poutres au sixième étage sans harnais. Si l'entrepreneur a tenu des réunions sur la sécurité

régulièrement et expliqué des règles strictes sur le chantier, il sera protégé quand il se fera attaquer en justice par la famille d'un métallier mort en tombant de l'immeuble. Quelles que soient les intentions d'un capitaliste qui investit dans la construction de logements, le besoin de réduire les coûts et d'augmenter la cadence de travail diminue le niveau de sécurité sur les chantiers.

Mais il n'y a pas que le patron qui ne respecte pas les consignes de sécurité. Quand le contremaître nous pousse à travailler plus vite, il est souvent plus facile de contourner les mesures de sécurité que de travailler réellement plus dur. Malgré le danger, nous nous penchons à une fenêtre plutôt que de prendre le temps d'enfiler un harnais. Beaucoup de normes de sécurité nous semblent inutiles. Notre expérience fait que nous savons mieux que les personnes qui rédigent les lois comment travailler en toute sécurité. Nous voyons les règles de sécurité plutôt comme des entraves que comme des protections, et nous détestons que le patron nous engueule parce que nous avons ôté nos casques pour fumer une cigarette au pied du bâtiment.



De plus, les normes de sécurité ne visent pas seulement le patron. Si un inspecteur voit un métallier sans son harnais, l'entreprise recevra une amende, mais l'ouvrier aussi (l'équivalent de quelques jours, ou peut-être une semaine de salaire). S'il se fait prendre pour des infractions moins graves ou moins dangereuses, il peut juste se faire renvoyer chez lui pour la journée. Ça veut dire que sur la plupart des chantiers, les ouvriers, les contremaîtres et les entrepreneurs travaillent ensemble pour contourner les règles de sécurité. Nous nous prévenons les uns les autres quand nous voyons un inspecteur arriver et nous respectons toutes les règles jusqu'à ce qu'il s'en aille.

Des gens meurent, des doigts sont coupés, des jambes écrasées, des yeux crevés lors d'accidents spectaculaires. Pourtant, en général, la destruction de nos corps se fait bien plus lentement. Les consignes de sécurité ne sont pas notre plus gros problème.

Les métiers du bâtiment sont violents pour nos corps. Nous inhalons des vapeurs de colle, de peinture, de goudron mais aussi du

ciment, de la sciure, de la terre et de l'isolant. Nous avons des hématomes, des griffures, des plaies, des brûlures, des échardes presque tous les jours. Plus le travail est répétitif, plus il est probable que nous ayons des problèmes chroniques. Si nous sommes restés debout toute la journée sur une échelle, nous aurons mal aux pieds. Si nous avons percé toute la journée ou utilisé des outils électriques, nous aurons des douleurs aiguës dans les doigts et ils seront tout engourdis. Si nous avons travaillé par terre, nous aurons mal aux genoux et au dos. Sur un chantier, on détruit des dos presque aussi vite qu'on construit des maisons. Même dans les branches les plus qualifiées, le travail nécessite beaucoup d'efforts physiques — et pas le genre qui vous font garder la ligne. Plutôt le genre qui font que le corps se désintègre doucement. Tout le monde peut voir à quel point le travail est dur en observant les différences physiques qui se créent sur une période de plusieurs dizaines d'années entre un entrepreneur et un manoeuvre.

La douleur vient s'ajouter à l'ennui ou au stress, et les gens la gèrent de diverses façons. Nous prenons des anti-douleurs par poignées, et nous essayons de nous en procurer de plus puissants, le plus souvent possible. Nous buvons une ou deux bières pendant la pause ou nous fumons l'herbe que nous avons cachée dans un tournevis creux. C'est officiellement mal vu pour des questions de sécurité. Un ouvrier attrapé saoul ou défoncé se fait renvoyer chez lui et souvent virer. Si nous avons un accident grave et que le patron se rend compte que nous étions ivres ou défoncés, nous pouvons ne pas avoir droit à l'assurance maladie.

Mais la drogue est souvent officieusement tolérée. Le patron fait comme s'il n'avait pas vu la bouteille dans la veste du conducteur du chariot élévateur, car il sait que, sans elle, il a les mains qui tremblent. Il prendra à part un de ses employés qui fume des joints et lui



dira : « Ça m'est égal, mais si tu te fais attraper, je ne serai pas là pour toi. » Parfois les drogues permettent même que le travail soit terminé plus vite. Une équipe de plaquistes vient travailler le week-end, met de la dance à fond, prend de l'ecstasy et abat tout le travail en faisant la fête. Quand les métalliers doivent faire des heures supplémentaires, le contremaître leur donne une ligne ou deux de coke pour les garder éveillés et motivés.

Le mélange d'alcool, de marijuana et d'autres produits intoxicants avec les outils dangereux, la hauteur et le manque de sommeil augmente le danger déjà énorme d'avoir de graves accidents, même si ça soulage la douleur et aide à faire passer le temps. Les drogues aident à créer une petite distance entre nous et nos corps qui s'usent petit à petit.

Ce type d'autodestruction n'est pas vraiment conscient, mais il est la conséquence d'une certaine logique, dont on mesure la véritable horreur lorsque les travailleurs se mutilent eux-mêmes pour obtenir un dédommagement. Même si ça arrive rarement, le patron a parfois des soupçons. Souvent, quand nous savons, dans un petit coin sombre de notre tête, que si nous nous blessons nous toucherons des indemnités de travail plutôt correctes, alors nous prenons volontairement plus de risques en travaillant. Notre propre activité au travail est si triste que l'autodestruction apparaît

comme une alternative envisageable. Mais la plupart du temps, nous prétexterons une blessure ou une maladie pour obtenir quelques jours de repos.

Les blessures et les accidents accentuent de manière flagrante et révoltante le contraste entre les classes. Quand de vieux échafaudages rouillés s'effondrent et qu'un ouvrier meurt, il est clair que ce sont les pressions exercées par l'entreprise pour réduire les dépenses qui coûtent la vie au travailleur. Mais même si l'entreprise avait des échafaudages tout neufs et les meilleurs équipements de sécurité du monde, ce n'en serait pas moins grave. Les patrons ne tombent pas des toits. Nous, oui. Même le bon ouvrier ne peut y échapper. Il a travaillé dur, utilisé un tournevis tous les jours pendant trente ans, fait gagner plein d'argent à l'entreprise et n'a jamais eu d'accident grave de sa vie. Un matin, il attrape sa tasse de café et son coude lâche : il ne sera plus jamais un bon travailleur.

Que nos corps s'usent doucement ou rapidement, que nos patrons soient de bons gars qui essaient d'être corrects sur la sécurité ou des salauds avides qui n'en n'ont rien à foutre de leurs travailleurs, dans tous les cas, le fait est que nous, nous finissons avec des blessures et des problèmes de santé tandis qu'eux, ils ont accumulé les profits.





Macho shit

Les rôles assumés l'un après l'autre lui procurent un chatouillement de satisfaction quand il réussit à les modeler fidèlement sur les stéréotypes. La satisfaction du rôle bien rempli, il la tire de sa véhémence à s'éloigner de soi, à se nier, à se sacrifier.

Raoul Vaneigem
situationniste belge né en 1934



L'OUVRIER DU bâtiment macho est un cliché largement répandu. Le chantier est souvent considéré — et dénoncé — comme un lieu de travail bâti sur un modèle social sexiste. Est-ce qu'un ouvrier du bâtiment a plus de préjugés qu'un homme qui travaille dans un hôpital, dans une université, ou dans une casse auto ? Là n'est pas la question.

Les ouvriers du bâtiment sont majoritairement des hommes. Bien que le nombre de femmes travaillant sur les chantiers ait augmenté, elles représentent un très faible pourcentage des employés du bâtiment, et il arrive souvent qu'il n'y ait aucune femme sur un chantier. Ces espaces sans femmes ressemblent parfois aux vestiaires des garçons du collège. Certains propos qui sur un autre lieu de travail seraient montrés du doigt ou carrément bannis sont monnaie courante sur les chantiers.

Alors, évidemment, c'est dur de s'intégrer à l'équipe quand on est la seule femme. Lorsque la culture de travail est basée sur des conneries machistes, la vie des femmes devient vite très dure. Souvent l'image macho des chantiers suffit à ce que les femmes n'envisagent même pas d'aller travailler dans le bâtiment. L'image renvoyée par ce milieu renforce les déterminismes qui l'engendrent.

Souvent, quand une bande de mecs se regroupe sur un chantier, le premier sujet abordé concerne les femmes. Pour faire la connaissance d'un nouvel ouvrier, on lui pose des questions sur sa femme. Chacun veut voir des photos des femmes des autres, un peu à poil si possible. Parler des femmes est un bon moyen de briser la glace, de faire connaissance, parce que tout le monde a quelque chose à dire là-dessus. (Rares sont les ouvriers gays et assumés, mais le cliché selon lequel derrière le pire homophobe du chantier se cache un homosexuel refoulé est souvent confirmé.)

Être un des gars de la bande contribue à créer une certaine communauté, mais cela en façonne aussi les limites. Les machines ne suppléant que peu le travail à effectuer, il faut que l'ouvrier soit physiquement fort. Au travail, il faut être dur, et le fait que personne ne se soucie que vous arriviez mal rasé ou avec un œil au beurre noir, renforce l'image de dur à cuire de ce métier. Souvent, gagner le respect de ses collègues consiste à montrer qu'au travail, on est un homme, un vrai. Être macho devient partie intégrante du boulot — et en montrant qu'on est capable de faire le job, on entre dans la bande de mecs. Cela se vérifie particulièrement dans les secteurs les plus dangereux et les plus physiques, comme la métallerie, mais cela concerne l'ensemble des métiers du bâtiment.

Le simple fait de faire partie de la bande est utile et attrayant. À chaque fois qu'une femme passe près du chantier, c'est l'occasion de faire une pause pour lui jeter un œil. Le temps que nous passons à parler de femmes ou à les regarder, c'est du temps que nous ne passons pas à travailler. Les mecs gagnent le respect des collègues pour leurs qualités au travail et leur expérience, ils le gagnent aussi en étant des durs à cuire. Sur ce terrain, personne ne jouit de plus de respect qu'un métallier — sauf peut-être un électricien qui s'est cassé le genou parce qu'il avait la main



piégée dans le dévidoir à fils du plafond et qu'il a dû envoyer valser l'échelle sur laquelle il était pour s'en sortir.

Tout comme les communautés basées sur la race ou la culture, le processus d'identification basé sur le fait de jouer un rôle de macho crée une communauté incluant ouvriers et patron. Mais, à l'inverse des communautés basées sur la race ou la culture, cette identité n'est pas utilisée pour monter les employés les uns contre les autres, pour la simple et bonne raison qu'il y a très peu de femmes qui travaillent dans le bâtiment. Elle n'a plus besoin d'opposer les travailleurs aux travailleuses pour exister.

Mais être un vrai mec ne consiste pas seulement à admirer les seins de l'assistante de direction ou à discuter de laquelle des serveuses du bar du coin de la rue on aimerait bien se faire. Être un vrai mec, c'est manipuler des fils électriques sous tension plutôt que de faire une pause pour descendre au local électrique et couper le courant. C'est ne pas s'encombrer avec du matériel de protection. C'est faire des heures supplémentaires aussi longtemps que le patron le demande. C'est continuer de travailler quand on s'est blessé et ne pas s'en plaindre. C'est soulever des matériaux très lourds, seul, plutôt que d'aller demander de l'aide à quelqu'un d'autre. La connerie macho, c'est rentable. Nous faisons des choses qui font gagner davantage d'argent au patron, et qui sont directement contraires à nos intérêts. Tout ce que nous gagnons en retour, c'est d'être vu comme un « mec qui en a ».

Le respect que nous imaginons recevoir compense le manque de respect réel, et le machisme devient une idéologie.

Bien qu'elle soit très utile à la direction, l'ambiance macho n'est pas présente sur tous les sites de construction. Le patron et son contremaître doivent alors y mettre du leur pour monter qu'ils font partie de la bande et que ce sont des vrais mecs. Ça les amène à soulever eux aussi des merdes qui pèsent des tonnes et à réaliser des tâches dangereuses eux-mêmes au lieu de nous les laisser faire constamment — de toute évidence une perspective peu attrayante pour eux.

Dans des entreprises où hommes et femmes travaillent ensemble, ce type de machisme perd de son sens. La capacité à faire le boulot cesse d'être un attribut de vrai mec, et le lien social existant entre mecs — qui parlent toujours de filles — n'est plus relié au fait de travailler dur ou d'être une brute : être macho n'a plus d'intérêt ici. Un machisme qui inclue les femmes n'est pas impossible, mais c'est une idéologie bien plus faible.

Quoi qu'il en soit, les entreprises du BTP qui emploient beaucoup de femmes sont très rares, et être ouvrier dans le bâtiment signifie encore aujourd'hui faire partie d'une bande de gars. Dans cette ambiance, une femme qui travaillera sur les chantiers a intérêt à être forte, compétente, et à en avoir une sacré paire.





Le blues du col-bleu

*It's a big job just gettin' by with nine kids and a wife / but I've
been a workin' man dang near all my life, / and I'll keep on
workin', long as my two hands are fit to use. / I'll drink my
beer in a tavern, sing a little bit of these workin' man blues.*

Merle Haggard

chanteur folk américain (1937–2016)

*C'est pas facile de s'en sortir avec neuf enfants et une femme /
Mais j'ai été un travailleur toute ma vie, / Et je continuerai de
travailler tant que mes deux mains le pourront. / Je boirai ma bière
dans une taverne en chantant le blues du travailleur.*

N'AYANT RIEN d'autre à vendre que notre force de travail, nous sommes dépendants de ceux qui voudront bien l'acheter. Mais quand nous vendons cette force de travail, nous ne nous en séparons pas pour autant. Malheureusement nous devons être présents avec elle, même si ce moment-là ne nous appartient plus. Notre travail n'est pas une expression de nos vies mais quelque chose qui nous éloigne d'elles. Nous devons passer notre temps à travailler pour quelqu'un d'autre afin d'exister pendant notre propre temps libre. Nous avons besoin du travail autant que nous le détestons.

Alors nous trouvons différentes manières de faire face à cette contradiction.

Parce que le travail bouffe une grande partie de notre temps, nous essayons de faire le plus de choses possibles sur notre temps libre. Nous nous saoulons le vendredi soir après le boulot, nous allons au cinéma, au restaurant, au match, nous essayons de nous fatiguer le plus possible. Bien que le travail soit séparé du reste de nos vies, le besoin de s'assurer que le temps de travail est bien rempli du plus de travail possible crée, en retour, un besoin de s'assurer que le temps de loisirs est rempli du plus de loisirs possible. Et bien sûr, plus nos loisirs sont chers, plus nous devons travailler pour pouvoir nous les offrir. Si, le week-end,

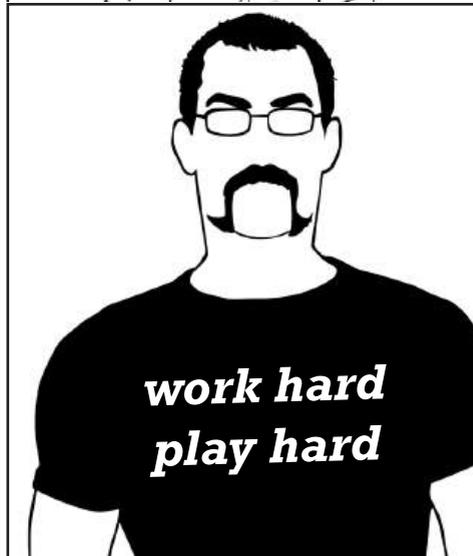


nous ne faisons que nous reposer, nous nous sentons arnaqués. Même quand nous ne sommes pas sur le chemin du boulot ou en train de laver notre tenue de chantier, notre temps de travail façonne notre temps libre. Le temps libre n'existe qu'en négatif du temps de travail. Lorsque nous sommes au chômage, ce besoin de dépenser notre temps libre disparaît et nous avons tendance à être léthargiques — en partie parce que nous n'avons pas d'argent pour sortir, mais aussi parce que ce contraste n'existe plus.

Un autre moyen de faire face est de nous convaincre que notre boulot ne nous ennue pas. Un jour d'été, couvert de poussière et de laine de verre, nous allons penser : « Au moins je ne suis pas enfermé dans un bureau. » Et quand le contremaître nous criera dessus : « Au moins je n'ai pas à m'occuper de clients. »

Parfois ça marche. Mais n'importe quel travailleur qui fait le même boulot pendant des années se doit d'y trouver un intérêt, au moins pour ne pas devenir fou. Nous sommes fiers de notre savoir-faire même si nous nous en servons inutilement.

Cette fierté ou cet attachement au travail peuvent permettre de se construire une identité satisfaisante, et presque respectable. Bien qu'officiellement tout le monde puisse devenir politicien ou star du rock, en réalité tout le monde sait que ce n'est pas possible. La grande majorité d'entre nous va passer le plus clair de son temps à vendre sa vie en échange d'un salaire. Notre seul bien, c'est notre force de travail et nous développons une certaine vision de nous-même basée sur ce constat. Pendant les périodes d'élections il est vrai que nous pouvons trouver un certain charme dans le discours des politiciens parlant de ce M. Tout-Le-Monde qui travaille dur, qu'on ne respecte pas et qui parvient à peine à joindre les deux bouts.





En devenant une identité officiellement reconnue, la classe laborieuse devient son propre stéréotype. Le travailleur type exerce un métier manuel, aime sa religion, son porno, son sport, sa bière de merde et sa mauvaise bouffe. Même chose pour la travailleuse, qu'elle soit mère au foyer, serveuse, coiffeuse ou secrétaire : elle aime ses magazines féminins et ses comédies romantiques à la place du porno et du sport. Ces images naissent d'une certaine réalité, mais elles s'imposent aussi à cette réalité. La classe laborieuse devient une (ou plusieurs) catégorie sociologique, définie par ses revenus et ses choix de vie, pour ensuite être démarchée par les entreprises et manipulée par les politiciens.

Cela ne signifie pas qu'une image plus large et moins bornée de la classe ouvrière perturberait l'exploitation : une femme (ou une transsexuelle) ouvrière dans le bâtiment, végétarienne et qui mange bio peut être mise au travail et produire de la plus-value, autant qu'un homme qui mange des hamburgers. Le capital tolère un nombre incalculable d'identités et de styles de vie, et il en tire profit. Ce ne sont pas les représentations elles-mêmes qui posent problème. Chacun développe certaines images de sa vie et de son travail. Sans ces images et représentations d'appartenance à la classe ouvrière, nous aurions constamment un sentiment d'échec qui nous ferait nous détester de ne pas être star de cinéma, athlète professionnel, top-modèle ou PDG.

L'identité de col-bleu institutionnalise un certain ressentiment à l'égard des riches : le pauvre travailleur fait tout le boulot pendant que le riche réalise des profits obscènes. Notre lutte quotidienne pour survivre en est glorifiée. Il s'agit d'une identité positive, fondée sur ce que nous détestons le plus : le fait que nous soyons contraints au travail salarié. Les politiques qui se sont construites sur cette identité — comme toute politique basée sur l'identité — sont intrinsèquement conservatrices.

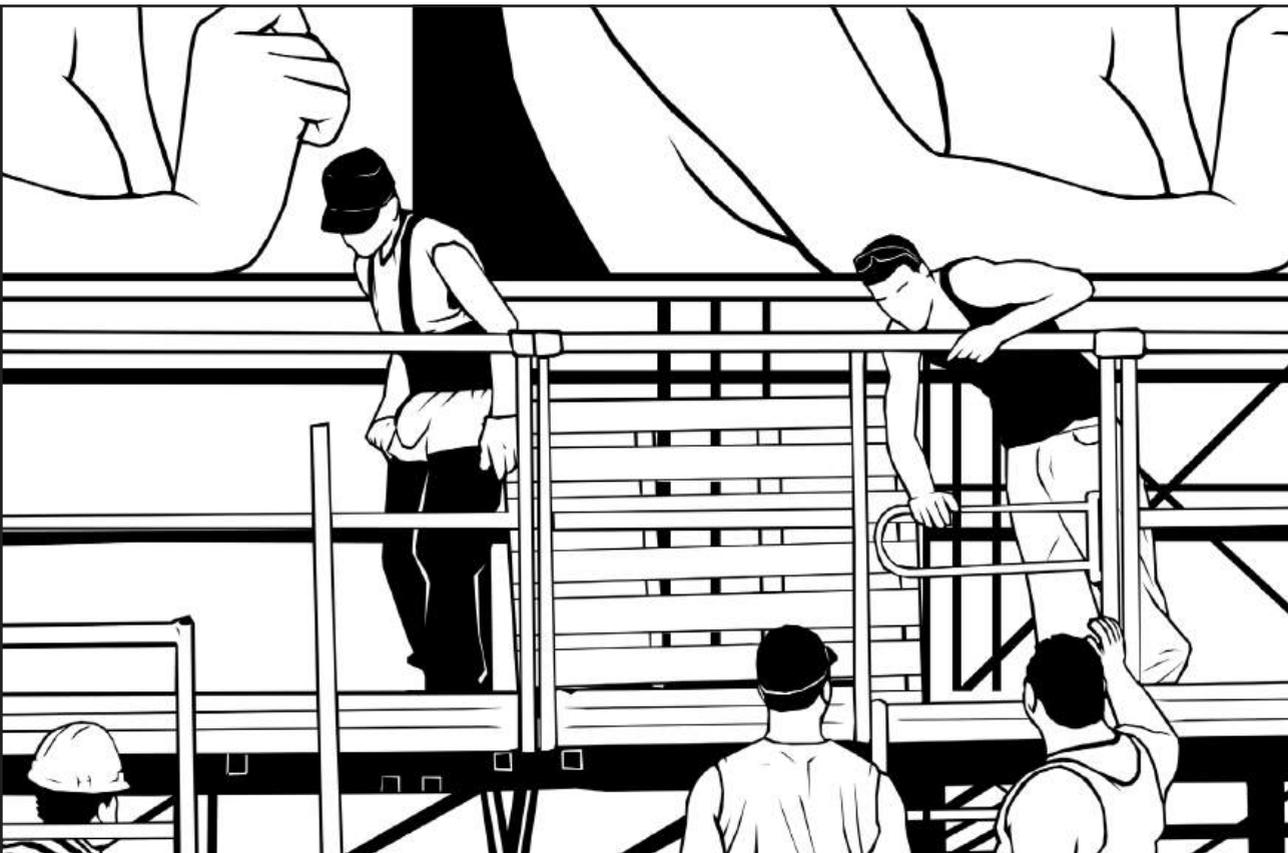
Le ressentiment et une supériorité morale pathétique prennent le pas sur notre capacité à faire changer directement notre situation. Nous voilà alors confrontés à l'idéologie du travailleur salarié qui ne peut pas imaginer d'issue à sa condition.

Mais idéologie et action sont deux choses différentes. Peu importe à quel point le travail nous rend fatalistes ou peu imaginatifs, la haine que nous lui portons et le désir de nous en échapper surgissent toujours à un moment. Même si un vieil ouvrier éprouvera une certaine fierté à expliquer quelque chose à son nouvel apprenti, il lui conseillera en même temps d'aller chercher un meilleur boulot.

Souvent, nous avons besoin de nous mentir, de négocier avec nous-mêmes pour sortir du lit le matin. Ainsi, un gars qui s'est longtemps plaint d'avoir besoin de gagner plus d'argent, qui a insisté pour travailler plus, obtient de

pouvoir faire des heures supplémentaires et se retrouve à bosser tous les week-ends. Alors il se fera porter malade lundi et mardi, et annulera presque toutes ses heures supplémentaires.

Ce n'est pas la fierté d'être col-bleu qui nous fait aller au travail tous les matins. Les classes sont des relations sociales, pas des identités. Tous les jours où nous travaillons, nous construisons des maisons, et nous reproduisons aussi ces relations. L'entreprise fait de l'argent, et, encore une fois, le patron a besoin de nous pour maintenir son capital en mouvement. Nous repartons avec un salaire et, encore une fois, rien d'autre à vendre que notre force de travail à quelqu'un d'autre. Nous sommes recréés en permanence en tant que travailleurs. Cette relation de classe est le point de départ et le point d'arrivée de la production capitaliste. Nous ne voulons plus être des prolétaires.





LE QUARTIER

La faim est la faim, mais la faim qui se satisfait avec de la viande cuite, mangée avec fourchette et couteau, est une autre faim que celle qui avale de la chair crue en se servant des mains, des ongles et des dents. Ce n'est pas seulement l'objet de la consommation, mais aussi le mode de consommation qui est donc produit par la production.

Karl Marx

révolutionnaire allemand (1818 – 1883)



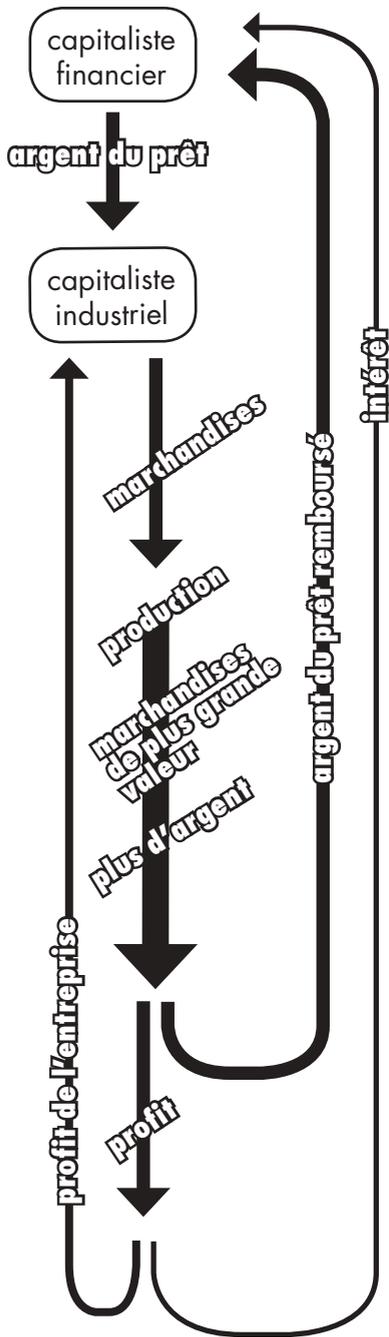


Les prêts

Lorsque les banques sont les bâtiments les plus gros, les plus luxueux, les plus beaux d'une ville, c'est qu'il y a un problème dans cette ville.

Edward Abbey

écrivain américain (1927–1989)

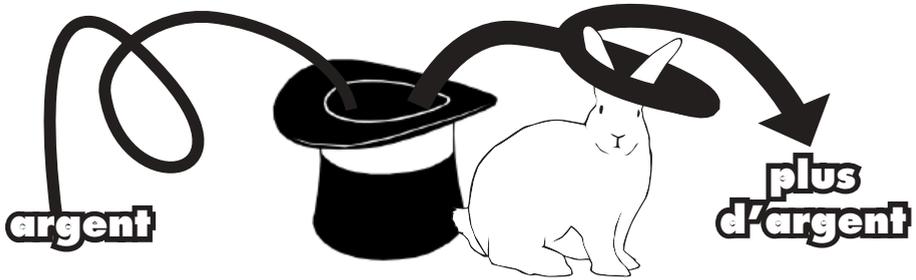


LES ENTREPRENEURS en BTP construisent des maisons dans le but de générer un profit. Ils ne sont pas les seuls à s'impliquer dans les projets de construction, ni les plus influents. Très souvent, l'entrepreneur va devoir emprunter de l'argent pour couvrir ses dépenses, faisant ainsi intervenir un capitaliste spécialisé dans le prêt.

L'entrepreneur emprunte de l'argent, à une banque par exemple. Il utilise cet argent pour acheter des matières premières et des machines et payer les ouvriers. Les machines et les matières premières sont utilisées dans leur totalité — en transférant plus ou moins vite leur valeur au bâtiment — et notre travail, lui, ajoute une valeur à ce bâtiment, supérieure au salaire qui nous est payé. L'entrepreneur vendra cette maison à un prix supérieur à son investissement de départ : il réalisera un profit. Le profit sera divisé en deux parts : une part qu'il gardera, et une part qu'il devra reverser à la banque pour payer les intérêts du prêt.

Le partage du profit entre la part que touche l'entrepreneur et les intérêts du prêt est déterminé selon un taux d'intérêt général qui s'établit sur le marché des prêts. Plus le prêt semble risqué, plus le taux d'intérêt est élevé, plus le profit que réalise le prêteur est important. Le taux d'intérêt varie en fonctions des conditions de l'économie en général et des variations de l'offre et de la demande dans le domaine des prêts.

Le business des prêts ne crée pas de valeur mais il est indispensable à ceux qui en créent. Le crédit permet de séparer le moment où l'on achète de celui où l'on vend. Un entrepreneur peut acheter les matériaux bruts à crédit et les payer une fois utilisés, donc une fois touchée sa part de profit. Ainsi, l'entrepreneur en BTP n'est pas obligé d'attendre de toucher l'argent de son dernier chantier pour en commencer un autre. Son capital peut être constamment maintenu en mouvement et le temps où ses



machines sont à l'arrêt est réduit. La circulation du capital est accélérée. Le fait qu'il y ait des capitalistes qui gèrent les prêts permet aussi aux gens qui auraient de bonnes idées dans le domaine de l'extraction de plus-value mais pas de capital de se lancer dans le business en empruntant. Les banques ne font pas que prêter de l'argent, elles en empruntent elles aussi. Elles s'empruntent mutuellement de l'argent, et chaque fois que quelqu'un dépose de l'argent sur un compte, il prête de l'argent à la banque. Les banques réussissent à gagner de l'argent en payant un taux d'intérêt moindre que celui qu'elles imposent aux emprunteurs. Dans le même temps, elles transforment l'argent déposé sur les comptes en prêts, transformant ainsi l'épargne en capital.

Lorsqu'une banque prête de l'argent à un entrepreneur en BTP, cet argent est utilisé comme du vrai capital pour acheter des matériaux de construction, payer les ouvriers et construire des maisons pour les vendre. Ce que touche la banque en retour, c'est le remboursement du prêt plus les intérêts. Tout ceci est consigné quelque part dans un fichier, dans un ordinateur, et aussi certainement sur un papier. Ce papier, on ne le voit pas passer sur les chantiers. Le crédit est une forme de valeur particulière. La banque ne peut pas embaucher d'ouvriers supplémentaires pour faire augmenter ses intérêts. La valeur d'un prêt ne peut pas être établie selon la quantité de travail nécessaire à sa création. Si un

prêt doit être considéré comme du capital et vendu comme une marchandise, on doit trouver d'autres manières pour estimer son prix. On procède en divisant les intérêts par le taux d'intérêt. Par exemple, si une banque touche 50 000 € par an en paiement des intérêts sur un certain nombre de prêts, et que le taux d'intérêt annuel est de 5%, les comptables de la banque vont considérer cette somme d'argent comme étant les intérêts d'un capital d'un million d'euros. Avec les mêmes entrées d'argent mais un taux d'intérêt de 10%, les prêts seraient estimés à 500 000 €. Les prêts capitalisés peuvent ensuite être vendus et échangés sur le marché. Ils ont bel et bien un prix mais leur valeur est imaginaire. Ce ne sont pas des biens que l'on produit, mais seulement une partie des futurs profits réalisés par l'entreprise qui emprunte. Les mouvements sur le marché boursier dont nous entendons parler tous les jours à la radio, ou que nous voyons défiler au bas de l'écran à la télé, ce sont les mouvements de ce capital fictif.

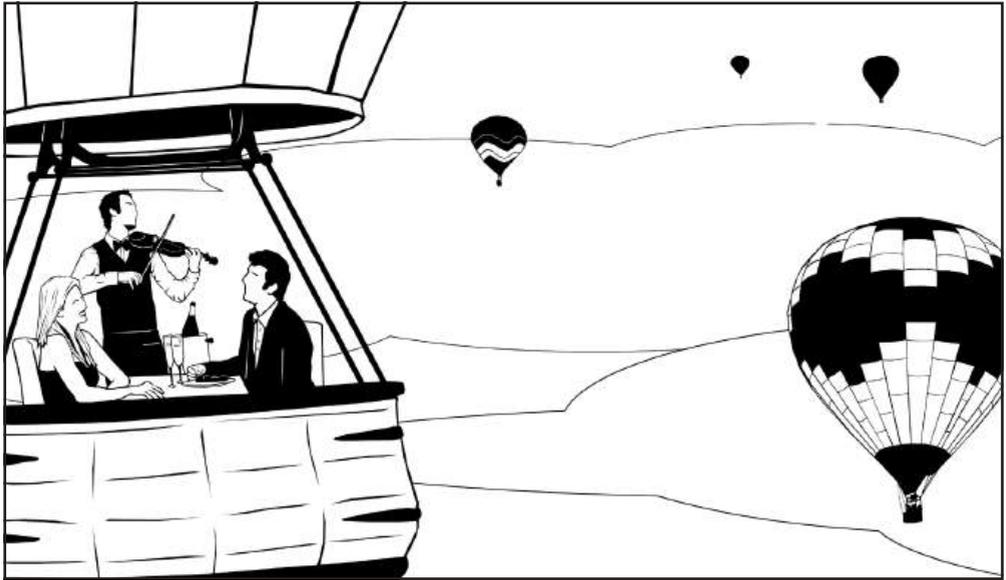
Pour le capitaliste qui gère une entreprise de BTP, augmenter son profit revient à construire plus de maisons. Du point de vue du capitaliste prêteur, toutes les affaires se valent. Il prête une somme d'argent et récupère une somme plus importante. Tout ce qui l'intéresse c'est le taux d'intérêt. Bien que son profit soit basé en fin de compte sur de la production de valeur, il n'a aucun lien avec les choses réelles qui sont produites et vendues. Le capital tend à ressembler

paiement des intérêts
taux d'intérêt

= prix du prêt

à de l'argent qui se multiplie de manière autonome, et chaque flux d'argent est considéré comme les intérêts d'une certaine quantité de capital. Tant que l'organisme prêteur est assuré qu'il récupérera son argent avec les intérêts, peu lui importe que l'argent prêté soit utilisé pour investir dans une entreprise qui fabrique de vraies marchandises, ou pour acheter une

d'industries. Il devient alors très important pour les gros groupes bancaires d'avoir l'air le plus fiable possible. Les sièges des grosses banques ne sont pas seulement des endroits où les employés procèdent aux transactions et où les gars de la sécurité s'ennuient toute la journée, ce sont des bâtiments qui incarnent la fiabilité financière de la banque.



maison, un yacht, pour tirer un feu d'artifice ou pour rembourser d'anciens prêts.

Les actions, comme les prêts, sont établies selon une valeur future — et n'ont pas de valeur qui leur soit propre —, aussi quiconque les achète doit anticiper, deviner, parier, spéculer sur la rentabilité future de l'entreprise concernée. Ce que vaut un individu, une banque ou une entreprise devient une question d'opinion. Le prix d'une action dépend alors de toutes sortes de suppositions sur le futur de l'entreprise — et le futur du monde dans lequel elle exerce son activité. Ce genre de spéculation permet au capital de se déplacer plus rapidement d'une entreprise dont les perspectives d'avenir ont l'air faibles vers d'autres qui ont l'air plus rentables, ou vers d'autres sortes

Tant que les entreprises continuent de se développer de manière régulière, elles peuvent rembourser leurs prêts. Le capital fictif s'accumule et aide le capital réel à croître. Les banques acceptent de prêter de l'argent, et les taux d'intérêts restent sous contrôle. Les spéculateurs font grimper le prix des actions en pariant sur la croissance de l'économie — souvent en utilisant de l'argent emprunté pour permettre cette même croissance. Le prix des marchandises sur lesquelles on a spéculé semble perdre toute connexion avec la quantité de temps nécessaire à la fabrication de ces marchandises. L'argent se multiplie et les profits semblent venir de nulle part. On dirait que les marchés fonctionnent par miracle.

Mais les miracles n'existent pas. Quand la chute arrive, inévitablement les certitudes de l'année passée — ou de la semaine passée — semblent absurdes. Des prix qui avaient laissé entrevoir les espoirs d'un futur rentable éclatent ou se dégonflent comme des ballons. Pour une entreprise qui spéculait en utilisant de l'argent emprunté, de faibles

pas rembourser leurs prêts. Les entreprises qui d'habitude ont recours aux prêts et au crédit ne peuvent plus les obtenir, sauf à des taux d'intérêts peu rentables, et sont forcées de ralentir leur production, de renvoyer des employés ou de s'attaquer aux salaires. Cette chute de la demande touche les fournisseurs qui leur vendaient habituellement matières

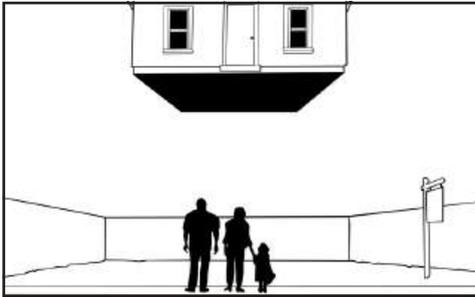


perdes peuvent vite se transformer en faillite. Les défauts de paiement se répercutent sur l'ensemble du système. Les investisseurs cherchent des investissements plus sûrs. Plus personne ne veut prêter d'argent, excepté à un taux d'intérêt très élevé. Personne ne veut acheter les droits de la future valeur que produiraient des entreprises déjà en difficulté, ce qui fait baisser le prix de leurs actions et les met encore plus en difficulté. Et le taux d'intérêt en hausse fait lui-même s'effondrer les prix des prêts sur le marché. De grandes quantités de capital fictif disparaissent tout simplement. Dans l'économie réelle, il est plus difficile pour le capital de passer par ses circuits habituels. Les entreprises se rendent compte qu'elles ne peuvent pas vendre leurs marchandises et par conséquent qu'elles ne peuvent

premières, outils et machines. Les entreprises réalisent qu'elles ont produit trop de marchandises par rapport à la demande du marché. Une partie de leur capital est alors bloqué dans des marchandises qui ne pourront être vendues que si leurs prix sont diminués. Les liens entre les différentes étapes de l'accumulation du capital sont rompus.

Au cours d'une crise, les capitalistes se souviennent que la valeur est plus que le simple point de rencontre entre les courbes de l'offre et de la demande : elle dépend d'êtres humains qui travaillent. Une crise économique est une crise de la production de valeur. Le problème ne vient pas du fait que les gens n'auraient pas besoin de maisons — il y a des gens à la rue et d'autres qui vivent dans des

logements surpeuplés. Il ne vient pas non plus du fait qu'il n'y aurait pas assez de personnes compétentes pour construire des maisons, assez de machines ou de matières premières — les ouvriers du bâtiment sont au chômage, les machines rouillent, les clous et les tasseaux sont en attente dans des entrepôts. Si on ne construit plus de maisons pendant une crise, c'est simplement que ce n'est plus rentable. À l'inverse, on construit souvent des choses pour lesquelles il n'y a pas de besoin réel — comme les panneaux publicitaires par exemple. Pour l'économie, le rapport entre l'offre et la demande n'est pas basé sur le besoin. Il n'est effectif que quand il est appuyé sur l'argent.



Quand les entreprises les plus faibles se retirent du marché elles laissent plus de place aux entreprises plus puissantes. Les baisses de salaires diminuent le coût de notre force de travail, et le chômage augmente la réserve de travailleurs, ce qui nous fait accepter des boulots moins bien payés. Les marchandises stockées en grande quantité sont vendues au rabais. Les entreprises qui ont survécu à la tempête profitent de ces occasions pour produire à nouveau de manière rentable. Leur capital commence alors à regagner la valeur qu'il avait perdue. Finalement, la confiance revient, les investissements et les prêts commencent à reprendre, les taux d'intérêt commencent à baisser et c'est le début d'une reprise. C'est reparti pour un tour.

Le crédit, les prêts, le capital fictif et la spéculation sont issus de la nécessité qu'ont les entreprises de produire et de vendre des marchandises réelles, mais peuvent aussi se retourner contre ces entreprises et les mettre en difficulté, surtout pendant une crise économique. Du point de vue d'un homme d'affaires qui a des prêts à rembourser, le banquier est une sorte de parasite. La division des profits entre le remboursement des intérêts et la part qu'il conserve amène l'entrepreneur capitaliste à se sentir comme un travailleur dans son rapport aux investisseurs et aux banquiers. Pour lui, il fait tout le boulot — à savoir exploiter les travailleurs — tandis que les banquiers et les investisseurs sont confortablement assis à pomper l'argent. De temps en temps, les hommes d'affaires vont même contribuer à la haine — déjà très largement répandue — des banquiers et des marchés financiers, et vont essayer de mobiliser le public pour que la spéculation soit régulée.

L'industrie du bâtiment est très sensible aux cycles de croissance et de crise de l'économie. Les mouvements des taux d'intérêt affectent doublement les prix de l'immobilier. Il n'y a pas que les entrepreneurs qui empruntent pour produire des maisons. Tout le monde, sauf les gens très riches, emprunte de l'argent pour acheter une maison. Il en résulte une industrie du bâtiment très instable, qui produit très vite pendant les périodes favorables, et s'arrête complètement pendant les périodes de crise. À l'apogée d'une période de croissance, les ouvriers du bâtiment peuvent travailler douze heures par jour, sept jours sur sept. Au contraire, pendant une période de crise, nous pouvons rester au chômage des mois durant. Et puis, les prêts immobiliers s'étant généralisés, ils en sont arrivés à représenter une part importante des fondations sur lesquelles le système financier international est bâti.



Le foncier

Achetez des terres. On n'en fabrique plus aujourd'hui.

Mark Twain

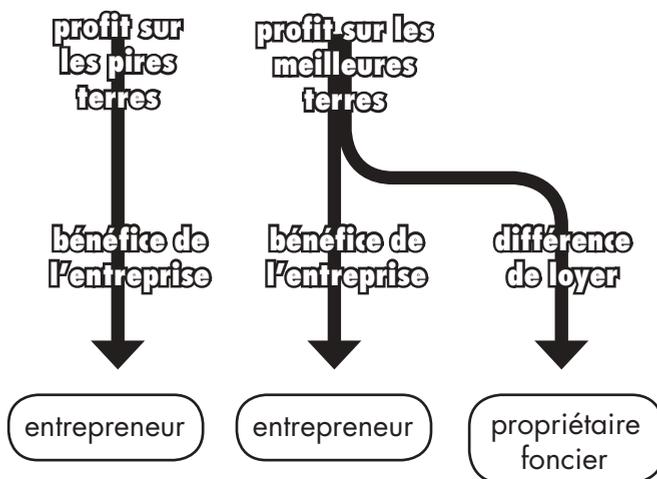
écrivain américain (1835–1910)

POUR MONTER un business, il faut un lieu, donc une parcelle de terrain. C'est ici qu'intervient un capitaliste spécialisé dans la vente, l'achat ou la location de terrains. Étant donné que le travail de construction ne se produit qu'une fois sur chaque emplacement et qu'il doit ensuite se déplacer vers un nouveau terrain, le prix de la parcelle sur laquelle la maison est construite est très important. Le propriétaire foncier a donc une grande influence sur où, quand et comment les maisons sont construites.

Mais les propriétaires fonciers sont en relation avec une multitude d'hommes d'affaires, pas uniquement ceux qui dirigent les entreprises de construction. Prenons deux petits capitalistes commerciaux : des gérants d'épicerie de quartier, par exemple. Ils débutent avec une certaine quantité d'argent — ou un prêt —, achètent un stock de chips, de chewing-gums, de sodas halal, de bières, de cigarettes, de jeux à gratter, et ils engagent deux employées pour tenir la caisse. Ensuite, ils revendent ces marchandises pour plus d'argent qu'ils n'en ont

investi au départ. Les caissières peuvent travailler à des tâches productives comme la maintenance et la mise en rayon des produits, mais la plupart du temps, elles restent improductives. Elles ne produisent pas de marchandises, ne les transforment pas et ne leur ajoutent aucune valeur, elles effectuent juste un transfert de propriété des diverses marchandises de la boutique. Les gérants d'épicerie achètent à des prix plus bas que ceux du marché, et touchent une partie de la plus-value produite lors de la production de la marchandise, sous forme de profit, lorsque celle-ci est revendue. Grâce au gérant de la petite épicerie, qui joue l'intermédiaire en achetant le soda, le fabricant de boissons n'a pas à attendre que toutes ses bouteilles atteignent des consommateurs avant de pouvoir réinvestir son argent dans la production. L'épicerie aide à accélérer les mouvements du capital investi dans la production de soda — et dans la production de bière, de chips, etc. — et permet au fabricant de ne pas être obligé d'avoir son propre magasin. La relation est la même entre un patron et des caissières qu'entre un patron et un travailleur productif : plus il peut





les faire travailler et moins il les paie, plus il gagne d'argent. Jusqu'ici, c'est exactement la même chose pour les deux épicerie.

Pour les deux gérants, la location du magasin est une dépense importante. Le propriétaire du terrain loue une parcelle de terre avec un bâtiment au gérant de l'épicerie, et touche en retour une certaine somme d'argent. Le bâtiment a lui-même une valeur qui correspond au temps nécessaire à sa construction. Le propriétaire foncier touche un loyer régulier pour la perte de valeur du bâtiment causée par l'usure générée par son utilisation régulière, ainsi qu'un taux de profit régulier sur son investissement dans le bâtiment. Mais le prix du sol lui-même entre aussi en jeu. Excepté dans des cas très particuliers, la terre à proprement parler ne se fabrique pas, son prix ne peut donc pas être fixé en fonction du temps nécessaire à sa construction. Pourtant, en général, le prix des terrains pèse plus lourd dans l'estimation du coût de la location d'un commerce que le prix des bâtiments eux-mêmes (même si, en pratique, ces deux prix ne sont pas distingués dans le montant du loyer).

Prenons une première épicerie située dans le pire endroit où quelqu'un pourrait tenir une

épicerie, et une seconde située dans une rue très passante d'une grande ville. Dans cette ville, il y a des universités, des musées, des stades, des hôpitaux, des emplois, des transports, des attractions touristiques. Il y a bien plus de monde qui passe devant l'épicerie de la grande ville que devant la première. Le gérant de l'épicerie de la grande ville peut vendre ses marchandises plus vite et par conséquent générer un taux de profit plus élevé. Le simple fait qu'il ait monté son épicerie à un meilleur endroit permet que son profit soit plus important. Le propriétaire foncier bénéficie alors de ce profit supplémentaire, sous la forme du loyer.

S'il n'y avait pas de système de loyer pour récupérer cet excédent de profit sur les différentes parcelles, personne ne voudrait investir dans un endroit mal situé. Les gérants de petits commerces bien situés pourraient générer un profit très facilement. En récupérant les profits sous forme de loyer, les capitalistes propriétaires fonciers forcent les capitalistes commerçants d'un même secteur à être en compétition les uns avec les autres. Par exemple, si une nouvelle machine ou une nouvelle manière d'organiser le travail arrivent dans l'épicerie mal placée et la rendent plus rentable que

celle de la grande ville, alors toutes les épiceries devront utiliser cette innovation pour ne pas voir leur taux de profit décrocher.

Mais il n'y a aucune garantie que le propriétaire perçoive uniquement cet excédent de profit (généré par la différence entre le prix du terrain qu'il loue et celui du plus mauvais terrain). Même le propriétaire d'un terrain mal situé pour un petit commerce exigera un loyer. Le marché des terrains est un business, pas une œuvre de charité. Mais il est différent des autres marchés. S'il y a une demande importante d'écharpes à rayures et très peu d'usines d'écharpes à rayures, leur prix augmentera. Les usines d'écharpes à rayures déjà existantes verront leur taux de profit augmenter. Le capital sera retiré des usines qui

barrière à l'investissement, à la libre circulation des capitaux. Cela signifie que même les propriétaires des pires terrains toucheront l'argent des loyers et qu'une partie de ces loyers n'aura rien à voir avec les avantages procurés par le terrain. L'excédent de valeur récupéré sous forme de loyer sera peut-être produit par le commerce qui utilise le terrain — si le commerce investit plus d'argent que la moyenne dans le travail vivant que dans le travail mort — ou bien viendra de valeur produite ailleurs dans la société — si le prix du terrain est élevé du fait d'une logique de monopole. Les intérêts du propriétaire foncier et les intérêts des capitalistes qui produisent et qui vendent les marchandises peuvent alors entrer en conflit.



ont un faible taux de profit — à commencer par les usines d'écharpes unies — et investi dans la production d'écharpes à rayures. Plus le capital se déplacera vers le marché des écharpes à rayures, plus l'offre augmentera. Les prix baisseront et le taux de profit redescendra à un taux moyen. Mais les terrains ne peuvent être produits comme des écharpes à rayures. Un homme d'affaires qui veut devenir propriétaire foncier ne peut pas simplement construire une nouvelle parcelle et la louer. Il existe une quantité donnée de terrains et ils ont déjà des propriétaires. La propriété privée foncière est un monopole. C'est une

Être propriétaire d'un terrain, c'est être propriétaire du droit de collecter le loyer du terrain. Lorsqu'un propriétaire loue son terrain à un gérant d'épicerie, il s'attend à toucher une partie des profits que ce dernier générera. Si une nouvelle ligne de métro est construite et passe à proximité de l'épicerie, il y aura plus de clients à l'épicerie et le propriétaire augmentera le loyer. Si un nouveau livre sur la ville a du succès à l'étranger et que les gens viennent des quatre coins du monde pour la visiter (et donc passent par l'épicerie), le propriétaire augmentera le loyer. La propriété privée foncière est le fruit d'une relation sociale

entre le propriétaire foncier et les autres capitalistes : le propriétaire tire profit de développements et de progrès au sein de la société, sans avoir à faire quoi que ce soit pour y contribuer.

Comme tous les bons capitalistes, le propriétaire se fiche de l'usage de son capital. Tant qu'il est assuré de toucher un loyer régulier, il se fiche que sa parcelle soit louée à un commerçant qui produit et qui vend de vraies marchandises, à un parti politique qui a besoin d'un local pour son siège, à un syndicat pour une salle de réunion, à un groupe de musique pour répéter, ou à une famille qui a besoin d'un endroit pour vivre. Que le terrain soit utilisé ou non pour produire de la valeur, son profit,

100 000 €. L'augmentation des loyers conduit à l'augmentation du prix des terrains. La baisse des taux d'intérêts mène à une augmentation du prix des terrains. Mais le droit de collecter les loyers n'a pas de valeur en soi. S'il est acheté et vendu, c'est en tant que capital fictif. Il représente le droit de toucher une partie des profits qui seront générés sur ce terrain. Cela signifie qu'on fait souvent des hypothèses sur la relation entre le prix des terrains et la manière dont le terrain sera utilisé, le futur du quartier, de la ville et du monde. Les marchés fonciers fonctionnent sur la spéculation.

Les loyers des terrains, et par conséquent leurs prix, diffèrent en fonction de l'utilisation



c'est le loyer qu'il perçoit. Pour se procurer un abri, on doit le payer à un propriétaire foncier. Dans ce cas, le même arrangement économique — le paiement d'un loyer — cache une relation sociale différente. La propriété privée foncière se traduit par une obligation de payer notre droit de vivre sur terre.

Le droit de toucher un loyer peut être capitalisé et vendu comme un prêt. Si, dans une ville, une parcelle peut être louée pour 10 000 € l'année et que le taux d'intérêt annuel est de 10%, ce loyer représentera pour le propriétaire le paiement des intérêts d'un capital de

qu'il est prévu d'en faire. Les terres agricoles sont moins chères que les terrains utilisés pour construire des rangées de maisons en brique louées aux pauvres des villes, qui sont moins chers que ceux utilisés pour construire des immeubles de luxe, qui le sont moins que ceux où l'on construira des gratte-ciels pour y installer des bureaux, des banques, des cabinets juridiques ou des compagnies d'assurance. Il y a des lois de zonage qui déterminent quel terrain peut être utilisé pour construire des boutiques, des usines, des maisons, des parcs ou des activités agricoles. Plus ces lois sont strictes, plus les différents marchés fonciers



sont séparés. Mais plus la différence entre les loyers au sein du zonage est importante, plus il y aura de pression sur ces lois pour qu'elles changent.

Les propriétaires fonciers utilisent leurs terrains de la manière la plus rentable possible. Si le propriétaire d'un commerce possède également le terrain sur lequel il est construit, en général, il n'est pas très réactif face aux nouvelles opportunités de valorisation du terrain. Admettons que le propriétaire d'une épicerie qui possède plusieurs bâtiments dans le quartier constate que celui-ci se développe et que de nouveaux clients, plus riches, s'y installent. Il se procurera alors sans doute de nouveaux articles plus chers. Mais il ne courra pas solliciter le maire afin que le zonage soit modifié et qu'il puisse bâtir des immeubles de luxe sur ses parcelles.

L'existence d'un groupe séparé de spéculateurs fonciers est utile dans cette situation, parce qu'ils promeuvent la manière la plus

rentable d'utiliser la parcelle. Ils font augmenter son prix, anticipant son utilisation future. Le prix des champs de maïs en périphérie d'une ville en développement augmente parce qu'on envisage la construction d'un quartier résidentiel. Un parc de stationnement en centre-ville est vendu hors de prix parce qu'une tour de bureaux pourrait être construite à côté. Étant donné que les prix élevés entraînent avec eux des profits supplémentaires engrangés grâce aux avantages qu'offrent un emplacement particulier, ils augmentent la concurrence et peuvent se révéler bénéfiques pour le marché en général. Dans la mesure où le capital foncier fixe des prix de monopole, il draine le capital commercial et industriel.

Si les négociants en pétrole financent rarement le bombardement des plate-formes pétrolières pour créer une instabilité politique et augmenter les prix du baril de pétrole, si les négociants en or n'ont essayé de bombarder Fort Knox² que dans les films, les spéculateurs fonciers, eux, se contentent rarement de rester assis derrière leur bureau à espérer tranquillement que les loyers des terrains augmentent tout seuls. Ils jouent un rôle actif dans le développement immobilier.

². Camp militaire du Kentucky, où sont entreposées les réserves d'or des États-Unis.





Croissance et déclin

Il se fiche bien de savoir qui vit dans la chambre au dernier étage de l'immeuble, il possède l'immeuble...

Christopher Logue

poète anglais (1926–2011)



L'INDUSTRIE DU bâtiment est étroitement liée à la croissance de l'économie au sens large. Pour que les maisons soient produites et vendues, les taux d'intérêts sur les prêts hypothécaires et sur les prêts accordés aux promoteurs immobiliers doivent être sous contrôle. De plus, étant donné que les maisons mettent assez longtemps à se dégrader, une grande partie de la demande doit provenir d'un marché en expansion et ne pas se limiter au remplacement de vieilles maisons. Mais l'expansion et la contraction de l'industrie du bâtiment ne se traduisent pas uniquement par le fait que des marchandises soient vendues ou d'autres remisées quelque part dans des entrepôts. La croissance ou la stagnation de l'industrie du bâtiment est visible dans le développement ou le déclin des quartiers dans lesquels nous vivons.

Cette transformation des quartiers est favorisée — voire totalement contrôlée — par les promoteurs immobiliers et non par les constructeurs ou les sous-traitants. Les promoteurs achètent des parcelles de terrain pour y construire des bâtiments, empruntent de l'argent pour financer la construction, obtiennent le permis de construire et les changements dans le plan d'urbanisme, et plus tard organisent la vente des maisons, générant toujours plus d'argent. Les différentes manières dont sont organisées les entreprises de développement immobilier entraînent différentes

manières de construire et différents types de quartiers.

Le boom économique aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale créa une demande de logements soutenue et permit la naissance de gigantesques sociétés de développement immobilier. Une des plus importantes était dirigée par William Levitt. Sa société de développement immobilier était aussi une entreprise de construction, et possédait également ses propres entreprises de béton, de clous et ses scieries. Levitt construisait à grande échelle, bâtissant des quartiers entiers d'un coup. Cela permit la standardisation et la préfabrication des bâtiments. Les différentes parties d'un bâtiment étaient préfabriquées en usine, découpées à la bonne taille et conditionnées ensemble. Une fois les rues des quartiers construites, les kits étaient livrés le long des rues, à intervalles réguliers. Les ouvriers qui conduisaient les pelleuses commençaient par creuser les fondations. Puis arrivaient les maçons, les charpentiers, les plombiers, les électriciens, les peintres et les autres ouvriers du bâtiment. Chacun effectuait une quantité de tâches définie sur chaque maison avant de passer à la maison suivante. Cette approche répétitive et industrielle de la construction permit à Levitt d'utiliser beaucoup de machines



pour accélérer le travail. Ainsi chaque maison nécessitait moins de travail et pouvait être vendue moins chère. Levitt édifia des banlieues entières, en une seule fois, avec des dizaines de milliers de maisons toutes identiques et toutes à un même prix abordable.

Il y a différentes façons de combiner le financement, la construction et le développement, mais la production de maisons à grande échelle comme celle-ci fut l'exception. Les promoteurs ont souvent des difficultés à mettre la main sur un terrain suffisamment grand pour permettre de telles chaînes d'assemblage. Et même quand ils le peuvent, ils choisissent souvent de construire petit et rapide, de sorte que si le marché connaît une crise, ils ne se retrouvent pas coincés avec des maisons qu'ils ne peuvent pas vendre. La rénovation et le développement des quartiers sont souvent chaotiques et s'opèrent maison par maison. On achète une maison ou deux dans un quartier chaud, on fait de petites rénovations, essentiellement esthétiques, et on les revend plus cher six mois plus tard. Il est important pour les promoteurs immobiliers d'avoir de bonnes relations avec les politiciens locaux et d'avoir accès à des prêts à bas prix, mais en général la plupart des profits réalisés dans la construction de maisons provient de la spéculation foncière. Cela représente bien plus que la plus-value créée pendant la construction des maisons elles-mêmes. Cela signifie qu'il n'y a pas de grosse pression exercée pour inventer de nouvelles façons d'accélérer l'organisation du travail. En général, le but premier du promoteur est de permettre que le terrain soit utilisé de la manière la plus rentable possible, et de s'assurer que le prix du terrain aura augmenté entre le moment où il l'a acheté et celui où il le vendra.

Le développement immobilier suit les cycles de long terme de l'organisation de l'industrie et de l'emploi. Lorsque les compagnies maritimes amenèrent sur le marché des modèles de

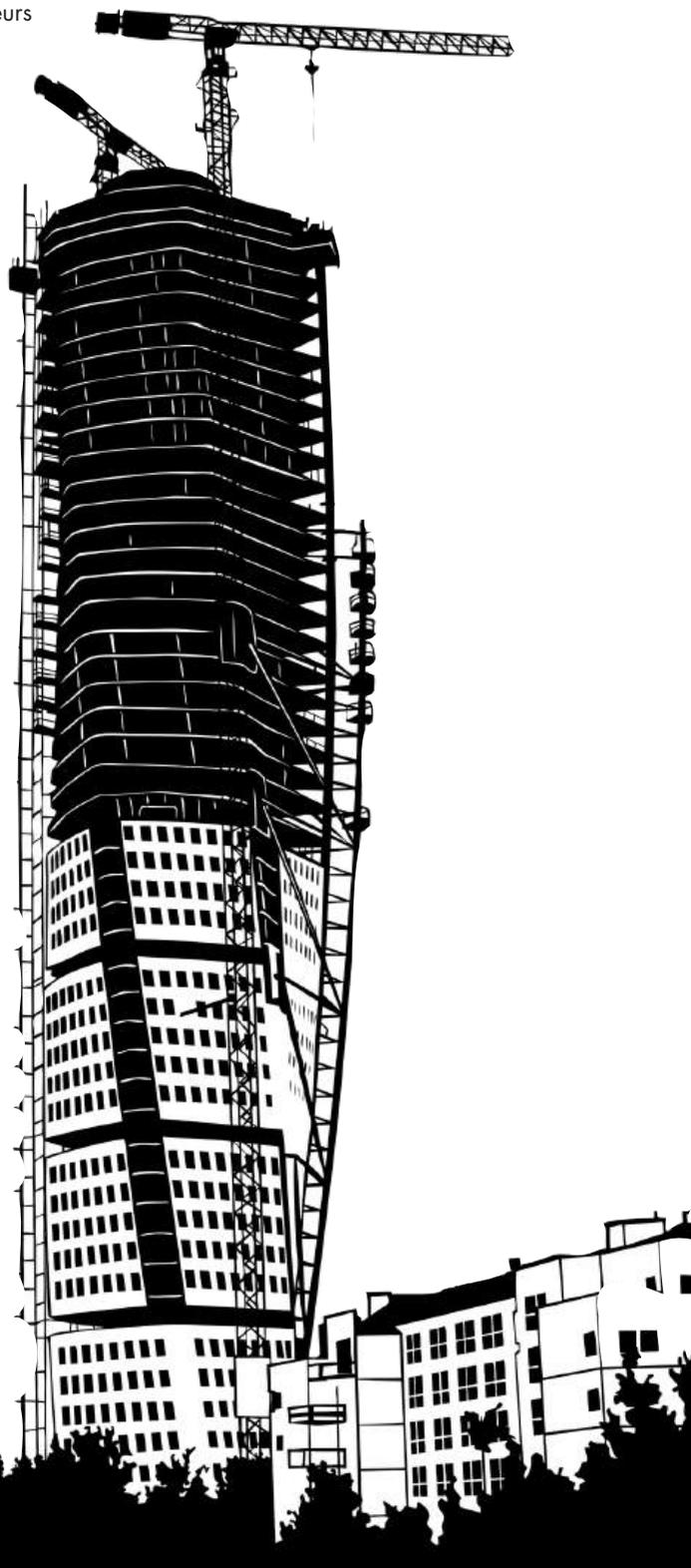
conteneurs standardisés, qui pouvaient être transportés des bateaux aux trains, des trains aux camions, et vice versa, le nombre de personnes travaillant dans les ports fut réduit de manière drastique. Quelques conducteurs de grues remplacèrent tous les dockers qui auparavant déchargeaient les bateaux, portaient et arrimaient la cargaison dans des tonneaux, des boîtes et des sacs. Les anciens quartiers ouvriers situés en périphérie des docks furent détruits, et remplacés par des zones d'entrepôts ou par de luxueux quartiers de front de mer touristiques. Dans le même temps, le fait d'utiliser des conteneurs créa de nouveaux emplois dans le transport et les entrepôts en périphérie des villes, et de nombreux ouvriers déménagèrent vers les banlieues.

Nos maisons doivent être proches de nos lieux de travail. À l'intérieur des limites créées par ces mouvements de long terme, les promoteurs immobiliers jouent un rôle actif dans la création du marché du logement. Les promoteurs immobiliers vont acheter des propriétés dans un quartier dont l'immobilier pourrait être utilisé de manière plus rentable. Un des avantages du capital investi dans l'immobilier est que les nouveaux investissements ne détruisent pas forcément les anciens. Si un bureau investit



dans des ordinateurs neufs, plus performants, l'investissement dans les anciens ordinateurs est perdu. Si on installe les câbles pour la fibre optique dans un vieil immeuble en brique pour qu'il soit loué ensuite à une entreprise d'informatique, la valeur de l'immeuble est conservée. Mieux encore, si le gouvernement investit de l'argent dans les bus ou dans des travaux de voirie, cela facilite l'accès à certains quartiers. Cela ne coûte rien au promoteur immobilier et cela fait augmenter le loyer. Quand les promoteurs immobiliers et les propriétaires fonciers construisent des quartiers là où, auparavant, il n'y avait rien, ils font fortune. Comme les infrastructures sont chères, les gouvernements réclament alors souvent que les promoteurs paient eux-mêmes au moins une partie des coûts des nouvelles routes, égouts, lignes électriques et éclairage des rues. Il arrive tout aussi souvent que certains projets de développement immobilier aient lieu dans des quartiers déjà existants. Dans ce cas, si l'on veut promouvoir l'usage le plus rentable possible de l'immobilier, il faut transformer des quartiers dont les logements sont abordables en quartiers où les logements sont destinés aux riches. Pour ce faire, on retire les habitants pour les remplacer par des gens qui peuvent se permettre de payer un loyer plus élevé. Le développement immobilier devient une lutte dans la totalité du quartier.

Dans ce combat, les élus locaux sont les plus grands alliés des promoteurs immobiliers. Le budget de la ville provient souvent des taxes foncières, donc une hausse du prix des terrains entraîne une hausse des revenus de la ville. À mesure que les promoteurs achètent les terrains d'un quartier,



la municipalité augmente la valeur estimée des autres terrains du quartier et augmente les taxes foncières en conséquence. Cela donne une impulsion aux autres propriétaires du quartier, leur permettant de passer à des loyers plus élevés. Les choix de la ville concernant les transports en commun peuvent aussi permettre une autre impulsion. Les transports entre des quartiers en développement et l'aéroport ou le centre-ville se développent. Une nouvelle autoroute vient séparer le quartier en développement du bidonville d'à côté. Et bien sûr, il y a la police. Des patrouilles agressives sont déployées en nombre, et SDF et mendiants se font bousculer et arrêter.

Le développement immobilier rapide, spéculatif, est une attaque évidente contre nous. Les bars, les cafés, les épiceries du coin où nous avons l'habitude d'aller faire nos courses sont remplacés par des versions plus chères des mêmes choses. On ne peut pas passer à côté des nouvelles voitures de luxe, ni de l'augmentation de la présence policière. Plus flagrant encore : les loyers augmentent. Nous devons travailler plus pour payer le loyer, ou bien il nous faudra déménager vers un autre quartier, et par conséquent mettre plus de temps pour aller au travail. Habiter dans un quartier ciblé par les promoteurs immobiliers est quelque chose d'étrange. Nous pouvons presque sentir que les hypothèses faites sur les prix des terrains sont fondées sur la certitude que nous allons quitter ce quartier. Cette attente implicite crée de la résistance. Nous allons rayer une Porsche garée dans une allée, jeter un pavé à travers la fenêtre d'un nouveau restaurant huppé, ou toiser ou harceler les nouveaux habitants d'un immeuble de luxe et essayer de faire en sorte qu'ils se sentent le moins bienvenus possible. Nous savons qu'ils attendent juste que nous quittions le quartier pour parler d'une *renaissance*³.

3. En français dans le texte.

Même lorsque les urbanistes ou les promoteurs immobiliers n'essaient pas d'augmenter le prix des terrains de manière active, il augmente lentement. À mesure que les gens s'installent dans une ville, que la population croît, que de plus en plus d'argent est investi dans les infrastructures de la ville, les loyers grimpent. Ces lents mouvements du marché immobilier sont moins spectaculaires mais ils produisent le même effet : nous sommes obligés de travailler plus pour payer nos loyers, ou alors nous devons quitter le quartier. Le même genre de ressentiment envers les nouvelles personnes qui emménagent dans le quartier peut prendre forme, mais, comme il s'agit d'un processus plus lent, ce ressentiment et cette peur ont pour effet de diviser la classe ouvrière.



Le sentiment anti-gentrification peut être complètement réactionnaire. Les chômeurs et les sous-employés en veulent à ceux qui ont les boulots stables. Les ouvriers non qualifiés en veulent aux plus qualifiés et mieux payés : ils auraient dû rester là où ils étaient, faire des choix différents concernant leur lieu de vie. Mais souvent, les employés mieux payés ont aussi été poussés à quitter leur quartier à cause de l'augmentation du prix des loyers. Le travailleur en tant que consommateur est tout aussi faible et pathétique que le travailleur en tant que citoyen.

Un quartier en développement présente des opportunités grandissantes pour l'investissement immobilier. Le développement et le déclin d'un espace d'habitat sont le développement et le déclin de la rentabilité de l'espace d'habitat. La manière la plus sûre pour interrompre le développement d'un quartier, c'est l'effondrement économique. Le capital fictif des terrains n'est pas différent du capital



fictif des prêts, et il peut être complètement anéanti par une crise. Si une économie locale sombre dans une dépression totale, personne ne va acheter les terrains dans la zone et les loyers vont chuter. Sur un marché immobilier en déclin, les maisons en excellent état ne sont pas louées parce que ce ne serait pas rentable. Les propriétaires ne peuvent maintenir leurs loyers que s'ils dépensent moins dans l'entretien de leurs biens. Les bâtiments se détériorent. La ville dépense moins pour l'entretien des infrastructures. Quand le marché touche le fond, la ville met la main sur des propriétés abandonnées ou dont les propriétaires ne sont pas en règle avec leurs impôts, et les promoteurs immobiliers achètent des terrains pour trois fois rien et se les gardent sous le coude. Les banques refusent de prêter de l'argent à qui que ce soit pour acheter une maison dans ce quartier. Les problèmes de drogue et de criminalité s'aggravent jusqu'à ce que les personnes restées dans le quartier mendient une quelconque forme de sauvetage. Alors les promoteurs immobiliers peuvent s'installer et commencer leur éternel « recyclage du quartier ».

Le développement et le déclin des quartiers sont tout à la fois des processus automatiques du marché et le résultat d'une action consciente des promoteurs et des urbanistes. Ce sont les mêmes choses qui nous donnent envie de vivre dans un quartier et qui le rendent attractif aux yeux des promoteurs. Le capital se fiche que l'on se sente chez soi quelque part. Ce sentiment est une barrière à l'investissement. Avoir des logements pas chers là où il pourrait y avoir des hôtels de luxe est un usage non compétitif des terrains.

L'investissement dans la construction croît et chute selon le même tempo que l'économie de la ville, du pays et du monde. Les mouvements du capital façonnent notre environnement physique selon les besoins de celui-ci. Que l'économie se développe ou qu'elle décline, c'est sur notre dos qu'elle le fait.



Marché immobilier et marché du travail

*Avec un appartement on peut tuer un homme
aussi facilement qu'avec une hache.*

Heinrich Zille

dessinateur allemand (1858–1929)

NOUS VENDONS notre force de travail sur le marché du travail. Admettons que nous ayions de la chance et que nous trouvions un acheteur : nous allons alors travailler pour un patron. Que nous fabriquions quelque chose, que nous produisions un service que le patron peut vendre ou que nous accélérions la vente de ce que le patron possède déjà, il s'agit de toute façon de la propriété de quelqu'un d'autre. Avec l'argent qu'il se fait, le capitaliste peut à la fois vivre et investir dans les affaires. Nous recevons un salaire et nous achetons ce dont nous avons besoin pour survivre. À la fin de la journée, nous en sommes au même point. Nous cherchons un acheteur pour notre force de travail et le capitaliste cherche des travailleurs à engager. Afin que le capitaliste tire du profit de ce qu'il possède, il faut qu'en face il y ait des travailleurs qui ne possèdent rien. En d'autres termes, cela implique que nous ne possédions rien qui nous permette de vivre : par conséquent, nous sommes contraints de vendre notre force de travail sur le marché.

Pour que ce rapport social soit reproduit, nous devons gagner suffisamment d'argent pour continuer d'aller au travail le matin dans de bonnes dispositions, mais pas trop non plus, pour que notre salaire ne vienne pas grignoter le profit du patron. Plus celui-ci peut tirer nos salaires vers le bas, plus il peut faire de profit. Et plus ses concurrents tirent les salaires de leurs employés vers le bas, plus notre patron subit de pressions qui le forcent à baisser les nôtres. Plus le travail peut être divisé en tâches simples et répétitives, moins les ouvriers ont besoin d'être qualifiés. Moins un poste est qualifié, plus le salaire est bas et plus il y a de personnes en compétition pour ce poste. Plus il y a de chômage, plus il y a de concurrence entre les gens qui veulent travailler, et plus les salaires sont bas.

Nous achetons des logements sur le marché immobilier. Nous y rencontrons différents types

d'hommes d'affaires : des propriétaires, des agents immobiliers et des banques. En général, ils finissent par prendre la plus grosse partie de notre salaire. Le logement, comme toutes les autres choses dont nous avons besoin pour survivre, est une marchandise. Mais à la différence de la plupart des autres marchandises, le droit d'utiliser une maison est quelque chose que nous achetons lentement. Si nous perdons notre travail ou qu'on nous diminue nos heures, nous pouvons rapidement être amenés à ne plus manger dehors et à devoir acheter de la bière de merde. Mais nous ne pouvons pas facilement changer de maison pour une autre un peu plus petite ou un peu plus loin. Payer le loyer ou rembourser des prêts immobiliers est l'une des principales choses qui nous fait aller travailler tous les jours. Le fait que les propriétaires fonciers aient le droit de nous faire payer pour un endroit où vivre se traduit par le fait que nous devons continuer de vendre notre force de travail.

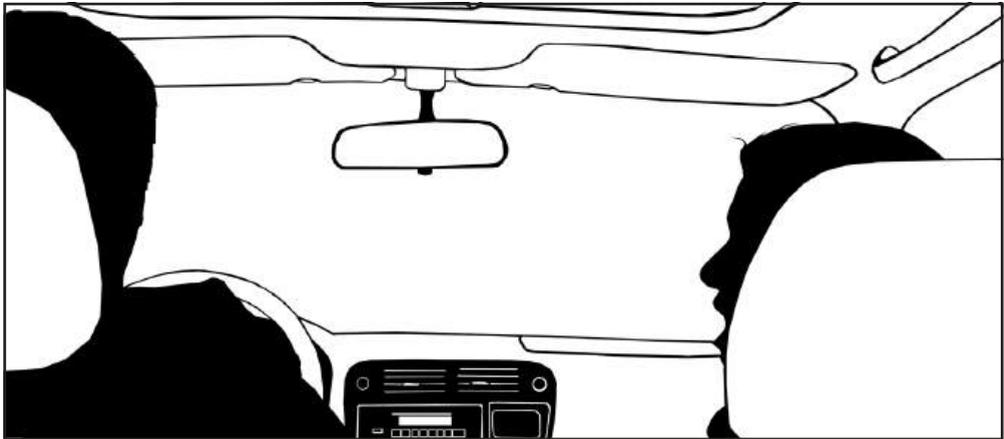
Les prix de l'immobilier incluent les parts de profit qui reviennent aux entreprises de construction, aux agents immobiliers et aux propriétaires fonciers. Tous ont un intérêt à prendre le plus possible de nos salaires. Plus nous payons un loyer élevé, plus le propriétaire gagne d'argent. Plus l'appartement qu'il nous loue est petit, plus il peut louer d'appartements et plus il peut récupérer d'argent. Moins il entretient le logement, plus il gagne d'argent. Moins il y a de lois encadrant les expulsions, plus il est facile pour lui de louer ses logements à celui qui paiera le loyer le plus élevé à tout moment. Et le prix du terrain augmente toujours plus avec la concentration des villes, les nouveaux investissements dans les infrastructures et la spéculation foncière.

La tendance des salaires sur le marché du travail est à la baisse tandis que la tendance des prix du logement sur le marché de l'immobilier à la hausse. Cela signifie que pour tout le monde, à part pour les travailleurs les plus

qualifiés, un fossé se creuse entre la part de salaire que nous pouvons nous permettre d'investir dans un logement et le prix du logement. Le résultat, c'est que nous finissons par vivre dans des maisons complètement bondées, sombres, sans air, humides, moisies, délabrées et infestées de rats, de cafards et de punaises de lit. La charité et le bénévolat des femmes riches, les sermons des experts scientifiques à propos de l'hygiène ou le nouveau design d'un bâtiment d'un architecte progressiste, tout cela ne touche pas au cœur du problème : le marché n'a jamais été capable de fournir des logements décents à la majorité des prolétaires.

ment interprétée comme une attaque contre la propriété en général. Il a fallu des décennies aux gouvernements en Europe et en Amérique du Nord pour intervenir sur les taudis. La bourgeoisie laissait sans problème les ouvriers y mourir de la tuberculose et du rachitisme — appelé à Berlin la « maladie des immeubles » —, tant qu'ils mourraient sans trop de grabuge et qu'ils continuaient à faire suffisamment d'enfants dans leurs taudis pour fournir de la main-d'œuvre.

Mais l'épidémie de choléra des années 1860–1870 ne s'arrêta pas aux quartiers



Mais résoudre la question du logement par la généralisation des taudis peut entraîner des problèmes pour le business. Si les travailleurs manquent de sommeil ou tombent malade à cause de logements surpeuplés et insalubres, ils manqueront des jours de travail, ou ils seront moins productifs. Cela posera problème pour n'importe quelle entreprise dont la main-d'œuvre n'est pas uniquement constituée d'intérimaires. D'une certaine manière, l'économie en général a intérêt à poser des limites au marché de l'immobilier. Alors l'État, en tant que représentant des besoins du capital en général, intervient.

Cependant, une attaque contre les droits d'une catégorie de propriétaires est facile-

ment interprétée comme une attaque contre la propriété en général. Il a fallu des décennies aux gouvernements en Europe et en Amérique du Nord pour intervenir sur les taudis. La bourgeoisie laissait sans problème les ouvriers y mourir de la tuberculose et du rachitisme — appelé à Berlin la « maladie des immeubles » —, tant qu'ils mourraient sans trop de grabuge et qu'ils continuaient à faire suffisamment d'enfants dans leurs taudis pour fournir de la main-d'œuvre.

La lutte autour du logement est en partie une lutte entre les employeurs et les propriétaires fonciers. Ces derniers ont intérêt à ce que le patron nous paie un bon salaire, qu'ils pourront ensuite toucher sous la forme d'un loyer. Ils trouvent toutes sortes de moyens pour nous arnaquer, en nous faisant payer des frais de nettoyage supplémentaires, des



Sur la plupart des lieux de travail, le boulot nécessite que les travailleurs coopèrent. Le travail lui-même nous rassemble les uns les autres. Si nous n'arrivons pas à nous entendre, cela peut être très emmerdant, mais dans le cas contraire, cela peut être le point de départ de notre lutte contre le patron. Dans le quartier c'est différent. Nous pouvons faire connaissance avec quelqu'un qui habite le même immeuble que nous et le saluer quand nous nous croisons dans la rue, mais la sociabilité n'est pas forcée — sauf dans les taudis les plus surpeuplés. La tendance naturelle est à la séparation et à l'isolement, une tendance poussée à l'extrême dans les quartiers de banlieue excéntrés et anxigènes.

Au travail, c'est le temps du patron. Il nous presse, essaie de tirer le plus possible de nous. Quelles que soient nos idées sur le monde, ce que nous mettons en place pour éviter de trop nous fatiguer ou pour éviter de devenir fous va très vite se confronter à la rentabilité de l'entreprise. À la maison, c'est notre propre temps. Le temps passé à faire du porte-à-porte pour distribuer des tracts, ou à protester contre un propriétaire est du temps de loisir en moins. Et souvent, après le boulot, nous sommes trop fatigués pour faire autre chose que boire une bière et écouter de la musique — ou peut-être pour lire un livre militant illustré, qui sait ?

Sur la plupart des lieux de travail, les gens crachent sur leur entreprise. Souvent il s'agit seulement de médire lorsque nous traînons avec les collègues avant, pendant ou après le boulot. Mais parce que les luttes qui naissent dans les quartiers visent directement à casser l'isolement de chacun face à ses problèmes personnels,



la communication, la sociabilité et la communauté que ces dynamiques créent sont forcément reliées à la lutte. Lorsque nous en arrivons au point d'aller frapper délibérément aux portes des autres locataires de l'immeuble pour voir si les propriétaires des autres appartements essaient de les arnaquer comme ils le font pour nous, il n'y a plus de doute, ce n'est pas un prétexte pour parler de la pluie et du beau temps. Le simple fait que les luttes de logement aient besoin de plus de volontarisme pour démarrer peut être un avantage.

De plus, le propriétaire a moins de prises pour briser les velléités d'organisation en amont. Si nous traînons à discuter avec nos collègues, la réponse du patron sera automatique : « Au boulot ! » Mais, étant donné que l'organisation des luttes autour du logement se fait sur notre propre temps libre, ce problème n'existe pas. Et d'ordinaire le propriétaire ne nous surveille pas d'assez près pour déceler qui parle avec qui et l'empêcher.

Quand nous agissons, militons et nous organisons ensemble, nous pouvons changer le rapport de force. Nous pouvons obtenir une augmentation de nos salaires pendant que les loyers, eux, restent les mêmes, ou bien obliger le propriétaire à nous fournir un meilleur logement pour le même prix. Nous pouvons augmenter la valeur de notre travail, comme nous pouvons améliorer nos standards de vie.

Mais le niveau de vie basique de la classe ouvrière est sans arrêt menacé. Sa définition varie selon le lieu et le moment, mais quel qu'il soit, il est constamment mis à mal par l'action combinée du marché de l'immobilier et du marché du travail. Aujourd'hui, les appartements en sous-sol hors de prix, moisés et infestés de cafards peuvent très bien disposer de micro-ondes et d'une connexion Internet très haut débit.



Prolétaires / Propriétaires

*Un homme qui possède sa propre maison
et son terrain ne peut être communiste.*

William Levitt

promoteur immobilier américain (1907–1994)

IL DEVIENT évident que les coûts du logement et les salaires sont les deux éléments du même équilibre du pouvoir entre les classes lorsque propriétaire et employeur sont une seule et même personne. Les entreprises peuvent être amenées à fournir un logement à leurs travailleurs parce qu'elles sont situées dans des endroits isolés, parce qu'elles recrutent des étrangers pour des contrats temporaires, parce qu'elles veulent contrôler les prix de l'immobilier ou parce qu'elles veulent exercer plus de contrôle sur la main-d'œuvre. Que le loyer soit prélevé avant ou après la paye, le rapport est clair, et en général le contrat de travail précise en même temps le salaire et le loyer.

Le logement d'entreprise n'est pas en soi une solution aux problèmes causés par l'interaction entre marché immobilier et marché du travail. Soit le logement d'entreprise est tout aussi hors de prix que les autres logements que l'on trouve de toute façon dans la région, soit le business de logements de l'entreprise opère à un taux de profit non concurrentiel, auquel cas il est compensé par l'activité principale de l'entreprise. Souvent, les entreprises contournent ce problème en ne fournissant des logements qu'aux travailleurs hautement qualifiés, dont les salaires sont suffisamment hauts pour se permettre de toute façon de se payer

un logement décent, et en laissant le reste des travailleurs à la merci du marché immobilier.

Les travailleurs habitant les logements fournis par l'employeur — de même que les travailleurs dépendant de la mutuelle fournie par celui-ci — sont doublement liés à l'entreprise. Si nous démissionnons ou si nous faisons grève, non seulement nous ne serons pas payés, mais en plus nous serons expulsés. Cela réduit le *turnover* des employés et exerce une pression plus forte sur eux pour qu'ils se tiennent à carreau. Parfois, les entreprises utilisent ce double pouvoir pour contrôler les débordements, renvoyer et expulser les meneurs, les communistes ou autres potentiels fauteurs de troubles. Du point de vue du patron, les logements d'entreprise ont leurs avantages, mais gérer un business de logements en parallèle de l'activité principale peut être compliqué. Très souvent, les employeurs ne s'embêtent pas à fournir des logements à leurs employés.

Lorsque les travailleurs louent leur logement à un propriétaire privé, la relation de classe est la même, nous avons juste affaire à deux catégories de capitalistes. Pour le bailleur, le logement, c'est son business, et il veut le rentabiliser au maximum. Le propriétaire voit la valeur de la maison. Ce que nous nous voyons de la maison, c'est la manière dont elle peut



être utilisée. Peu nous importe ce qu'elle vaut : nous voulons un abri, de l'intimité, un endroit pour dormir et manger. Si les prix de l'immobilier augmentent dans le quartier, le propriétaire va augmenter le loyer. En même temps qu'il essaiera de tirer le plus possible de son investissement, il appliquera les mouvements du marché immobilier sur notre dos.

Soit le propriétaire est directement en contact avec nous, soit il passe par une entreprise de gestion immobilière. Cette dernière tient le bailleur à l'écart des problèmes avec les locataires, mais elle prend également une part du profit. Alors, souvent, le propriétaire accorde un des appartements de son immeuble gratuitement à une concierge qui est en charge de collecter les loyers et de faire les réparations. En général, la concierge travaille à mi-temps pour le propriétaire et cumule un autre emploi à temps partiel. Elle est dans une position contradictoire : elle se bat sûrement pour survivre, mais elle se comporte aussi comme l'agent du propriétaire, tandis qu'il essaie de tirer le plus possible de son investissement.

Si les petits patrons sont souvent pires que les gros, c'est parce que les grosses entreprises opèrent sur une échelle qui leur permet d'utiliser les machines les plus sophistiquées et de produire plus efficacement, tandis que les petits patrons doivent compenser le manque de rendement en nous pressurant plus encore. D'autre part, il y a plus de chances qu'un petit propriétaire habite à côté de ses propriétés et qu'il vienne fureter chez nous ou nous espionner. Mais, les petits propriétaires ont aussi des avantages, parce qu'ils préfèrent minimiser le *turnover* des locataires plutôt qu'augmenter les loyers. S'ils les augmentent d'un coup, répercutant les variations du marché immobilier, ils risquent de voir les locataires quitter les lieux et de laisser leurs appartements vides pendant un mois ou deux. Or la balance entre le bénéfice généré par l'augmentation du loyer et le risque d'avoir un logement vacant est beaucoup plus

problématique pour le propriétaire qui loue trois ou quatre appartements que pour le propriétaire qui en loue trois ou quatre cents.

Mais dans un cas comme dans l'autre, pour le travailleur qui est aussi locataire, il est tout aussi probable d'entrer en conflit avec le bailleur qu'avec le patron. Et ce n'est pas pour rien que les marchands de sommeil ont une image diabolique dans l'imaginaire populaire.

L'offre de logements locatifs est très large, avec différents niveaux de sécurité. Le bas de gamme est destiné aux travailleurs non qualifiés, sans emploi fixe, travaillant à la journée, intérimaires ou vivant des allocations. Les franges les plus pauvres de la classe ouvrière ne peuvent pas se permettre de payer les cautions et sont perçues comme risquées par les propriétaires : elles sont alors parfois tenues de payer un loyer à la semaine. Ces chambres à la semaine ou au mois sont souvent en très mauvais état, et les travailleurs qui y vivent se retrouvent à payer des loyers plus élevés que les travailleurs qui vivent dans des logements moins précaires. L'extrême pauvreté est extrêmement rentable.

Même si les propriétaires ne sont pas spécialement inquiets que leurs locataires s'en aillent au milieu de la nuit pour éviter de payer le loyer, ils vont vouloir louer leur logement au profil le moins risqué. Il se peut qu'ils exigent des justificatifs de salaires, des relevés de comptes ou des lettres d'anciens propriétaires. La plupart du temps, quand nous visitons un appartement, nous devons avoir l'air le plus « classe moyenne » possible, parce que nous savons que nous sommes sujets aux préjugés — rationnels ou irrationnels — du propriétaire sur ce qui différencie un bon d'un mauvais locataire. Quand plusieurs personnes veulent habiter ensemble et partager un appartement, c'est la personne avec le métier le plus convenable, le plus respectable, qui ira rencontrer le propriétaire et signer le bail.



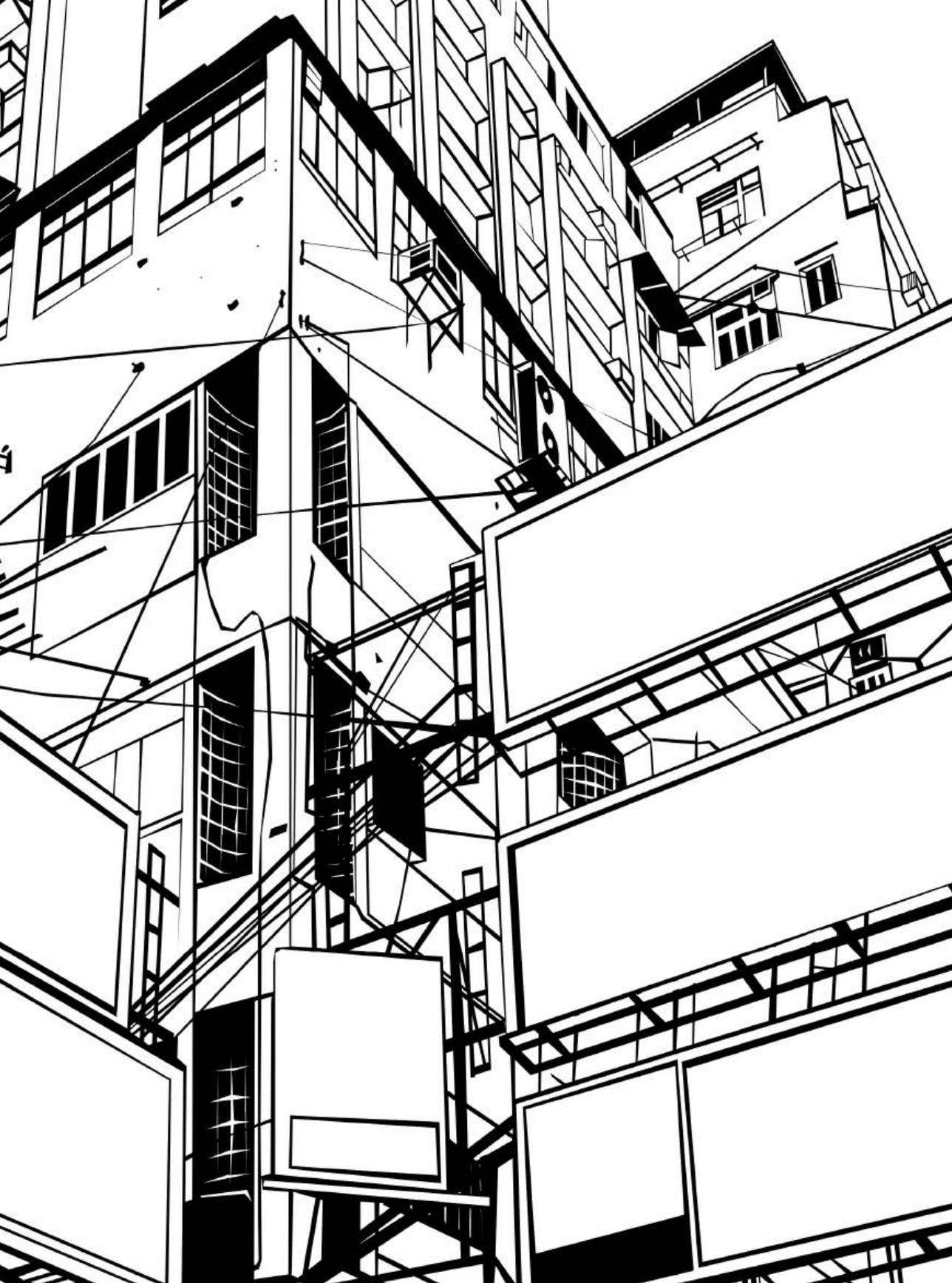
nous sommes à la merci du marché du travail local. Nous pouvons difficilement déménager dans une autre ville où les salaires sont plus élevés. Lorsque Elbert Gary, le président de la US Steel Corporation, a fondé en 1906 la ville de Gary, dans l'Indiana, comme nouveau site pour son usine métallurgique, l'entreprise a vendu des maisons à ses propres ouvriers qualifiés en dessous des prix du marché et avec des prêts immobiliers à taux bas. L'idée affichée était de retenir les travailleurs dans la ville, de les garder attachés à l'entreprise et de les empêcher de causer des problèmes.

Si le propriétaire connaît une plus grande sécurité que le locataire, certains aspects de sa situation peuvent être tout aussi problématiques. Dans les zones rurales, même les plus pauvres possèdent souvent leurs propres maisons, cabanes ou caravanes. Qu'elles soient louées ou achetées, les maisons des ouvriers sont toujours celles qui sont construites sur une décharge, ou sous le vent d'une raffinerie ou d'une usine chimique. Travailler tout le temps et se battre pour rembourser le prêt, ce n'est pas forcément mieux que travailler tout le temps et se battre pour payer le loyer. Et ne pas rembourser le prêt entraîne une saisie, tout comme ne pas payer le loyer entraîne une expulsion. Quand les prix des terrains augmentent rapidement, le propriétaire trouvera que l'investissement personnel sert plus ses intérêts qu'une action collective. Malgré cela, une augmentation rapide du prix du terrain implique aussi une augmentation rapide des taxes, ce qui exerce une pression sur le propriétaire pour qu'il vende et déménage et que le terrain soit utilisé d'une manière plus rentable. Quand la bulle spéculative éclate, les économies des propriétaires sont balayées,

comme l'est l'image qu'ils ont d'eux-mêmes en tant que classe moyenne.

D'un côté, la propriété du logement et des boulots qualifiés créent une classe moyenne séparée du reste des travailleurs. À l'opposé, les habitants des taudis ou des cités, les gens qui vivent à la rue, les immigrés confrontés au racisme, constituent une sous-classe à part. Vivre à la rue, c'est bien plus que le simple fait de ne pas avoir de maison : c'est être exclu, à peine considéré comme un membre





de la société capitaliste, un clochard, un zonard, un miséreux. Sans adresse fixe, il est difficile de trouver un boulot ou de toucher un chèque d'allocations chômage. Cela implique de vivre dehors, de dormir sur les bancs des parcs et dans les allées et d'être constamment harcelé par la police.

Les gens à la rue — tout comme ceux qui sont au chômage — ne sont pas un dysfonctionnement du système. C'est ainsi que le système fonctionne. C'est d'abord une simple question d'offre et de demande : les maisons ne sont pas louées à des gens qui n'ont pas assez d'argent pour les payer. Plus important : la présence de personnes sans domicile est un rappel constant pour le reste du prolétariat que la situation pourrait être bien pire.

Tant que le rapport de force ne penche pas davantage en notre faveur, les logements sociaux sont spécialement étudiés pour ne pas interférer avec cette fonction de l'extrême pauvreté. Les foyers d'hébergement d'urgence ont des couvre-feux, des règles restrictives et offrent très peu d'intimité. L'aide au logement accordée par le gouvernement est souvent supprimée si le propriétaire se plaint de son locataire. Le logement public se dégrade et il est même parfois dangereux. Comme les asiles de nuit du XIX^e siècle, il faut qu'il soit triste, humiliant, dégradant, et pas qu'il soulage les souffrances. Dans ce contexte, le travailleur social qui attire l'attention sur la condition des pauvres renforce autant le contrôle social qu'il n'améliore les choses. Un système de logements publics qui procurerait des maisons et qui serait facilement accessible aux gens dans le besoin serait un système de logements publics dysfonctionnel.

Les maisons restent vides et les terrains sont laissés à l'abandon parce qu'ils ne peuvent être valorisés de manière rentable. Dans le même temps, des gens n'ont pas de maison et se partagent des logements surpeuplés. Le

droit d'utiliser une maison comme abri n'est pas accordé, parce qu'il n'est pas conciliable avec le droit d'en tirer profit.

Dans cette situation, une des réponses évidentes est d'enfreindre la loi : squatter.

On s'introduit dans des bâtiments abandonnés, on les retape, on rétablit illégalement l'eau et l'électricité. La réaction naturelle du propriétaire sera d'appeler la police pour nous faire expulser, et rétablir le lien entre l'utilisation et la rentabilité de la maison. S'il ne se rend pas compte que nous sommes là, ou s'il n'y a aucun moyen pour que la maison puisse générer un profit dans les mois qui viennent, le propriétaire n'ira pas forcément au conflit avec nous pour nous virer, et nous pourrions vivre dans un logement squatté pendant une longue période. Sur des terrains



vierges appartenant à la collectivité publique, s'il y a une pression forte sur celle-ci, squatter peut devenir suffisamment tranquille pour que les gens construisent eux-mêmes leur maison sur ces terrains. Tolérer un usage répandu du squat est même un programme de logement social utilisé par les gouvernements, de Mumbai à Manille, de Mexico au Caire et du Cap à Caracas, un programme de logement indirect qui peut être supprimé à tout moment.

Ce n'est pas seulement à cause de la dissuasion gouvernementale que les terrains et les maisons sont utilisés uniquement dans le but de générer du profit. Les maisons sont des marchandises, elles ont de la valeur, elles sont achetées, vendues, louées, échangées et

font partie de l'économie. Le gouvernement pacifie, arbitre, défend la propriété privée, garantit les contrats et soutient l'économie. Mais l'économie est l'expression d'un rapport social aliéné. Quand un endroit squatté perdure et qu'il apparaît que le gouvernement, propriétaire officiel du terrain, n'est pas près de réaffirmer son droit de propriété, les gens qui habitent sur le terrain risquent de commencer à se comporter comme des propriétaires. Les maisons seront achetées et vendues. Le logement locatif réapparaîtra. Un marché noir du logement se développera. Sur le marché noir, les titres de propriété ne sont pas reconnus par l'État. Ils nécessitent une structure semi-étatique ou infra-étatique pour être encadrés et pour maintenir l'équilibre. Gangs, mafias, milices, partis politiques, confréries, mouvements religieux s'approprient ce rôle. Les classes et la propriété privée existent par-delà la légalité.

Dans les cités ouvrières et autres « villes-entreprises »⁴ de la fin du XIX^e siècle, l'ouvrier qualifié obtenait des prêts de la part de l'entreprise pour acheter une maison construite par celle-ci. Le travailleur non qualifié vivait, lui, à l'extérieur de la ville, louait un taudis à un bailleur privé ou vivait dans une tente ou une cabane. Tous deux travaillaient pour l'entreprise, à des postes différents. La division du travail et les différences de logement

se renforçaient mutuellement et créaient des divisions entre les travailleurs. Les deux travailleurs se rendaient au travail en arpentant des rues construites par l'entreprise, allaient à l'église construite par l'entreprise, consultaient le docteur de l'entreprise, achetaient de la nourriture au magasin de l'entreprise, empruntaient des livres à la bibliothèque de l'entreprise, allaient voir des spectacles programmés par le théâtre de l'entreprise, lisaient les journaux fondés avec l'argent de l'entreprise et donnant le point de vue de l'entreprise. Et s'ils se mettaient en grève, ils se faisaient tous deux tabasser ou tuer par la police privée de l'entreprise.

Aujourd'hui, le travailleur qui se fait crier dessus par le contremaître et qui se bat pour rembourser son prêt a presque toujours un patron différent de la travailleuse qui se fait crier dessus par les clients et qui se bat pour payer son loyer. Mais les divisions sur le marché du travail et celles sur le marché du logement continuent de se renforcer mutuellement. Aujourd'hui, ce sont certes plusieurs entreprises différentes qui nous vendent tout un éventail de possibilités de consommer journaux, nourriture, transports pour aller au travail, religion, divertissement... Mais les deux pendants du rapport de classe sur lequel la société capitaliste est bâtie sont les mêmes qu'au XIX^e siècle. Toute ville est une ville-entreprise.

4. Aux États-Unis, les *company town* (villes-entreprises), comme celle de Gary évoquée plus haut, étaient des cités industrielles fondées et contrôlées par une entreprise unique, qui disposait d'un monopole de fait sur l'emploi, le logement, les magasins, l'éducation, etc.





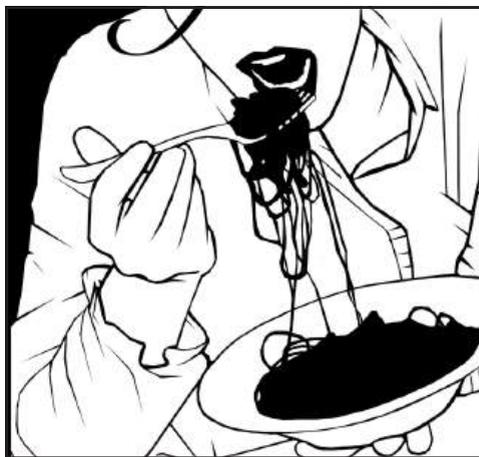
La place d'une femme

*Je suis une merveilleuse femme au foyer, à chaque fois
que je quitte un homme, je garde sa maison.*

Zsa Zsa Gabor

actrice américaine (1917 – 2016)

DANS UNE société capitaliste, toutes les relations ne sont pas des relations liées à la valeur. La fabrication et la vente de marchandises présupposent des rapports qui n'ont pas grand-chose à voir avec la production marchande, et qui interagissent avec celle-ci. L'économie se développe au-dessus de toutes ces relations, crée le contexte dans lequel elles évoluent et exerce une pression pour qu'elles se développent d'une certaine manière. La maison est un endroit central où ces types de relations se rencontrent.



Dans l'Europe médiévale, « la maison », en tant qu'unité domestique et économique, était une structure très différente du foyer d'aujourd'hui. La plupart des gens étaient de petits paysans qui vivaient sur ou à côté des terres agricoles à partir desquelles ils produisaient une grande partie de ce dont ils avaient besoin à la maison. Les artisans des villes vivaient pour beaucoup au-dessus de leur commerce. L'apprenti vivait avec le compagnon, ou bien ils vivaient tous les deux au sein du foyer des maîtres artisans. Et les « maisons » aristocratiques étaient encore plus grandes. Elles étaient basées autour d'une famille noble, mais incluaient aussi les cuisiniers, les blanchisseuses, les palefreniers, les bonnes et de nombreux domestiques qui logeaient sur place, en tant que membres de la maison. Il y avait un marché, de l'argent emprunté, des marchands, et le travail était parfois fait en échange d'un salaire. Mais la production n'était pas captée par un marché général en vue de l'échange. Le foyer était l'unité sociale de base de la production. La maison et le lieu de travail étaient la plupart du temps confondus.

L'Europe médiévale était patriarcale. Les hommes étaient les chefs de maisons, responsables de la maison, et les femmes possédaient très peu de choses, elles n'avaient pas de patrimoine ni d'autres droits légaux. Malgré cela, la maison était au cœur de la

production, les femmes participaient à l'activité productive. Les femmes aristocrates étaient, la plupart du temps, sous l'autorité de leurs maris et de leurs pères. Elles étaient parfois mariées pour des enjeux politiques mais elles avaient aussi un rôle central dans l'organisation de la maison et la gestion des domestiques. Les femmes et les filles des artisans étaient généralement exclues des corporations, mais il était admis qu'elles participent au commerce exercé par leur foyer — et parfois les femmes prenaient même la totalité du commerce en charge si leur mari venait à mourir. Les femmes paysannes n'effectuaient peut-être pas le travail difficile aux champs, mais elles étaient responsables d'autres tâches comme s'occuper du potager, des plantes aromatiques et de la volaille, tondre les moutons, traire les vaches ou les chèvres, faire le beurre, le fromage ou le pain, brasser la bière, fabriquer et raccommoder les vêtements et transporter le surplus au marché. Le travail des femmes venait compléter et soutenir l'activité productive d'un foyer.

À mesure que le mode de production capitaliste s'est développé, tout cela a changé. De plus en plus de choses ont été fabriquées à l'extérieur de la maison. À la place des paysannes utilisant le rouet à la maison, ou des tisseurs utilisant des métiers à tisser dans l'atelier familial, le processus de fabrication de vêtements s'est divisé en différentes étapes,





chacune réalisée par différents ouvriers dans une usine utilisant des métiers à tisser mécaniques — hydrauliques, puis à vapeur. La production devenait de plus en plus une production pour le marché : une production de valeur. Les relations de classe traditionnelles entre les paysans ou les domestiques et leur seigneur, ou entre les apprentis, les compagnons et leur maître artisan se dégradèrent à mesure que le marché se développait. L'activité productive était de plus en plus disjointe de toute autre forme d'activité et, partout, la force de travail devenait une marchandise. Une nouvelle relation de classe était née : la relation entre les salariés et les capitalistes. Partout où il s'imposait, le capitalisme créait ces mêmes relations. Le travail s'éloignait du reste de la vie, dans le temps et dans l'espace. Les personnes avec qui vous dînez n'étaient plus celles avec qui vous travaillez, et ces deux activités se déroulaient dans des endroits de plus en plus distants l'un de l'autre.

En séparant le lieu de travail du lieu de vie, le capitalisme inventa les déplacements pendulaires entre les deux espaces. À mesure que les prix de l'immobilier augmentaient dans les zones récemment industrialisées, les travailleurs étaient obligés de parcourir à pied des

distances de plus en plus longues. Les premiers logements d'entreprise furent une réponse à cela. Logés dans des terrains autour des usines, les travailleurs pouvaient passer plus de temps à travailler et moins de temps à marcher pour aller au travail. Puis des systèmes de transport de masse subventionnés par l'État furent créés, des tramways et des métros emmenant rapidement les salariés de la maison au travail, puis les ramenant chez eux. Cela réduisit le nombre de logements payés par l'entreprise et augmenta la distance entre le logement et le lieu de travail. La production de masse d'automobiles individuelles accentua encore ce phénomène.

Les femmes des civilisations occidentales n'ont jamais eu une place égale aux hommes dans la société. Pendant des milliers d'années, la place d'une femme était à la maison. Toutefois, tant que les unités de base de la production de la société étaient les foyers, les femmes participaient à la production et les inégalités étaient quelque peu amoindries. Au fur et à mesure que les choses furent produites à l'extérieur de la maison, les entreprises capitalistes remplacèrent le foyer en tant qu'unité de base de la production. Le foyer se vida. Une frontière stricte entre travail et travail



domestique se développa et un nouveau foyer capitaliste commença à prendre forme. Dans la mesure où les femmes étaient coincées à la maison et qu'elles ne participaient pas au travail salarié ou à la gestion des affaires, elles furent de plus en plus isolées, défavorisées et coupées de la vie publique.

Le foyer capitaliste est une unité de consommation. Les marchandises qui sont produites et achetées ailleurs sont ramenées au sein du foyer pour y être consommées. Et la maison est elle-même une marchandise consommée collectivement par le foyer. Le travail domestique a beau être individuel, solitaire, dur, fatigant, il est aussi direct. Lorsqu'on prépare à manger pour la famille, le repas va directement de ceux qui l'ont préparée à ceux qui en ont besoin, sans avoir besoin d'être échangé. Ce repas n'a pas de valeur. La cuisine, le ménage, la vaisselle, la lessive sont faits pour ce qu'ils produisent et non dans l'optique de générer une plus-value et un profit. Servir à manger à des invités revient à servir de la nourriture aux clients d'un restaurant, mais seulement du point de vue le plus superficiel, de la même façon que tricoter une paire de chaussettes pour un des membres de la famille pourrait se comparer à travailler dans une

usine de chaussettes. Le travail domestique est, par définition, improductif dans un système capitaliste. Il n'est pas producteur de valeur et personne n'en tire de profit.

Le capitalisme crée des divisions entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre le travail qualifié et le travail non qualifié, entre les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services, entre le travail et les activités non rémunérées. Ces divisions du travail entrent en interaction avec toutes les autres divisions qui existent déjà au sein de la société, et différents métiers sont associés à différents types de personnes selon le sexe, l'origine ethnique, le statut migratoire, etc. Cela crée des comportements de supériorité et de peur, ou de rancune et de colère, qui montent les salariés les uns contre les autres. Dans la mesure où être une femme signifie rester à la maison et être spécialisée dans le travail non rémunéré, le fossé entre la maison et le travail est la base des inégalités. Plus l'activité quitte le foyer, plus le fait d'être isolée à la maison devient écrasant et oppressant.

Comme la plupart des idéaux qui existent dans la société capitaliste, les valeurs de la famille « traditionnelle » sont constamment mis

à mal par la circulation de valeur. Dans une société capitaliste, la vie de famille coûte cher. Pour une famille médiévale, plus il y avait d'enfants, plus il y avait de bras pour aider à la ferme. Mais un travailleur salarié ne peut pas amener ses enfants sur son lieu de travail pour partager avec eux le travail qu'il a à faire. Pour les travailleurs modernes, les enfants et les femmes au foyer sont des bouches en plus à nourrir. Les gars qui cumulent trois emplois et qui sont toujours à la recherche d'extras sont inmanquablement ceux qui ont une grande famille. Subvenir aux besoins d'une femme au foyer à plein temps est en quelque sorte un luxe, et plus les revenus sont bas, moins cela devient possible. Les bas salaires et les longues journées de travail peuvent facilement faire exploser un ménage. Et les parents les plus pauvres, sans domicile, peuvent parfois se voir retirer la garde de leurs enfants par les services sociaux du gouvernement pour de seuls motifs économiques. Les valeurs de la famille « traditionnelle » font perdurer les inégalités, mais elles sont populaires justement parce qu'elles sont sans arrêt attaquées par le capital.

Désormais, l'autorité du chef de famille n'est plus essentielle au système. Maintenant, ce sont les ouvriers qui ont besoin d'être contrôlés sur leur lieu de travail. Une femme riche et une femme pauvre peuvent toutes deux souffrir de l'isolement et de l'exclusion, mais ça n'en fait pas des sœurs pour autant. Les femmes de la classe ouvrière ont toujours été obligées de travailler — occupant souvent des emplois sous-payés tout en ayant la responsabilité du travail domestique en même temps. Pour les riches, le travail domestique peut être délégué à une aide ménagère. Ce ne sont pas les mêmes choses qui améliorent la situation de la femme d'affaires d'un côté, et de l'ouvrière de l'autre. Seule une féministe à l'esprit étroit pourrait penser qu'une augmentation du nombre de femmes PDG et de politiciennes puisse représenter un quelconque progrès pour

les femmes qui travaillent. Manquer de poids dans l'organisation de l'exploitation ou être exploitée pour un bas salaire sont deux formes d'exclusion différentes. Margaret Thatcher n'a pas été une avancée pour les travailleuses anglaises.

Le marché doit continuer de se développer. Les relations directes doivent être marchandisées. Une femme au foyer qui faisait elle-même son pain aura davantage tendance à l'acheter à la boulangerie. Des haricots en boîtes, plus chers, remplacent les demi-secs qui ont besoin de plusieurs heures de cuisson. Avec les restaurants, le fait de cuisiner est complètement déplacé à l'extérieur de la maison. Ce qui était du travail domestique est maintenant le travail de quelqu'un d'autre. Le travail productif est du travail qui crée de la plus-value pour un patron, et il y a une pression constante pour que tout soit rendu productif. Les gens ne naissent ni ne meurent plus chez eux, sauf accidentellement. À part quelques hippies excentriques et des fondamentalistes religieux, plus personne n'éduque ses enfants à la maison. Lorsque le travail revient dans la maison, c'est une invasion. La femme qui assemble des jouets en plastique pour un salaire à la pièce pendant qu'elle surveille ses enfants ou la travailleuse du sexe sur Internet qui installe une caméra dans sa chambre ne font pas du travail domestique.

Critiquer les relations marchandes en les opposant aux rapports sains qui existerait au sein du foyer est incohérent. La vie privée, l'intimité et l'isolement du foyer n'existent qu'en contraste avec la sphère publique et impersonnelle du marché. Lorsque nous commençons à nous battre pour nos propres intérêts de classe, nous entrons en conflit avec ces deux mondes.





Communauté et marchandises

*En gros, je suis pour tout ce qui peut aider à passer la nuit.
Une prière, une boîte de calmants ou une bouteille de Jack Daniels.*

Frank Sinatra

chanteur américain (1915–1988)

LORSQU'ON SE promène à pied ou en voiture dans un quartier, on peut déjà s'en faire une certaine idée. La largeur des rues, la circulation sur les trottoirs, le brouhaha d'une circulation importante, les types d'arbres, les immeubles et les voitures, le style vestimentaire des gens dans la rue, les commerces, les restaurants, les cafés, le climat, l'affichage publicitaire, les graffitis, les affiches placardées à la colle artisanale, les langues parlées, la manière dont les gens vous regardent lorsque vous les croisez dans la rue, l'odeur de la boulangerie mélangée à celle des vapeurs d'essence, la musique qui s'échappe des voitures qui passent ou que font les musiciens de rue : tout cela cristallise une certaine image de l'identité d'un quartier. L'endroit où l'on vit peut être tout aussi important dans la manière dont on se voit soi-même que le type de travail que l'on exerce.

Mais vivre les uns à côté des autres ne produit pas forcément une communauté. À moins qu'il existe des relations directes, nous serons tout aussi isolés des personnes qui habitent juste à côté de chez nous, qui marchent dans la rue ou qui passent devant en voiture, que des personnes qui vivent à l'autre bout du monde.

Nous entrons bel et bien en contact avec des gens tous les jours dans le quartier, mais uniquement de manière marchande. Nous échangeons des bonjours en même temps que nous échangeons de l'argent contre des marchandises. La relation n'apparaît que comme un détail de l'acte d'échange. Ce que nous faisons le plus, c'est travailler. Et le travail de différentes personnes n'est connecté qu'à travers l'échange de marchandises. Les activités spécifiques que nous exerçons au travail perdent l'essentiel de leur sens et deviennent simplement du travail qui aide le capital de nos patrons à se développer. Il est tout à fait évident que la fille qui travaille au café ne s'intéresse avec enthousiasme à notre journée que parce que c'est la politique de l'établissement. Même les amicales conversations quotidiennes que nous avons avec le type qui travaille au rayon traiteur de l'épicerie du coin n'existeraient plus si l'épicerie située un peu plus loin commençait à vendre son fromage moins cher.

À mesure que les activités se retrouvent à l'extérieur de la maison, elles deviennent des marchandises. De plus en plus souvent, le contact avec les gens en général se fait



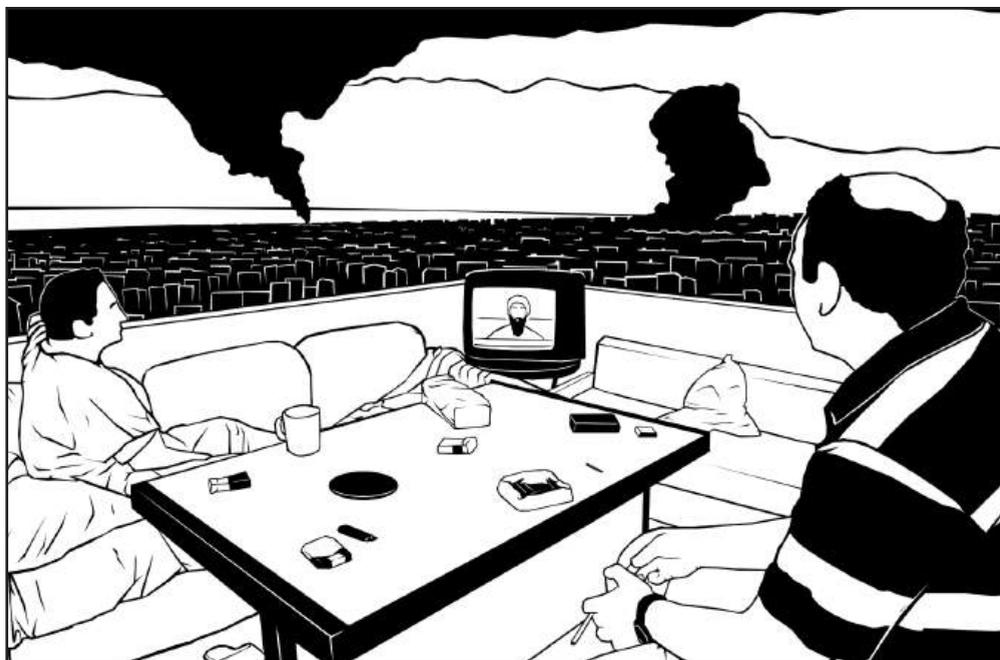


à travers l'échange de marchandises. Nous leur parlons pendant qu'ils sont en train de travailler et que nous leur achetons quelque chose — ou l'inverse. Pour quelqu'un qui travaille dans un magasin, le contact avec les clients fait partie du travail. C'est une manière de gagner de l'argent pour survivre, et non quelque chose d'intéressant en soi. Pour les clients, le magasin est un endroit où acheter ce dont ils ont besoin. L'échange de marchandises tend à engendrer séparation, fragmentation, isolement et solitude. Cette destruction de la communauté affecte les riches comme les pauvres. La différence, c'est que les riches pensent parfois qu'ils peuvent y échapper avec leur argent. Ils vont interpréter les minauderies de la serveuse comme quelque chose d'autre qu'une simple tentative d'augmenter ses pourboires. Ils vont penser qu'une barmaid ou une femme de ménage qui leur parle est leur amie. Ils vont se payer une *lap dance* dans une salle privée à l'arrière d'un club de strip-tease, et finiront en larmes dans les bras de la strip-teaseuse.

La force centrifuge des sociétés de marché est terrible et elle crée un désir intense pour

une forme quelconque de communauté. Et tout désir intense est une bonne opportunité marketing. Aujourd'hui, on appelle tout « communauté » : « la communauté noire », « la communauté des immigrés », « la communauté homosexuelle », « la communauté des handicapés », « la communauté de la finance », « la communauté du café équitable », « la communauté anarchiste ». Peu importe que les personnes qui composent la communauté n'aient souvent aucune relation les unes avec les autres. Puisque le capital ne peut créer de vraie communauté, il en crée de fictives. Mais faire partie d'une communauté fictive ne rend pas une personne moins isolée. Le besoin pour une quelconque forme de communauté est toujours là.

C'est le véritable fondement de la religion sous le capitalisme. Personne n'a jamais trouvé le Seigneur après avoir été convaincu par des arguments rationnels que le concept de l'évolution est faux et que la Terre n'a que 6 000 ans. La critique purement rationnelle de la religion est inévitablement élitiste, parce que la religion est une question de communauté, pas de rationalité. Pour les personnes isolées à la maison



ou regroupées au travail sous le contrôle du patron, les activités à l'église, à la mosquée ou au temple sont une opportunité pour appartenir à une communauté plus grande. Des forêts des Appalaches aux banlieues de Beyrouth, les organisations religieuses permettent des relations sociales directes à l'extérieur du travail. Ces communautés sont contrôlées par des leaders religieux, mais elles sont très différentes de la dictature au travail. C'est précisément parce que les forces du marché ébranlent et attaquent constamment les relations sociales directes que la religion est si populaire.

Les gens qui vont à l'église du quartier ont des relations directes les uns avec les autres. Tout comme ceux qui se rencontrent régulièrement au parc pour jouer au football ou aux échecs. L'image d'une communauté de quartier est bâtie sur ces relations réelles. Elle est issue d'une histoire, d'une architecture, d'un ressenti réels mais, à mesure qu'elle devient officiellement reconnue, elle devient un stéréotype d'elle-même et elle est imposée à la communauté.

L'image du quartier peut être utilisée — par les politiciens de droite comme de gauche — contre toute nouvelle personne qui s'installe dans le quartier et qui pourrait ne pas s'intégrer aux différentes communautés existantes (et ébranlerait l'autorité des « leaders communautaires⁵ » traditionnels). La gentrification peut être reprochée aux gays à San Francisco, aux Blancs à Philadelphie et aux anglophones à Montréal. La chute des prix de l'immobilier peut être reprochée aux Noirs, aux immigrés et aux personnes vivant dans les logements sociaux. Tout cela est efficace pour nous dresser les uns contre les autres, mais en revanche ça ne l'est pas pour ce qui est d'empêcher l'âme d'un quartier de changer.

Un quartier ne peut continuer d'exister sous une forme donnée que dans le cadre des interactions entre le marché immobilier, le marché du travail, les politiques de développement du gouvernement local et les mouvements de capitaux sur les marchés financiers. S'il y a un

5. Aux États-Unis, les communautés locales, ethniques ou autres, sont censées être représentées par des *community leaders* en vue de défendre leurs intérêts et servir d'interlocuteurs aux autorités.



quelconque changement dans ces variables et qu'une utilisation différente du quartier est potentiellement plus rentable, ou que l'utilisation actuelle du quartier cesse d'être rentable, il va commencer à se développer ou à déperir. Il peut conserver l'image qu'il a de lui-même, mais sa réalité doit changer.

À un moment donné, l'image de la communauté du quartier devient une simple publicité dans la propagande qui vise les touristes. Les communautés vraies, authentiques, traditionnelles sont des marchandises précieuses, mais en étant utilisées pour être vendues, elles perdent de leur réalité et de leur authenticité.

Le contrôle réel qu'exercent les leaders religieux ou autres leaders communautaires renforce et donne de la réalité à la communauté fictive du quartier. Dans les villes, les politiciens, pour réussir, construisent leur carrière en entretenant des relations avec les leaders communautaires dans chaque quartier. Tous les quartiers, comme tous les pays, sont un ensemble de conflits d'intérêts. Les personnes qui travaillent au café du coin n'ont pas les

mêmes intérêts que le patron du café. Les personnes qui vont à la soupe populaire de l'église du quartier n'ont pas les mêmes intérêts que les politiciens qui la financent. Lorsque nous commençons à nous battre pour nos intérêts, nous entrons rapidement en conflit avec les leaders de la plupart des communautés, réelles et fictives, qui existent dans le quartier.

Qu'il soit investi dans la construction de maisons ou dans d'autres marchandises, le capital a besoin de se déplacer et de se développer. L'entrepreneur, le sous-traitant, l'investisseur, le propriétaire, le gérant de l'épicerie du coin, le propriétaire du bar : tous ont besoin de tirer le plus de profit possible de leur affaire. Cela veut dire nous pressurer, nous exploiter, nous arnaquer, grignoter le plus possible de notre temps. Le travail mort doit continuer d'être accumulé, et il ne peut l'être qu'à nos dépens.

C'est ainsi que sont les choses.



*C'est parce que les choses
sont comme elles sont que
les choses ne resteront pas
comme elles sont.*

Bertolt Brecht
dramaturge allemand (1898–1956)



**AVANCER,
RECULER...
OU TOUT CASSER**



Notes sur la lutte des classes

Je peux subir l'influence de ce qui m'apparaît être justice et bon sens, mais dans la guerre de classe je me range du côté de la bourgeoisie éduquée.

John Maynard Keynes
économiste britannique (1883–1946)



vite. Quand il y a une grève ou un conflit, le manager, le contremaître et le superviseur, qui sont payés seulement un peu plus que les autres employés, doivent choisir leur camp. Les chauffeurs de taxis ou de camions, les infirmières, qui sont appelés des « travailleurs indépendants », se mettent en grève. Le policier avec qui on a eu une conversation amicale au bar est amené à expulser les squatteurs, à tirer sur les émeutiers ou à disperser les piquets de grève illégaux des ouvriers. Les relations de classe qui étaient sous-jacentes deviennent plus claires. Considérer la société comme étant divisée entre ceux qui ont un pistolet chargé et ceux qui creusent relève de moins en moins de la caricature.

Lorsqu'on travaille tout seul chez soi, c'est impossible de ne pas se sentir isolé, faible et impuissant. Quand nous nous rassemblons dans le but de nous battre pour nos intérêts, nous formons un type différent de communauté. Les préjugés sont atténués voire dépassés. Le conflit de classe est inhérent aux relations sociales capitalistes, mais quand il éclate, il secoue et divise les communautés déjà existantes. Plus la communauté des travailleurs est forte dans la lutte, plus les communautés religieuses, nationales, ethniques, de voisinage et les corporations paraissent faibles et archaïques.

Lorsque nous sommes plus forts, plus unis, plus organisés, plus militants, nous pouvons nous battre plus efficacement pour nos intérêts et gagner de réelles avancées. Mais il ne s'agit pas simplement de porter des revendications, de s'organiser et ensuite d'obtenir des concessions. La guerre de classe n'est pas une guerre conventionnelle. Les deux camps ne se rencontrent pas sur le champ de bataille pour perdre ou gagner du terrain. Les intérêts, les armes, les objectifs et les limites d'une communauté de travailleurs en lutte ne sont pas définis clairement dès le départ.

Une grève peut être une expression du pouvoir des travailleurs. Mais cela peut être aussi une décision qui vient d'en haut, d'une bureaucratie syndicale qui cherche à contrôler toute expression de ce pouvoir. Un squat peut être une confrontation directe entre nos besoins et ceux du capital investi dans le foncier. Mais cela peut aussi être une aventure marginale et sans grand intérêt pour des gamins un peu bizarres. Une « défaite » peut être démoralisante et peut détruire un mouvement, mais elle peut aussi amener à un regroupement, à un élargissement et à un renforcement de ce mouvement. Une « victoire » peut faire avancer la





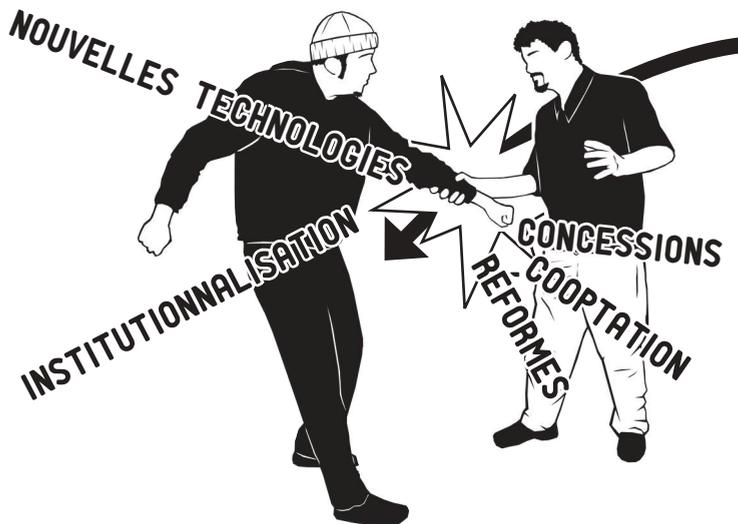
lutte, mais elle peut aussi amener à une institutionnalisation et un délitement du mouvement. Ce qui est gagné et ce qui est perdu n'est pas tout de suite évident.

Dès lors que nous commençons à nous battre pour nos propres intérêts, nous subissons une pression pour nous faire voir les choses du point de vue du capital et pour avoir des revendications qui ne posent pas problème.

Parfois nous aurons des revendications faibles, qui créeront des divisions ou qui seront contre-productives — un contrôle de l'immigration plus fort, un accès à l'emploi plus sélectif ou une plus grande différenciation entre les travailleurs selon l'éducation, les qualifications

ou l'expérience —, des revendications qui mettront de diverses manières notre salaire en lien avec la rentabilité de l'entreprise pour laquelle nous travaillons. Cependant, la plupart du temps, ce sont les leaders communautaires, les bureaucrates des syndicats ou les politiciens qui feront ces revendications en notre nom. Plus nous considérons que la rentabilité et les « contraintes de l'économie » sont des choses allant de soi, plus nous partons vaincus.

N'importe quel gouvernement ou système politique est basé sur des compromis entre capitalistes de différentes industries, politiciens de différentes tendances, leaders de différentes communautés, et divers segments du prolétariat. Ces compromis sont basés sur un





certain niveau d'exploitation, sur une certaine distribution de la valeur et de la plus-value. Les crises économiques et les pressions de la concurrence amènent les patrons à réajuster en permanence ces compromis et à attaquer notre niveau de vie. Les luttes des travailleurs tendent à mettre à mal ces compromis en tirant dans le sens opposé. La guerre de classe revient toujours.

Face à une menace sérieuse du prolétariat, les capitalistes du monde entier répondront avec un ensemble de réformes et de répression, de cooptation et de marginalisation. Ils se fichent pas mal de ce que nous exigeons, ou, d'ailleurs, que nous ayons exigé quoi que ce soit. Leur but est de mettre fin aux perturbations causées par nos luttes. Pour eux, la question est seulement de choisir les meilleures réformes pour nous maintenir sous contrôle. Ils doivent détruire la communauté que nous avons construite pendant le combat, ou la maîtriser au profit des besoins de l'accumulation du capital. Ils feront des concessions à une partie du mouvement et réprimeront l'autre. Ils légaliseront une partie et criminaliseront l'autre. Ils offriront des promotions à une partie et vireront l'autre.

Si nous sommes suffisamment forts et unis, nous pouvons obtenir des réformes qui contraignent les profits. Nous pouvons provoquer des changements, ou faire évoluer le système dans de nouvelles directions. Les capitalistes combattent durement ce genre de réformes.

Malgré cela, le capitalisme est adaptable. Les gouvernements peuvent être remplacés. Des lois peuvent être changées. Des réformes majeures sont possibles. Des réformes qui poussent le capitalisme à s'adapter et à progresser peuvent faire partie intégrante du système. L'équilibre des forces est réarrangé, la communauté des travailleurs en lutte est divisée et l'exploitation prend une forme différente. Des organisations, des groupes, des attitudes qui étaient vues auparavant comme une menace pour le système sont neutralisés et intégrés à lui. Le terrain sur lequel se déroule la lutte des classes se déplace. Les victoires deviennent des défaites. Les anciennes communautés et les vieilles discriminations reviennent sur le devant de la scène, et il s'en forme de nouvelles. La communauté des travailleurs en lutte est divisée. L'idée de progrès, dans le cadre du capitalisme, se construit sur le dos de la lutte des classes et permet de l'écraser.



La prochaine fois que nous opposerons nos besoins aux « contraintes de l'économie », les formes et les stratégies de la communauté des travailleurs en lutte devront aussi s'adapter. Nous devons être critiques, tant des « échecs » que des « victoires » des mouvements précédents, ou nous serons très vite vaincus.

Le capitalisme peut plier, mais il ne peut pas plier dans tous les sens avec la même facilité. Plus nous ruons dans les brancards, plus nous

voyons les différents aspects du rapport social capitaliste : ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas, comment les choses sont liées entre elles. Certaines revendications et certaines réformes ne sont pas facilement intégrées et elles sont rapidement remises en cause. Le capitalisme, lorsqu'il est poussé dans certaines directions, peut ployer et se rétablir aussitôt dans sa position précédente. Il repose sur la lutte des classes, mais aussi sur le fait que ce soit toujours le même côté qui gagne.





Habitat

Collectif

*La route est longue entre
une laverie collective et
un lieu de vie socialiste.*

Karel Teige
artiste tchèque (1902–1951)

LORSQU'ON JETTE un œil à l'isolement généralisé de centaines d'individus et de familles qui cuisinent, font leur lessive, regardent la télé ou passent des heures devant l'ordinateur, tout seuls dans de grands ensembles ou des banlieues pavillonnaires, on peut facilement se sentir nostalgique d'un mode de vie plus collectif. Mais l'isolement moderne n'a pas remplacé la vie de famille : il est venu s'y superposer. Dans les mêmes villes où des individus vivent seuls en banlieue, on trouve également des gens qui habitent chez leurs parents jusqu'à ce qu'ils aient eux-mêmes des enfants — voire plus longtemps —, et trois ou quatre générations peuvent vivre au sein du même foyer. Ce sont là des formes de communauté réelles qui tendent à imposer une conformité sociale, conservatrice et fonctionnant en lien avec une religion stricte et restrictive. Le cloisonnement et la fragmentation du marché et les communautés conservatrices sont les deux faces d'une même médaille. Un ado veut partir de chez ses parents le plus vite possible. Un trentenaire se marie juste pour ne pas finir seul. Être un adulte accompli signifie vivre seul, ou bien seul avec sa famille. La vie collective en dehors de la vie de famille est souvent considérée comme un truc pour les étudiants, ou éventuellement pour des jeunes qui démarrent leurs vies, mais en tout cas pas forcément comme une bonne chose.

Au sein du foyer familial, la cuisine, le ménage, les loisirs et les autres activités de la journée sont directement partagées par la petite communauté que constitue la famille. Pour quelqu'un qui vit seul, ces activités sont

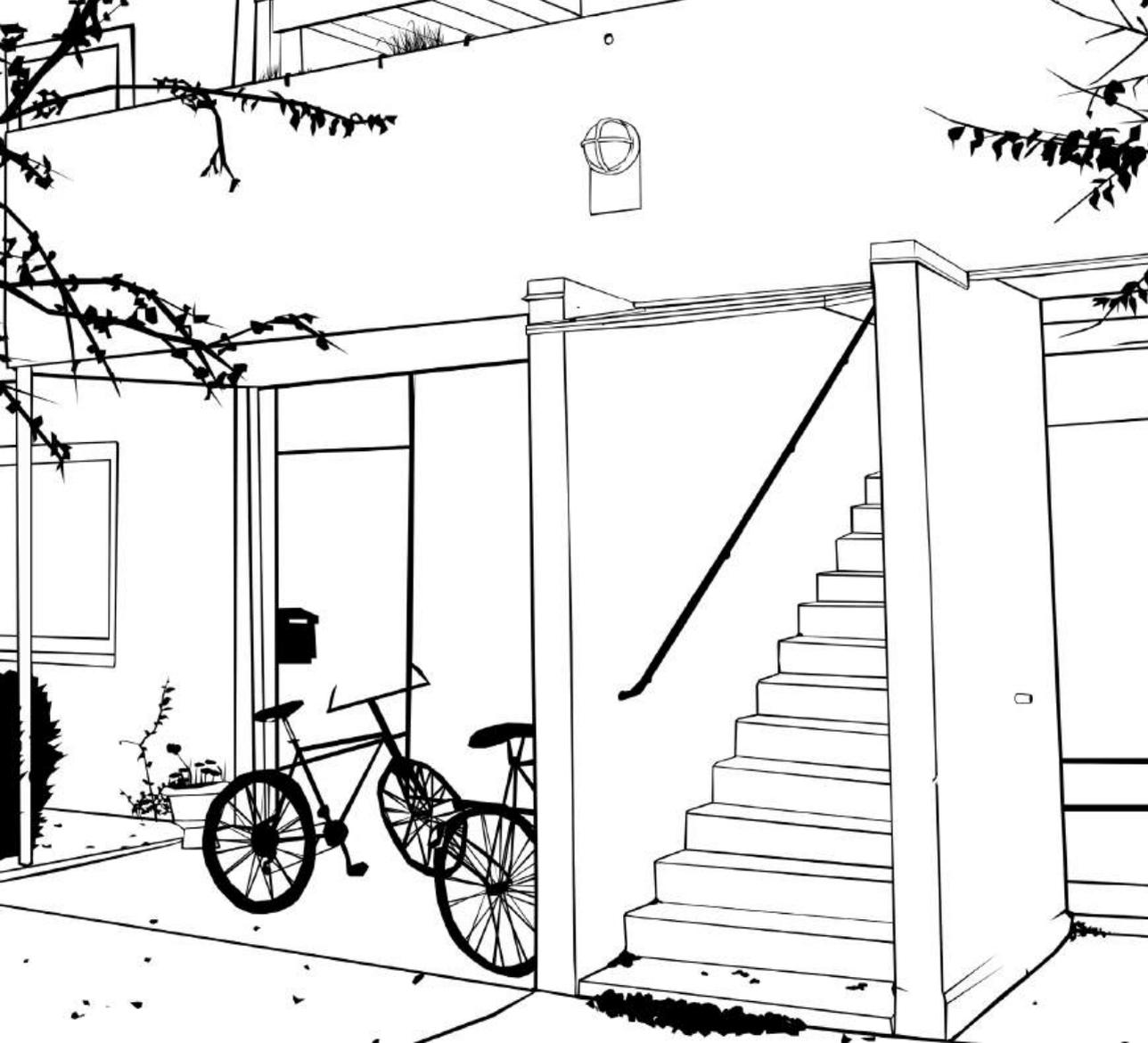
vécues à travers des groupes plus larges — le pâté de maisons, le quartier, la ville — mais ne sont plus aussi directes. La communauté se perd et toutes ces activités deviennent de simples transactions marchandes : la laverie automatique, le restaurant, le bar, le cinéma.

Dès les débuts du capitalisme, les travailleurs se sont entassés dans de petites habitations en partageant les loyers. Peut-être espéraient-ils avoir un jour un joli petit pavillon avec une femme, des enfants et un jardin, mais la réponse pratique à leur situation n'allait pas dans cette direction. Les forces du marché ont continué à empiéter sur la vie de famille et les réactions à ce processus — au travers de la défense de la famille « traditionnelle » — se sont montrées en fin de compte restrictives et conservatrices. La réponse évidente fut donc de chercher d'autres manières d'organiser la vie collective.

Syndicats, partis socialistes, architectes progressistes, fonctionnaires de la sécurité sociale, pionnières du féminisme et artistes ont développé toutes sortes d'idées concernant la vie collective de la classe ouvrière. Les plus ambitieux ont conçu des immeubles aux espaces familiaux et privés restreints et comprenant des cuisines collectives, des jardins, des laveries, des équipements sportifs avec des cours d'auto-défense, des bibliothèques, des garderies et des écoles.

Ces espaces permettaient d'importantes transformations sociales : les tâches ménagères étant centralisées et collectivisées, leurs





poids était diminué et elles pouvaient être faites en une seule fois en mobilisant moins de monde. La prise en charge collective des enfants et les écoles libéraient du temps pour les femmes et leur permettaient de participer aux travaux, de faire du sport et de participer à la vie politique. Partout où c'était possible, les architectures denses renforçaient l'atmosphère collective et le fait que les repas et autres activités étaient partagés créait des communautés pleines de vie autour de ces immeubles d'appartements collectifs.

Cet habitat collectif était bien sûr dénoncé de toutes parts. Pour une femme célibataire, vivre dans un immeuble avec des hommes hors cadre familial relevait de la « promiscuité ». Avoir des crèches collectives était « contre-nature ». Les écoles collectives, souvent dirigées par des socialistes, étaient « impies ». La cuisine et la laverie collectives étaient des « attaques contre l'individu » et dangereusement « socialistes ». Face à ces attaques, on répondait que les lieux de vie collectifs étaient



Les syndicats

Avoir un contrat négocié par la centrale syndicale est la meilleure solution pour éviter les occupations ou toute autre forme de grève.

John L. Lewis

syndicaliste américain (1880 – 1969)

PAR LE passé, les syndicats ont parfois exigé des gouvernements ou des patrons de meilleures conditions de logement. Mais les réformes concernant le logement ont aussi très souvent été perçues comme des concessions destinées à masquer les vrais problèmes : les salaires, les horaires et les conditions de travail. Même si certains syndicats ont parfois construit des logements pour leurs membres, ils ont en général trouvé que c'était un investissement dangereux pour eux. En effet, quand ils appelaient à une grève, non seulement ils ne recevaient plus la cotisation habituelle de leurs membres, mais en plus ils ne touchaient plus les loyers des ouvriers en grève. C'est pourquoi, concernant le logement, l'influence des syndicats s'est davantage concentrée sur la production des maisons — les relations entre ouvriers et patrons — que sur leur consommation.

La nature même de l'industrie du bâtiment donne aux ouvriers des avantages simples. La construction continuant de dépendre des connaissances et des décisions d'ouvriers qualifiés, il est difficile de nous remplacer et notre position est avantageuse pour négocier. Et puis les logements ne peuvent toujours pas être construits à un endroit puis acheminés ailleurs. Les entreprises du bâtiment ne peuvent

donc pas délocaliser là où la main-d'œuvre est moins chère. Et comme le marché de l'immobilier est local ou régional, les entreprises peuvent accepter d'augmenter les salaires sans redouter la concurrence liée à une main-d'œuvre à bas prix située à plusieurs milliers de kilomètres. (Cependant, s'il y a, à proximité, une région rurale en crise ou un pays avec de la main-d'œuvre bon marché, cette dernière peut très bien être acheminée quotidiennement ou chaque semaine vers les chantiers locaux.)

Mais la structure de l'industrie du bâtiment nous crée aussi des problèmes. Les travailleurs sont divisés en branches spécialisées et travaillent pour divers patrons ou sous-traitants. Entre ces multiples branches et à l'intérieur de chacune d'elles, il y a de grosses différences — tant en termes de salaire qu'en termes de conditions de travail — entre les ouvriers qualifiés et ceux qui ne le sont pas. Ils ont moins souvent vécu les mêmes expériences, connu les mêmes problèmes et eu les mêmes besoins, et donc ils peuvent moins s'identifier les uns aux autres. Cela rend plus difficile l'organisation et les actions collectives.

Les ouvriers du bâtiment furent parmi les premiers à créer des organisations pour lutter pour leurs intérêts. Ces syndicats prenaient



des formes diverses — « confréries », « associations », « amicales » ou « conspirations ». Ils appelaient à des grèves, sabotaient des chantiers, tabassaient des jaunes, négociaient avec les employeurs, invitaient des intervenants socialistes, organisaient des bals, montaient des bibliothèques, fournissaient à leurs membres des assurances maladie ou des assurances chômage, payaient les funérailles des ouvriers morts au travail ou sur les piquets de grève et, d'une manière générale, essayaient de représenter les travailleurs.

Avec le temps, un mélange de grèves, de crises économiques et politiques et de peur de la révolution força les employeurs à négocier avec les syndicats et à mener une série de réformes. Les représentants syndicaux acquirent à ce moment-là une reconnaissance légale. Les procédures de négociation furent intégrées au droit. Les travailleurs s'organisant sur leur lieu de travail obtinrent un statut et des protections légales. Les prérogatives d'un syndicat furent définies et restreintes.

Aux États-Unis, une des réformes les plus importantes obtenues par les ouvriers du bâtiment est la création des *hiring halls* (bureaux d'embauche) syndicaux. Au lieu de travailler directement pour un entrepreneur, de nombreux ouvriers du bâtiment sont engagés par

l'intermédiaire de leur syndicat. Les entreprises transmettent au syndicat le nombre et le type d'ouvriers dont elles ont besoin, et le syndicat leur envoie les ouvriers — généralement dans l'ordre de priorité suivant : d'abord les travailleurs les plus âgés, puis ceux qui sont au chômage depuis le plus longtemps et, enfin, ceux qui se seront présentés le matin même. C'est un changement majeur dans l'équilibre du pouvoir entre les employeurs et les employés. Le patron ne peut pas nous déplacer de chantier en chantier pour nous empêcher de tisser de liens. Un ouvrier qui est en conflit avec le contremaître d'une entreprise peut démissionner et retrouver du boulot dès le lendemain. La quantité de merde que nous devons supporter de la part d'un connard de patron est grandement réduite. Les bureaux d'embauche nous permettent aussi plus de flexibilité, et nous pouvons prendre des jours de repos plus facilement.

Les bureaux d'embauche limitent de manière importante l'autorité du patron sur ses employés, mais ils lui procurent aussi des avantages, tout comme une stratégie managériale. Les travailleurs qualifiés sont souvent difficiles à trouver et à remplacer. En passant par un bureau d'embauche, le patron peut trouver n'importe quel ouvrier dont il a besoin sans perdre de temps ni d'argent à publier



des petites annonces et à faire passer des entretiens. L'apprentissage et les formations sont souvent gérées conjointement par les syndicats et les associations d'entrepreneurs. Dès lors, parmi la réserve de main-d'œuvre du syndicat, les ouvriers ont tous les mêmes qualifications, et les entrepreneurs n'ont pas besoin de très longtemps pour former les nouveaux employés.

Les réformes — comme celles qui ont mené à la création des bureaux d'embauche — sont ou bien combattues ou bien acceptées par les patrons, ou encore acceptées après avoir été combattues. Les réglementations du travail s'enchevêtrent ; certaines sont appliquées tandis que d'autres sont vidées de leur contenu parce que le capital ne peut pas les assimiler. Souvent, cela crée une segmentation sur le marché du travail. Les ouvriers les plus qualifiés, les mieux payés et les plus difficiles à remplacer sont organisés en syndicats et travaillent sur des projets commerciaux, gouvernementaux et sur les grands chantiers de quartiers résidentiels. Les ouvriers moins qualifiés et moins chers, qui travaillent sur de plus petits projets pour des particuliers, ne sont pas syndiqués. Et en marge du marché du travail, les petits boulots de bricolage, réparation, finition

sont faits par des auto-entrepreneurs ou des travailleurs faisant des jobs d'appoint.

Les bureaux d'embauche rendent la relation entre les classes moins directe, mais ils ne la modifient pas. Une partie de plus en plus importante des conventions de travail est négociée entre les bureaucrates syndicaux et les organisations patronales, et non plus directement entre le patron et l'ouvrier sur le terrain (la façon dont ces règles sont ensuite respectées et contrôlées, c'est une autre histoire). Dans tous les cas c'est encore pour les patrons que nous devons nous lever et travailler tous les jours.

Les syndicats du bâtiment qui tiennent les bureaux d'embauche deviennent en fait des courtiers en force de travail. Ils essaient d'avoir le contrôle de la plus grande partie possible de la main-d'œuvre, en passant des contrats d'exclusivité avec les patrons et en contrôlant les formations d'apprentissage. Ils essaient d'être des intermédiaires indispensables, de sorte que les travailleurs aient besoin de se tourner vers eux pour trouver du travail et les patrons pour trouver des travailleurs. Et quand les dirigeants des syndicats et les ouvriers entrent en conflit, cette mainmise sur l'accès au travail peut être utilisée contre



"Yes, we can."



nous, et les ouvriers trop remuants peuvent se voir refuser du travail.

Quoi qu'en disent les socialistes, dans le mouvement ouvrier, les syndicats ne sont pas des organisations d'autodéfense des travailleurs. Leurs objectifs sont bien plus réduits. Les syndicats se préoccupent de leurs seuls membres, travaillant dans telle entreprise, telle branche ou telle région particulière. Au début, cette limite peut être simplement stratégique, mais elle implique que des travailleurs peuvent être dressés les uns contre les autres parce qu'ils n'appartiennent pas au même syndicat, ou parce que certains sont syndiqués et d'autres non. Les syndicats du bâtiment sont parmi les pires à cet égard, car ils sont organisés selon l'appartenance à un corps de métier précis. Les ouvriers d'un seul chantier peuvent facilement appartenir à une douzaine de syndicats différents. Cela limite la pression qu'ils peuvent exercer sur les entrepreneurs, sans parler des promoteurs immobiliers. Comme les syndicats ont un statut légal, la séparation des différents corps de métier est accrue, souvent avec des règles qui empêchent les solidarités entre travailleurs de différents syndicats. Très vite, il peut être demandé aux syndicats de veiller à ce que leurs travailleurs franchissent les piquets de grève des travailleurs d'autres syndicats.

Les syndicats ne se battent pas toujours les uns contre les autres pour gagner du terrain ou pour nuire aux intérêts des travailleurs

non syndiqués. Ils ne vont pas souvent aussi loin que le United Farm Workers of America, syndicat agricole qui, dans les années 1970, alors qu'il était dirigé par César Chávez⁸, organisait des patrouilles à la frontière mexicaine pour empêcher l'entrée sur le territoire américain de travailleurs sans papiers pouvant faire concurrence à ses membres ou être utilisés comme briseurs de grèves. Mais les syndicats ne défendent jamais les intérêts de l'ensemble des travailleurs.

Et ils ne sont pas non plus au service de leurs membres. Les membres d'un syndicat ne sont pas le syndicat, pas plus que les citoyens d'un pays n'en sont le gouvernement. Les syndicats ont leurs propres intérêts, et ceux-ci peuvent, selon les situations, coïncider ou non avec ceux des travailleurs qu'ils représentent.

Les dirigeants des syndicats effectuent un difficile exercice d'équilibriste. Leur boulot est fondé sur notre mobilisation. Ils doivent être vus comme les leaders d'un mouvement, ses représentants légitimes. Pour cela ils doivent offrir à leurs membres de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail ou une situation plus stable. Ils peuvent même être à l'initiative de luttes ou soutenir les actions militantes menées par des ouvriers, parfois même illégales, pour maintenir leur position. D'un autre côté, ils doivent être reconnus par les patrons pour obtenir des marchés où ils placent leurs membres. Ce qu'ils doivent offrir à l'employeur, c'est une main-d'œuvre prête à travailler, et, à la base du contrat, il y a un compromis : les employeurs acceptent de reconnaître le syndicat et le syndicat accepte de contrôler ses membres pour éviter des grèves et des perturbations causant des pertes, sur toute la durée du contrat.

La vie d'un syndicat suit une courbe précise. Aux premières heures de sa mise sur pied, et en particulier quand l'entreprise et le gouvernement sont contre la syndicalisation, les

⁸. Dirigeant syndical agricole et figure de la lutte pour les droits civiques en Californie (1927-1993).

intérêts des dirigeants du syndicat et ceux des membres peuvent paraître identiques. Les syndicats peuvent être activistes et intransigeants. Combattre un patron pour pouvoir créer un syndicat peut donner naissance à une véritable communauté de travailleurs. Cette communauté est créée par la lutte. Les syndicats sont une représentation partielle de cette lutte à travers une organisation. Sauf que notre pouvoir sur notre lieu de travail ne vient pas du fait d'être organisés, mais du fait de perturber. Quand les syndicats obtiennent des marchés et sont acceptés comme négociateurs, la lutte doit s'arrêter. S'ils veulent continuer à être interlocuteurs, les syndicats doivent freiner les perturbations. Ils doivent faire des propositions concernant la gestion d'une entreprise et ils doivent faire preuve d'un esprit de compromis. Même quand ils ne nous trahissent pas complètement, leurs négociations portent sur la manière de gérer l'accumulation du capital. Cela creuse forcément le fossé entre eux et nous. Et là où les syndicats sont intégrés à la gestion de la société capitaliste, à l'échelle d'un pays, d'une ville ou d'une entreprise, ils passent beaucoup de temps à faire respecter les contrats à leurs ouvriers. Cela veut dire détourner, marginaliser, court-circuiter et affaiblir toute forme d'activité militante de la base.

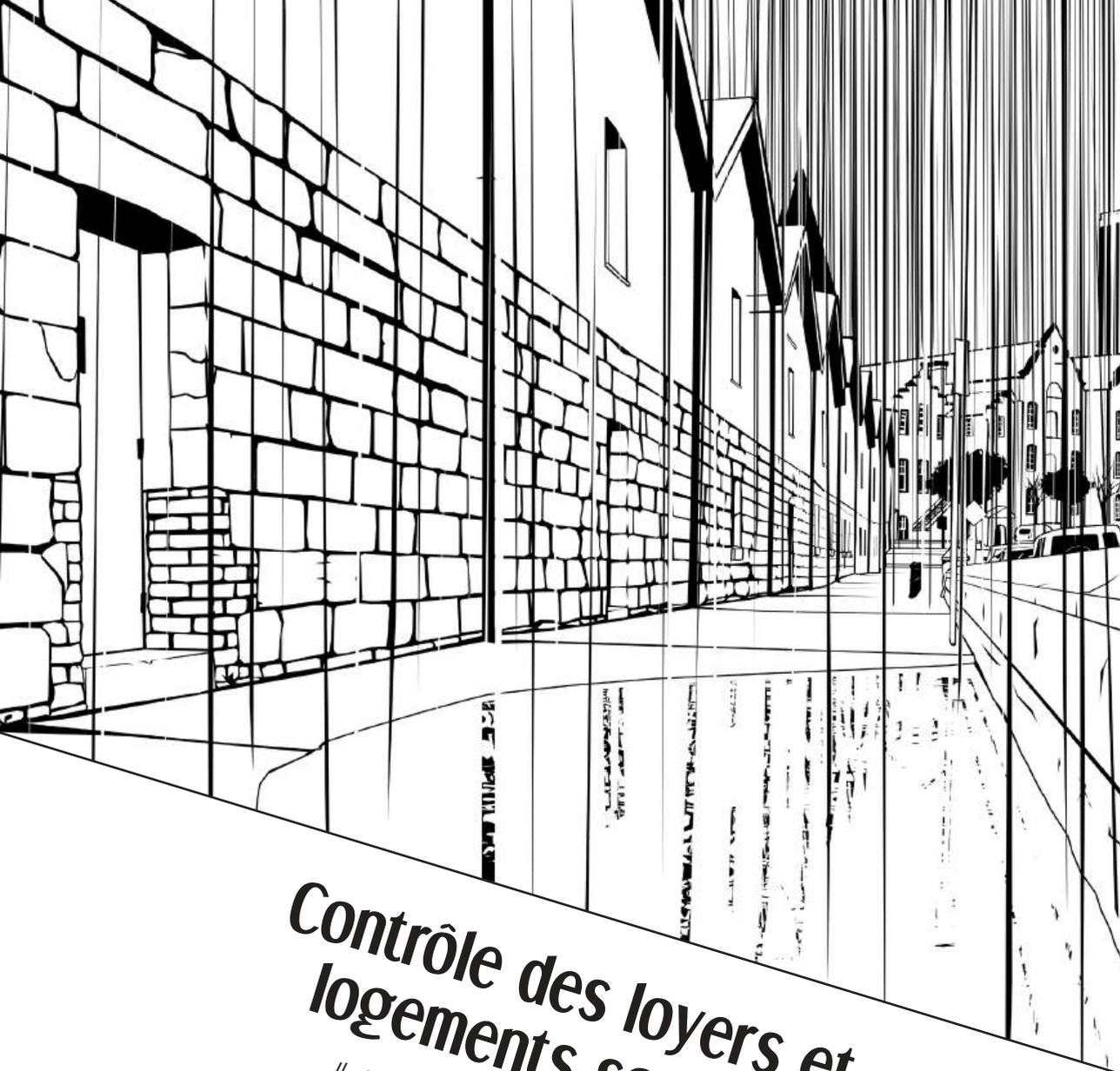
Si les syndicats nous trahissent et essaient de briser les luttes, ce n'est pas parce qu'ils sont antidémocratiques, ou contrôlés par des politiciens ou des bureaucrates mafieux. L'écart entre les dirigeants des syndicats et leurs membres est similaire à celui qui sépare les ouvriers et les patrons. Les entreprises doivent être compétitives. Elles doivent maintenir leurs coûts au plus bas. Elles doivent nous faire travailler plus dur et pour moins cher. Les intérêts du capital et ceux

du travail sont fondamentalement opposés. Or toute forme d'organisation des travailleurs est obligée de choisir, tôt ou tard, entre se battre pour les intérêts des ouvriers et devenir un acteur responsable qui prend par à la gestion du capital. Aussi démocratique soit-elle, toute organisation qui a pour but de faire travailler des ouvriers sera forcée de soutenir des choses qui entrent en conflit avec nos intérêts.

Avec ou sans syndicat, la relation de classe de base veut que les ouvriers du bâtiment soient obligés de se vendre sur le marché du travail. Nous avons régulièrement tendance à réfléchir, de façon détachée et pragmatique, à la possibilité de rejoindre un syndicat. Nous savons que, en général, lorsque nous sommes syndiqués, nous sommes mieux payés et avons accès à plus d'avantages, que la cadence du travail n'est pas trop rapide et que nous avons moins de chance d'être payés à la pièce. En même temps, en général, les formations en apprentissage que les syndicats nous proposent sont longues, et si l'on se déplace dans une autre région, nos compétences et notre carte syndicale ne seront pas forcément reconnues. En passant par un bureau d'embauche, il se peut aussi qu'il y ait moins d'opportunités de travail que lorsque nous passons par un employeur privé, alors que les syndicats exigent que nous ne travaillions que par leur intermédiaire.

Quand il n'y a pas de lutte majeure en cours, on a tendance à regarder les syndicats comme on regarde un patron sympathique. Par contre, lorsqu'il y a un conflit, il faut vite chercher à s'émanciper du contrôle que le syndicat exerce sur nous, sinon le mouvement sera étouffé, affaibli et vaincu.





Contrôle des loyers et logements sociaux

*Il n'y a que les sociaux-démocrates pour apaiser les chômeurs, diriger
les milices nationales et retenir les travailleurs de s'embarquer
dans des entreprises révolutionnaires...*

Otto Bauer
social-démocrate autrichien (1881 – 1938)

LE MARCHÉ du logement est soutenu et régulé par l'État. À différents niveaux, le gouvernement impose toutes sortes de normes d'hygiène et de sécurité, de codes juridiques, de taxes, de subventions fiscales, de garanties de prêts, et des lois de zonage qui affectent le marché du logement. L'État n'intervient pas en faveur des pauvres et il n'interfère pas avec les affaires des riches. Il essaie de stabiliser et d'unifier une société qui tend à la séparation, à la fragmentation et au conflit. Il tente d'équilibrer les exigences des promoteurs, des financiers, des entrepreneurs, des propriétaires privés et du « public » — de maintenir une balance entre le capital investi dans l'immobilier et le reste de la société capitaliste.



En temps normal, le seul intérêt qu'a l'État au contrôle des loyers est d'empêcher que, en étant trop élevés, ils n'exercent une grosse pression sur les employeurs pour qu'ils augmentent les salaires. Dans les faits, les politiciens vont souvent contrôler les loyers d'une minuscule partie des logements disponibles, ou limiter de manière très réduite l'augmentation des loyers, pour donner ainsi l'impression de faire quelque chose pour le travailleur.

Si aucune menace ne vient d'en bas, on aura soit des salaires bas pour des loyers bas, soit des salaires corrects pour des loyers élevés. Mais en cas de menace, c'est une autre histoire. L'agitation, les grèves, les mutineries, les insurrections et les révolutions qui se sont produites pendant et tout de suite après la Première Guerre mondiale ont donné lieu à toutes sortes de réformes. Ce fut le début du contrôle des loyers.

À New York, par exemple, les propriétaires privés avaient su tirer avantage des pénuries pendant la guerre en augmentant les loyers des appartements partout dans la ville. En 1918 et 1919, des milliers de locataires entamèrent une grève des loyers et rejoignirent

les syndicats de locataires qui se multipliaient dans la ville. Les actions menées réussirent parfois à stopper l'augmentation des loyers et les expulsions. En 1920, la peur qu'un trop grand nombre de locataires arrêtent de payer leur loyer empêcha des expulsions menées par la police et la garde nationale, et la ville de New York passa des lois de plafonnement des loyers pour protéger les locataires.

En 1915, à Glasgow, des locataires ouvriers répondirent à l'augmentation des loyers en ne payant que l'ancien montant, ou en ne payant pas du tout. D'importantes manifestations empêchèrent la police d'expulser les gens. Le gouvernement britannique, craignant que la grève des loyers ne mène à des grèves dans les usines de munitions de Glasgow, institua alors le contrôle national des loyers.

La protection des locataires est instituée pour se prémunir des mouvements de locataires. Le contrôle des loyers est institué pour contrôler les prolétaires locataires.

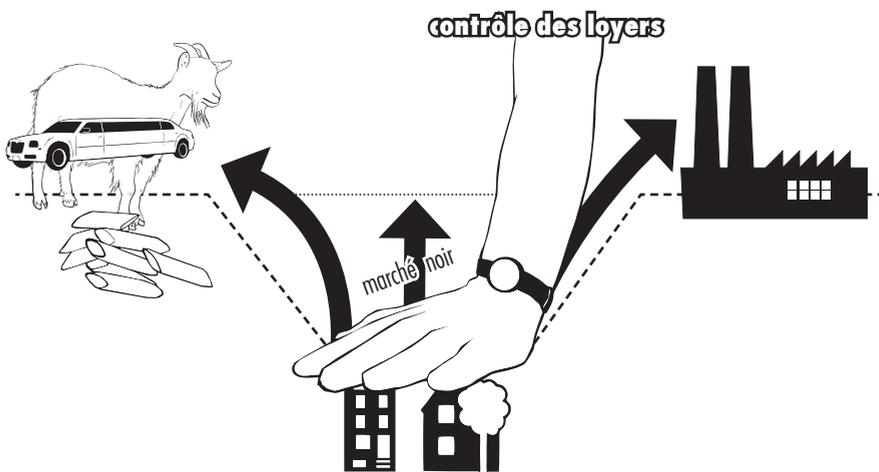
Mais les mouvements du capital ne sont pas qu'une question de législation. La limitation du droit du propriétaire à expulser les locataires ou à abuser sur l'argent demandé pour

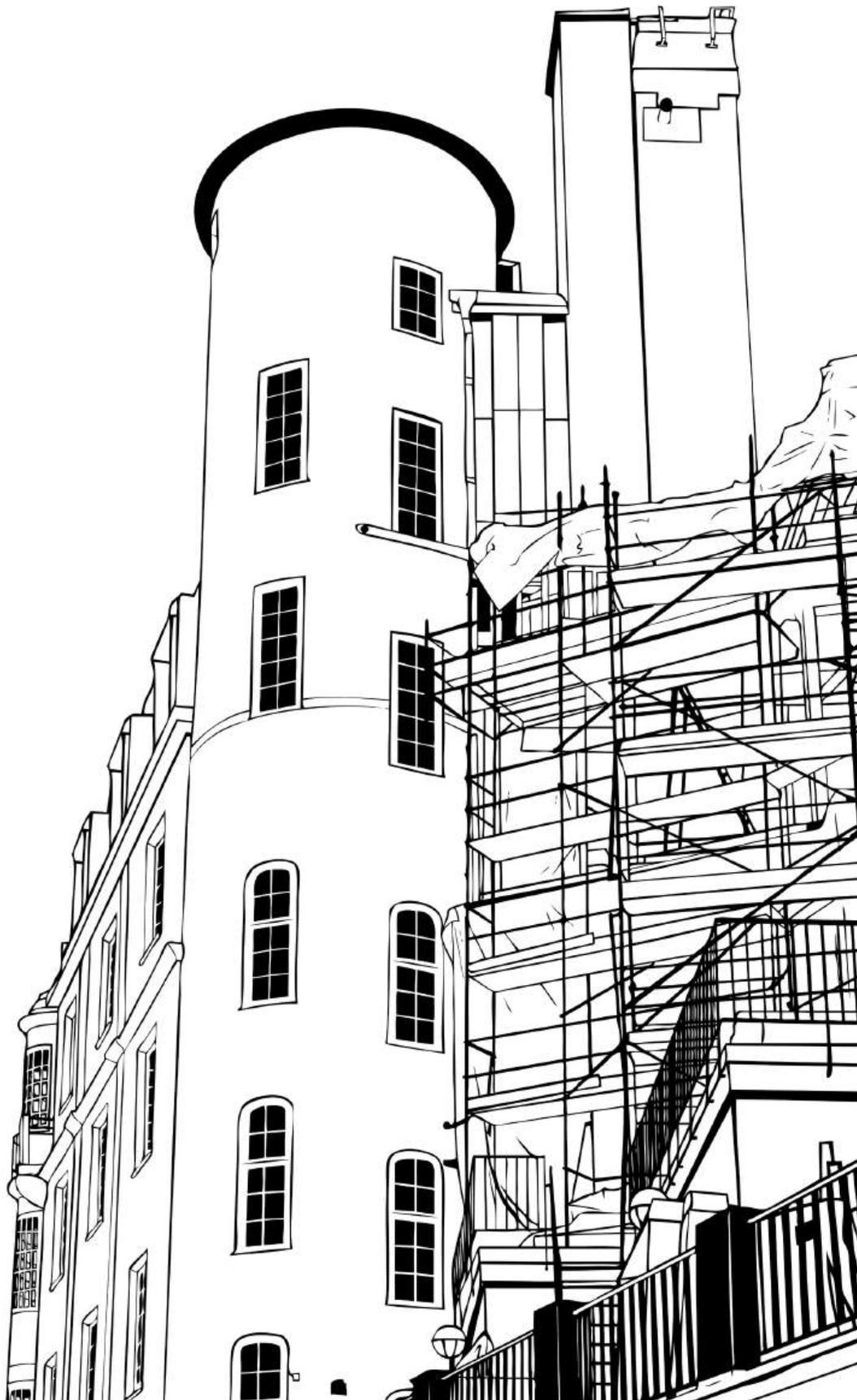
la caution ou les clés représentent un véritable gain pour nous, mais elle ne porte pas réellement atteinte au capital investi dans la mise en location de maisons. Particulièrement lorsque le marché est stable, le propriétaire n'a pas besoin d'expulser systématiquement ses locataires, et il existe pour lui de nombreuses façons de contourner les lois — comme, par exemple, prétendre installer un membre de la famille dans l'appartement pour quelques mois. Il en va différemment du contrôle des loyers. Par définition, il conduit à limiter le profit du propriétaire. Au départ, cela peut amener les propriétaires à faire des économies sur les réparations et l'entretien des logements pour compenser. Mais, plus le contrôle des loyers dure dans le temps, plus les propriétaires seront tentés d'investir leur argent dans d'autres business plus rentables. Un contrôle strict et durable des loyers conduit ainsi inévitablement à un désinvestissement sur le marché du logement.

Contrôler les loyers, c'est fixer un prix maximal pour une marchandise. Les différents secteurs d'activité étant en concurrence pour attirer les investissements, cela provoque des mouvements de valeur. D'ordinaire, une industrie qui jouit d'une grande demande pour ses produits va augmenter ses prix et attirer plus de capital. Or là où le contrôle des loyers s'exercera strictement, la demande réelle de

maisons dépassera les stocks disponibles, mais les prix ne pourront augmenter. Dès lors, soit le contrôle des loyers sera révoqué, soit un marché noir se développera : les maisons y seront louées au-dessus du prix légal, ce qui diminuera l'efficacité du contrôle. Si le marché noir est sanctionné et que les prix de l'immobilier sont maintenus au niveau fixé par le contrôle des loyers, il n'y aura pas que l'affaire du propriétaire qui deviendra moins compétitive. Tandis que les capitaux se retireront du marché foncier, le marché de la construction déclinera. Les promoteurs immobiliers et les entreprises de construction verront leurs profits diminuer, ce qui amènera à un désinvestissement dans la production de maisons en général. À terme, cela conduira à des pénuries de logement. L'État sera alors face à un choix : lâcher du lest sur le contrôle des loyers, faire face à une crise du logement, ou encore prendre part au marché de l'immobilier.

Une partie de l'habitat social est un complément logique au libre marché du logement. Il est destiné aux populations très pauvres. Souvent, ces logements tombent en ruines et une réglementation contraignante et humiliante y a cours. L'encaissement du loyer peut s'accompagner d'une inspection du logement. Il peut y avoir des couvre-feux ou des restrictions concernant les visites. Les logements sont parfois réservés aux couples mariés avec

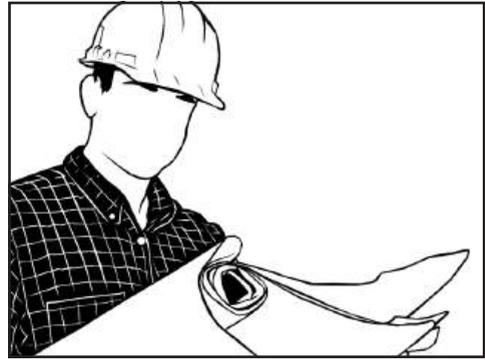




enfants. Souvent, la vie privée des locataires n'est pas respectée. Ce genre de logement social permet de rappeler constamment aux autres travailleurs que leur situation pourrait être pire. Mais quand les logements sociaux deviennent des endroits attractifs pour d'autres personnes que les plus pauvres, on entre dans une autre logique. C'est à ce moment-là qu'ils entrent en concurrence avec les logements que proposent les propriétaires privés.

D'habitude, l'État est davantage amené à entrer en concurrence avec les propriétaires privés quand il est lui-même l'employeur principal des travailleurs qu'il loge. Dans ce cas, il a intérêt à maintenir les loyers stables pour ne pas avoir à augmenter les salaires. Les premiers logements sociaux construits par les États étaient destinés à loger les soldats ou les ouvriers des industries nationalisées. Si, allant plus loin, le gouvernement commence à construire des logements pour les prolétaires en général, si les logements publics sont réellement en concurrence avec les propriétaires privés, c'est uniquement pour répondre à une crise grave ou à de fortes mobilisations des travailleurs, que l'État essaierait ainsi de calmer.

Pour construire des logements sociaux, l'État va agir comme un propriétaire privé. Il achète le terrain à un propriétaire foncier, il engage des entrepreneurs privés pour diriger les travaux et il emprunte de l'argent, soit auprès des banques, soit en émettant des obligations (pour lesquelles il paie des intérêts). Si l'État possède une part importante du foncier, ou s'il en contrôle strictement l'usage, alors la spéculation immobilière sera sévèrement limitée. Et comme les logements sociaux n'ont pas pour fonction de générer un profit, les prix des logements s'en trouveront réduits en conséquence. Dans ce cas-là, le propriétaire foncier aura été sacrifié pour le bien de la société capitaliste dans son ensemble.



Mais plutôt que de baisser le prix de l'immobilier, l'État peut choisir d'accorder des aides au logement. Ces aides, si elles sont permanentes et régulières, sont essentiellement une forme collectivisée d'augmentation du revenu. Au lieu de donner de l'argent directement aux employés pour leur travail, l'argent est payé à l'État — par le biais d'impôts plus élevés — et ensuite redistribué en avantages sociaux. C'est un véritable gain matériel pour nous, tout comme les aides pour les transports publics ou l'assurance maladie gratuite d'État. De la même manière qu'une augmentation de revenu, cela peut améliorer la qualité du logement que nous arrivons à nous payer. Depuis que les logements sociaux sont donnés aux gens de manière égalitaire — les ouvriers qualifiés n'ont, en général, pas accès à un meilleur logement que ceux qui ne sont pas qualifiés —, il semble que cela diminue les différences entre quartiers riches et quartiers pauvres et que cela ralentit l'apparition des taudis et des ghettos.

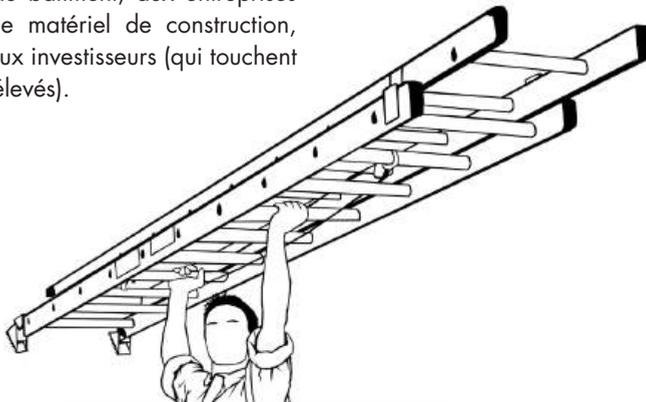
Néanmoins, le fait que l'État paie une part de notre loyer coûte cher. Généralement, les autorités accordent ces aides quand elles se sentent menacées. Mais lorsqu'un mouvement est réprimé et institutionnalisé, la menace disparaît, et les aides sont déplacées ailleurs. Les propriétaires privés refont surface. Le logement social se dégrade et recommence à être destiné uniquement aux populations très pauvres.

Mais il y a un autre cas de figure, où le logement social peut devenir partie intégrante du fonctionnement de la société capitaliste. Les syndicats de locataires peuvent être financés par l'État et devenir un acteur respectable de la gestion des logements, négociant les loyers avec le gouvernement. Lorsque l'État agit comme un propriétaire qui n'a pas pour objectif de générer du profit, une partie du gain permis par les loyers bas est transféré aux patrons, qui peuvent baisser les salaires des employés. À une certaine époque, les entreprises encourageaient les logements sociaux, ces derniers étant un moyen de maintenir les salaires à un niveau bas. De la même manière, une entreprise encouragera la mise en place d'une assurance maladie publique pour être en meilleure position lorsqu'elle sera en concurrence avec les entreprises d'un pays où l'assurance maladie est payée par les employeurs eux-mêmes. Les problèmes d'une partie des capitalistes profitent à d'autres capitalistes.

Par ailleurs, que l'État ne fasse aucun profit ne veut pas dire que le capital foncier est éliminé. Les bénéfices pour les locataires peuvent tout aussi bien s'effondrer à mesure que, du fait de la demande créée par l'État, les prix de l'immobilier vont augmenter. Car lorsque l'État paie aux entreprises du BTP leurs coûts plus un « bénéfice raisonnable », il les incite à augmenter leurs prix pour faire plus de profits. Dès lors, l'État est amené à augmenter le prix de ses loyers pour couvrir ses dépenses. Ces hausses de loyers sont directement transférées aux entreprises du bâtiment, aux entreprises de fabrication de matériel de construction, aux banques et aux investisseurs (qui touchent des intérêts plus élevés).

Le logement social amène enfin des problèmes que le logement privé ne pose pas. Pour acquérir un logement social nous devons justifier d'un salaire relativement faible et nous sommes souvent sur une liste d'attente. Une fois que nous obtenons un logement, nous ne nous ferons sûrement pas expulser (à moins de ne pas payer notre loyer), mais, si nous le quittons, nous devons attendre très longtemps avant de pouvoir en retrouver un. Les gens ont donc tendance à rester dans un logement social aussi longtemps qu'ils le peuvent. Le logement social réduit la mobilité des locataires, et une mobilité réduite va de pair avec des bas salaires, puisqu'il est impossible de changer de ville pour un nouveau travail, même mieux payé. Là où le logement social s'accompagne d'une compression des salaires, réduisant la différence entre le salarié le mieux payé et celui le moins payé, cette mobilité réduite contribue à empêcher les ouvriers qualifiés de changer de lieu de travail pour un salaire plus élevé.

L'État ne se comporte pas en propriétaire vindicatif et ne nous soumet pas à de fortes hausses de loyers, mais il ne nous fournit pas pour autant un logement gratuitement. Que nous payions un loyer à l'État ou à un propriétaire privé, le logement reste une marchandise. La maison est achetée avec de l'argent et l'obligation de payer le loyer est un des facteurs majeurs qui nous pousse à aller travailler tous les jours.





Capitalisme d'État

Le capitalisme russe, par suite de son retard, de sa dépendance et des caractères parasites qui en ont résulté n'a pu instruire, éduquer techniquement et discipliner les masses ouvrières pour la production qu'à un degré bien moindre que le capitalisme européen. Cette tâche incombe aujourd'hui toute entière aux organisations syndicales du prolétariat.

Léon Trotsky

révolutionnaire russe (1879–1940)

EN FÉVRIER 1917, les travailleurs russes font tomber le tsar. Des grèves très importantes avaient éclaté à Petrograd, suivies de plusieurs jours d'émeutes. Les locaux de la police avait été pillés et les ouvriers s'étaient armés. Lorsque les soldats avaient été sommés de tirer sur les travailleurs en grève, des mutineries s'étaient déclenchées. Les travailleurs commençaient à mettre en place des comités d'usines. Les soldats désertaient en masse. Le gouvernement du tsar s'effondre alors et un gouvernement parlementaire arrive au pouvoir. La journée de huit heures est instaurée. Les syndicats sont légalisés. Mais le gouvernement est faible. La situation est instable : de puissants groupes de travailleurs armés coexistent et rivalisent avec le gouvernement, mais personne ne maîtrise complètement la situation.

En octobre, le gouvernement parlementaire tombe et les bolcheviks prennent le pouvoir, soutenus par un grande partie des travailleurs. La Russie se retire de la guerre. Les bâtiments, les usines, les machines et les terres, autrefois aux mains des propriétaires privés, sont pris par les travailleurs. De nombreux capitalistes quittent le pays, laissant les travailleurs prendre en main la production. Un réel espoir de voir naître un nouveau monde, débarrassé des classes et de l'exploitation, voit le jour.

À l'été 1921, cet espoir s'est déjà évanoui depuis longtemps. Le pouvoir des travailleurs est balayé et le nouvel État en place a consolidé son pouvoir. La discipline règne à nouveau dans l'armée. Les comités d'usines sont remplacés par des syndicats contrôlés directement par l'État. Les grèves sont désormais illégales et les grévistes sont enfermés, tués ou privés de nourriture. Le parti communiste gère une nouvelle forme de capitalisme un peu étrange.



Le marché financier n'existe plus et les banques sont nationalisées. Les travailleurs, et ensuite l'État ayant pris le contrôle du foncier, la spéculation immobilière est pratiquement éliminée et très peu de gens doivent louer des maisons à des propriétaires privés. La production est aux mains des grandes entreprises d'État et ses objectifs sont planifiés par le gouvernement central. Les prix ne sont pas fixés par la concurrence sur un marché libre mais imposés par l'État. Le gouvernement se maintient grâce à un mélange de concessions envers les travailleurs et d'une féroce répression policière.

L'investissement privé et la spéculation étant freinés, le cycle économique « classique » est perturbé : la planification garantit une demande continue dans le secteur du bâtiment. Cela permet aux entreprises de construction de réaliser les gros investissements nécessaires à l'industrialisation du secteur. Les blocs de bétons préfabriqués en usine sont assemblés pour former des tours d'habitation, sur parfois plusieurs blocs d'immeubles. Ainsi, des bâtiments qui nécessitaient auparavant plus d'un an de construction peuvent être construits en quelques mois. La demande en travailleurs qualifiés baisse. Ces tours d'habitation en béton préfabriquées ont beau ne pas être très esthétiques,



elles n'en font pas moins dégringoler le prix de l'immobilier.

Malgré cela, le loyer payé par les habitants ne suffisait même pas à couvrir les coûts de maintenance de l'immeuble, sans parler des coûts de construction. L'État subventionnait massivement le logement. L'URSS proposait à ce moment-là les loyers parmi les moins chers du monde : les travailleurs y consacraient moins de 5% de leurs revenus.

Les travailleurs de l'Union soviétique percevaient une part importante de leurs revenus sous une forme socialisée : soins, éducation, transports et logement étaient gratuits. La part de salaire individuel qui restait payée directement aux ouvriers constituait dès lors une bien faible motivation pour les faire continuer à travailler dur. S'ajoutait à cela une politique de plein-emploi menée par le gouvernement : il n'y avait pas la classique concurrence entre travailleurs et chômeurs mais au contraire une pénurie constante de travailleurs. De ce fait, la peur de se retrouver sans emploi ne pouvait pas être utilisée pour faire travailler plus durement les ouvriers. Les responsables des entreprises d'État devaient donc trouver d'autres stratégies pour maintenir la pression sur les travailleurs.

Le logement était l'une d'elles. Lorsque l'on travaillait dans le secteur clé des industries lourdes nationalisées, les logements sociaux étaient généralement distribués par l'employeur. Ainsi, la promesse d'un bon logement permettait d'affirmer les travailleurs qualifiés. Grévistes, travailleurs traînant la patte et autres fauteurs de trouble pouvaient être non seulement renvoyés de leur poste mais aussi expulsés de leur logement. Quant aux travailleurs qui n'obtenaient pas leur logement de leur employeur, ils le recevaient en général de la municipalité soviétique. Mais là encore,

les travailleurs qui avaient été expulsés pour n'avoir pas respecté la « discipline de travail » n'étaient plus autorisés à accéder au logement social. Du côté des entreprises d'État comme des municipalités, il y avait souvent une longue liste d'attente pour obtenir un appartement. Cela incitait à rester dans le même appartement et réduisait le *turnover* des ouvriers qualifiés.



Mais tous les logements n'étaient pas aux mains de l'État — municipalités ou entreprises nationalisées. De nombreuses personnes possédaient leur propre logement, et les banques d'État accordaient souvent des prêts à taux très bas à ceux qui voulaient construire leur maison. L'État accordait même des prêts aux projets de construction coopératifs : les gens mettaient en commun toutes leurs économies et construisaient un bâtiment dans lequel chacun avait un espace personnel. Les propriétaires privés ne furent jamais complètement éliminés. Il y eut toujours des propriétaires louant des chambres ou des maisons entières, légalement ou au noir.

Les propriétaires mettant des logements en location étaient souvent dénoncés dans les journaux. L'habitat social était la norme. Les logements coopératifs étaient souvent beaucoup plus chers et étaient la marque d'un certain statut social. Celui qui payait le supplément d'argent nécessaire à la construction d'un logement coopératif non seulement se procurait un logement, mais il libérait aussi par là de l'argent utile à l'État pour la

construction du socialisme. Ces logements appartenaient donc en général aux travailleurs qualifiés et aux bureaucrates du Parti. La possession d'un logement privé était souvent associée aux populations rurales arriérées ou aux travailleurs non qualifiés qui vivaient à la périphérie des villes et qui voulaient continuer d'avoir leur propre jardin. La hiérarchisation entre les différentes catégories de logement n'était pas la même en URSS que celles qui avait cours dans le « monde libre ». Mais les différences dans le régime d'habitat continuaient de recouper et renforcer les divisions ayant cours dans la sphère du travail.

Et pour ce qui est du travail, l'URSS ressemblait assez aux États-Unis. Les travailleurs vendaient leur force de travail à un employeur. Les entreprises vendaient ce que produisaient les travailleurs et réinvestissaient l'argent pour augmenter la production. Les travailleurs avaient assez pour survivre et pour continuer à travailler. Les rapports de classe étaient les mêmes et le travail était tout aussi aliénant et misérable. Le fait que la direction se dise socialiste et qu'il y ait des étoiles rouges peintes sur les murs des usines ne suffisait pas à motiver les ouvriers à travailler dur. Le travail mort devait être mis en mouvement et s'accroître, et cela

n'était possible que par l'exploitation des travailleurs. L'encadrement des entreprises soviétiques reprenait de nombreuses stratégies utilisées par les *businessmen* américains pour extraire le plus de plus-value possible des travailleurs : travail à la pièce, millimétrage du temps et des mouvements.

Une seule différence : avant la révolution, la Russie était en périphérie de l'économie globale, se développant en tant qu'auxiliaire du capitalisme de l'Europe de l'Ouest et des États-Unis. Même si sa substance communiste a été rapidement évacuée — notamment par le parti communiste —, la révolution avait quand même eu le temps de détruire le pouvoir des investisseurs privés, des banquiers et des dirigeants d'entreprise. L'État soviétique se chargea alors du rôle d'investir du capital dans la production. Tout était organisé autour d'un seul objectif : développer rapidement l'industrie, surtout l'industrie lourde. L'Union soviétique devint un modèle d'industrialisation rapide, et ce modèle fut très attrayant pour les nationalistes à la marge du monde capitaliste, de l'Amérique latine à l'Asie orientale. L'exemple du bloc soviétique semblait être bon à suivre pour sortir du tiers-monde.

En Union soviétique, après la révolution, persistait une forte dynamique autour des





La concurrence existait toujours mais était sévèrement limitée. Cette limitation de la concurrence permettait à la planification étatique de protéger et de développer l'industrie, et d'accorder des concessions matérielles à la classe ouvrière. Le capital financier ne détournait pas toute la plus-value produite par l'industrie, et les taux d'intérêt des prêts publics étaient très bas. Les prix de nombreuses marchandises, comme les maisons, étaient largement subventionnés. Ils étaient imposés et non pas déterminés par la concurrence sur un marché libre. Le salaire largement socialisé et la situation de plein-emploi donnaient un certain pouvoir aux ouvriers sur leur lieu de travail. En conséquence, la direction avait souvent du mal à imposer de nouvelles méthodes de production et à intensifier la cadence de travail. L'hostilité des travailleurs combinée aux exigences des quotas fixés par la planification gouvernementale avait pour conséquence de dégrader la qualité des marchandises. Des problèmes dus aux produits défectueux se répercutaient sur l'ensemble de la chaîne de distribution. Il y avait des pénuries, particulièrement de biens de consommation. Les prix ne pouvaient augmenter autant qu'augmentait la demande. Tout était rationné, on voyait de longues files d'attente devant des magasins presque vides et le marché noir était très important. Différents trusts essayaient de s'accaparer des ressources, des travailleurs qualifiés et des parcelles de terrain bien situées, pour pouvoir ensuite les échanger (à d'autres trusts ou à des autorités locales) contre des ressources dont ils avaient besoin. L'URSS était un pays capitaliste, mais ce capitalisme fonctionnait assez mal. Et la plupart des autres pays sous influence soviétique furent moins ambitieux que l'URSS.

L'idéologie dominante en Occident affirme que lorsqu'un homme d'affaires vend une marchandise, c'est la même chose que lorsqu'une travailleuse vend les heures de sa journée. L'idéologie



soviétique affirmait, elle aussi, que la population en URSS vivait dans un monde sans classes. Mais tant que persiste la contradiction entre les « contraintes de l'économie » et les besoins des travailleurs, les classes sociales continuent d'exister.

Lorsque l'État cubain mobilisa une partie des employés de ses entreprises nationalisées, leur versant leur salaire habituel pour construire des maisons qui leur étaient ensuite louées à des prix encadrés, il vendit cela comme un plan pour socialiser la propriété et pour aider les travailleurs. Cependant, les autres travailleurs, qui n'avaient pas été mobilisés et restaient dans les entreprises nationalisées, devaient signer des accords pour maintenir les niveaux de production, tout en étant moins nombreux au travail. Plusieurs années plus tard, la productivité ayant augmenté dans l'industrie et le salaire des ouvriers étant plus bas, le gouvernement mit fin à ces « microbrigades » de la construction. À travers cet exemple, on voit que même quand le profit ne va pas dans les poches de capitalistes individuels, le cœur du problème de l'économie reste le même : comment extraire des travailleurs le maximum de plus-value possible.

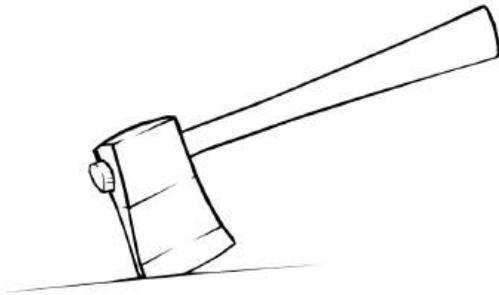


Se débarrasser des monstres

*L'homme moderne veut de la viande sans sang,
du tabac sans nicotine, des marchandises sans
tâches de sueur, la guerre sans cadavres,
des flics sans matraques, des matraques
sans coquards, l'argent sans
la spéculation.*

Gilles Dauvé

théoricien communiste français né en 1947

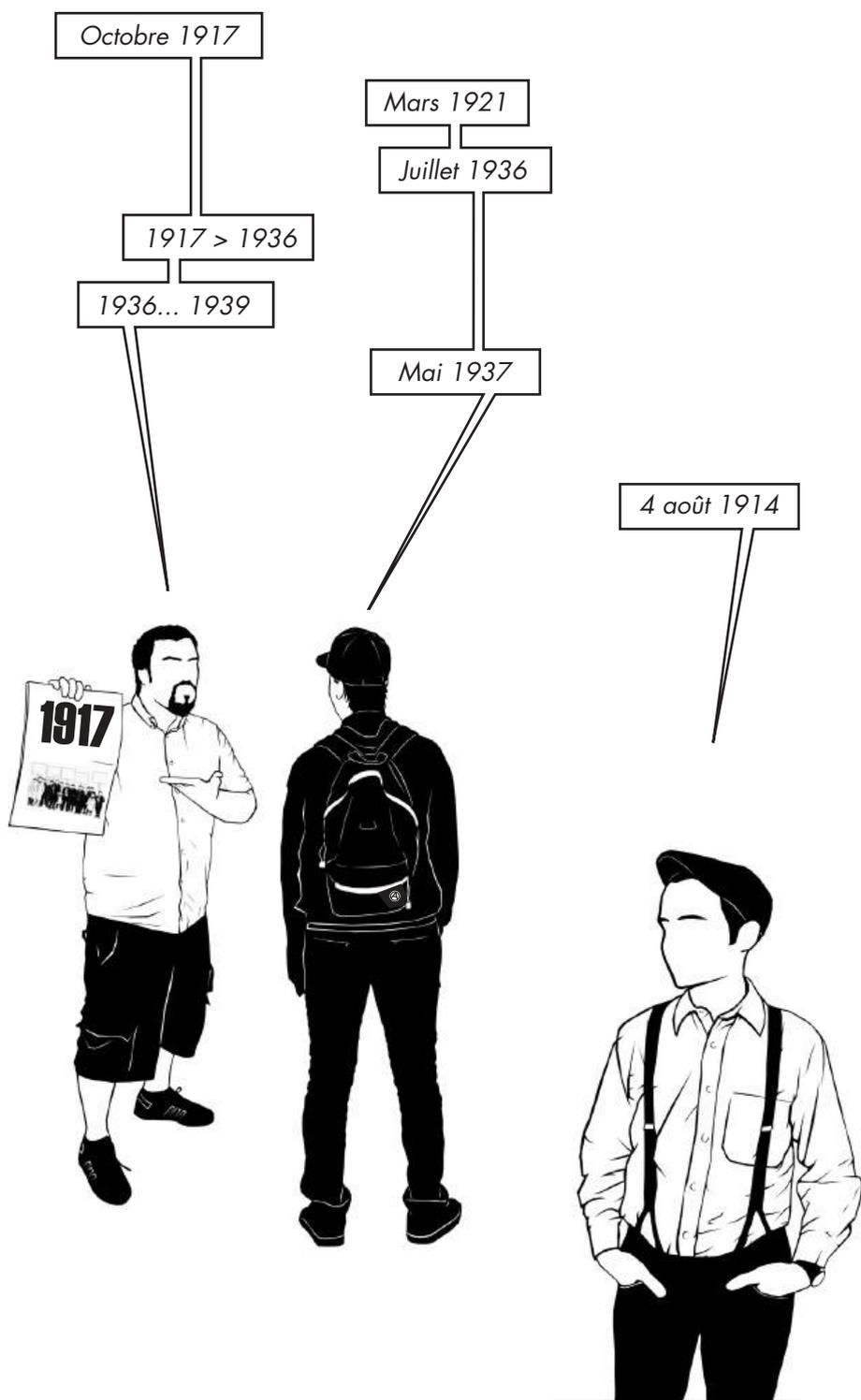


LORSQUE LE besoin d'une réelle critique du système se fait sentir, les pseudo-critiques faussées et contre-productives se multiplient.

Se plaindre du capital spéculatif et parasite, c'est défendre un capital bon, productif et industriel. Se plaindre des « profits obscènes » des grandes entreprises, c'est défendre les modestes profits des petites entreprises. Se plaindre des hommes riches et blancs qui gouvernent, c'est sous-entendre que dans la même situation une femme pauvre de couleur ferait les choses différemment. Un milliardaire dont l'entreprise fonctionne grâce à des gens si pauvres qu'ils n'ont que leur force de travail à vendre — et qui sont payés juste ce qu'il faut pour être maintenus dans cette position — donne une part du profit qu'il extrait d'eux pour « lutter contre la pauvreté ».

Les critiques contre les hommes d'affaires immoraux ou les tentatives de créer un commerce équitable ne font pas en sorte que les mouvements de la valeur dans l'économie suivent des critères plus éthiques. Une critique du capitalisme basée sur des clichés n'amène qu'à transformer la critique du capitalisme en un cliché.





Combinés à une volonté de moralisation, les monstres apparaissent partout : industriels véreux diaboliques, politiciens menteurs, spéculateurs cupides, policiers sadiques, criminels de guerre fous. Dire d'une chose qu'elle est monstrueuse, c'est admettre qu'on ne la comprend pas. Il y a plein de patrons, de banquiers, de propriétaires et de promoteurs immobiliers qui mériteraient sûrement une bonne raclée dans une ruelle sombre, mais les diaboliser ainsi ne fait que masquer le fait que le système recrée continuellement une police répressive, des connards de patrons et des politiciens hypocrites — sans parler des travailleurs faibles, craintifs, lésés et isolés.



Et la critique s'arrêtant à mi-chemin peut facilement devenir une dangereuse caricature d'elle-même. Ainsi, après la Première Guerre mondiale, la réponse des journaux new-yorkais aux grèves de loyers, émeutes et manifestations de la classe ouvrière consistait à dénoncer le diabolique « propriétaire russe juif bolchevique ». Bien souvent, les gauchistes qui analysent le système uniquement à travers ses pires conséquences font le jeu des politiciens qui dénoncent ces mêmes conséquences au nom du système.

Pour se débarrasser des monstres, il faut d'abord arrêter de les considérer comme tels.

Le capitalisme implique les banlieues résidentielles et les bidonvilles, les copropriétés et les ghettos. Il implique les expulsions et les dépôts de garantie, les appartements froids, moisissés et infestés de bestioles, les loyers élevés. Il implique un travail répétitif, ennuyeux et dangereux, le chômage et les SDF. Il implique isolement, fausses camaraderies et vraies communautés conservatrices, préjugés, racisme et « politiquement correct ». Spéculation et réglementation, croissance et stagnation, crises et guerres. Propriétaires et usuriers, policiers et politiciens, bureaucrates et patrons.

Mais si toutes ces choses existent, c'est parce qu'elles fonctionnent. Elles prospèrent sur le rapport social capitaliste de base et le renforcent en retour. Ce rapport social, on ne le choisit pas. Si nous voulons manger, ou nous loger, ou quoi que ce soit d'autre, nous devons acheter ; or la seule façon pour nous d'avoir de l'argent, c'est de vendre notre force de travail. Les différentes pressions que nous ressentons au quotidien sont de même nature que celles qui explosent au cours des guerres ou des crises qui perturbent le quotidien. Le travail mort doit pressurer le travail vivant. Le capital doit se mouvoir et s'accroître. Alors notre activité quotidienne se retourne contre nous et prend l'apparence d'une force de la nature, d'un monstre.

La société écrase l'individu...





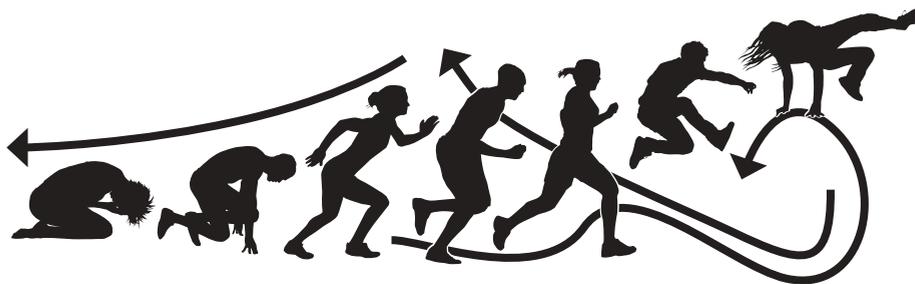
Plus nos vies sont sous l'influence de forces abstraites échappant à notre contrôle, plus le culte de la responsabilité personnelle se développe. Plus les « contraintes de l'économie » nous imposent de choix, plus les comportements sociaux sont traités comme des questions morales. Plus la réalité est complexe, plus les gens veulent des réponses simples. On se déchaîne sur le premier venu. Le système crée des conflits qui sont parfois lents et inconscients, et d'autre fois spectaculaires et intenses. Ces luttes intestines et ce chaos constant maintiennent le fonctionnement du système.



Dès lors que nous pouvons voir qui sont nos vrais ennemis, nous pouvons nous rassembler pour lutter ensemble pour nos intérêts. Une communauté de travailleurs en lutte peut ébranler les communautés ethniques ou nationales et faire tomber les divisions et les préjugés. En combattant côte à côte, nos relations deviennent différentes à mesure que nous découvrons des possibilités que nous ignorions, nous commençons à prendre conscience de notre force. Les revendications sont satisfaites — même si c'est souvent au rabais. Pour se développer et s'intensifier, la lutte doit être menée au-delà de ses précédentes limites, impliquer davantage de personnes et renouveler sa stratégie. Elle doit être plus radicale si elle ne veut pas stagner.

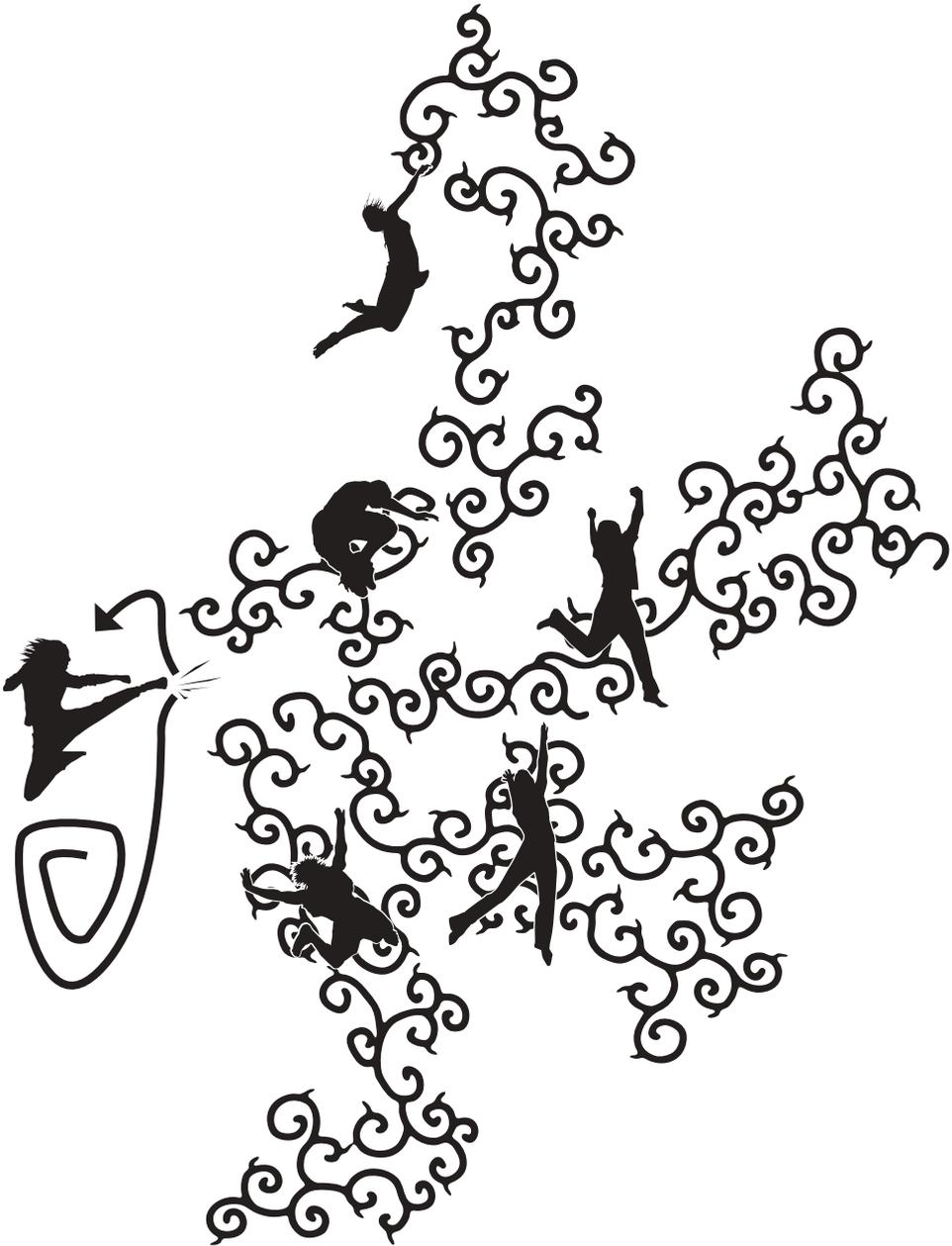
À mesure que les luttes se développent et gagnent en intensité, nous pouvons espérer davantage et l'horizon s'élargit. À un moment, quand les luttes des travailleurs ne cessent de faire pression, presque jusqu'au point de rupture, un besoin de critiquer le système dans sa totalité apparaît. Par le passé, au cours de ces mouvements révolutionnaires, des idées toujours un peu similaires ont surgi à propos d'une société future.

Dans une société où personne ne posséderait les moyens de production, où les choses seraient utilisables gratuitement, personne n'aurait à vendre son travail à quelqu'un d'autre. Il s'agirait d'une société où on n'aurait pas besoin de mesurer la valeur des choses, parce que la valeur ne serait pas nécessaire pour faire le lien entre des producteurs de biens séparés. Les gens fabriqueraient les choses directement, les uns pour les autres, sans qu'il y ait la nécessité d'acheter ou vendre ces choses. Il faudrait pour cela que l'activité productive soit choisie librement, qu'elle soit une expression de nos vies et non pas imposée en échange d'un salaire. Fabriquer et faire des choses utiles ne serait pas séparé dans le temps et dans l'espace du reste de nos vies. Dans une société comme celle-ci, nos besoins ne nécessiteraient pas l'existence d'une économie séparée ou d'un gouvernement avec leurs intérêts propres. Il n'y aurait alors plus besoin de police et de patrons pour nous contraindre au



nom de ces intérêts. Il n'y aurait pas besoin de conflits constants pour diviser et diriger la population. La vie en communauté serait possible partout, au quotidien, et cesserait d'être seulement une bulle défensive dans laquelle se réfugier. Cette perspective a sans cesse apparue et réapparue aux moments où les mouvements de travailleurs atteignaient un certain point de conflictualité.

Il ne s'agit pas de comparer le présent à un futur imaginaire sans classes ni argent, et de constater qu'aujourd'hui il nous manque plein de choses ; mais d'imaginer comment arrêter collectivement de vivre nos vies comme nous les avons menées jusque-ici. Il s'agit de développer nos luttes de tous les jours, jusqu'au moment où nous aurons la possibilité de détruire les rapports sociaux capitalistes une bonne fois pour toutes. Pour cela, il y a besoin d'idées décisives et d'actions qui ont de la classe.

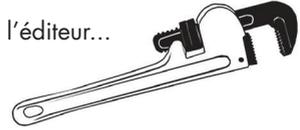






Pour aller plus loin

Quelques propositions de l'éditeur...



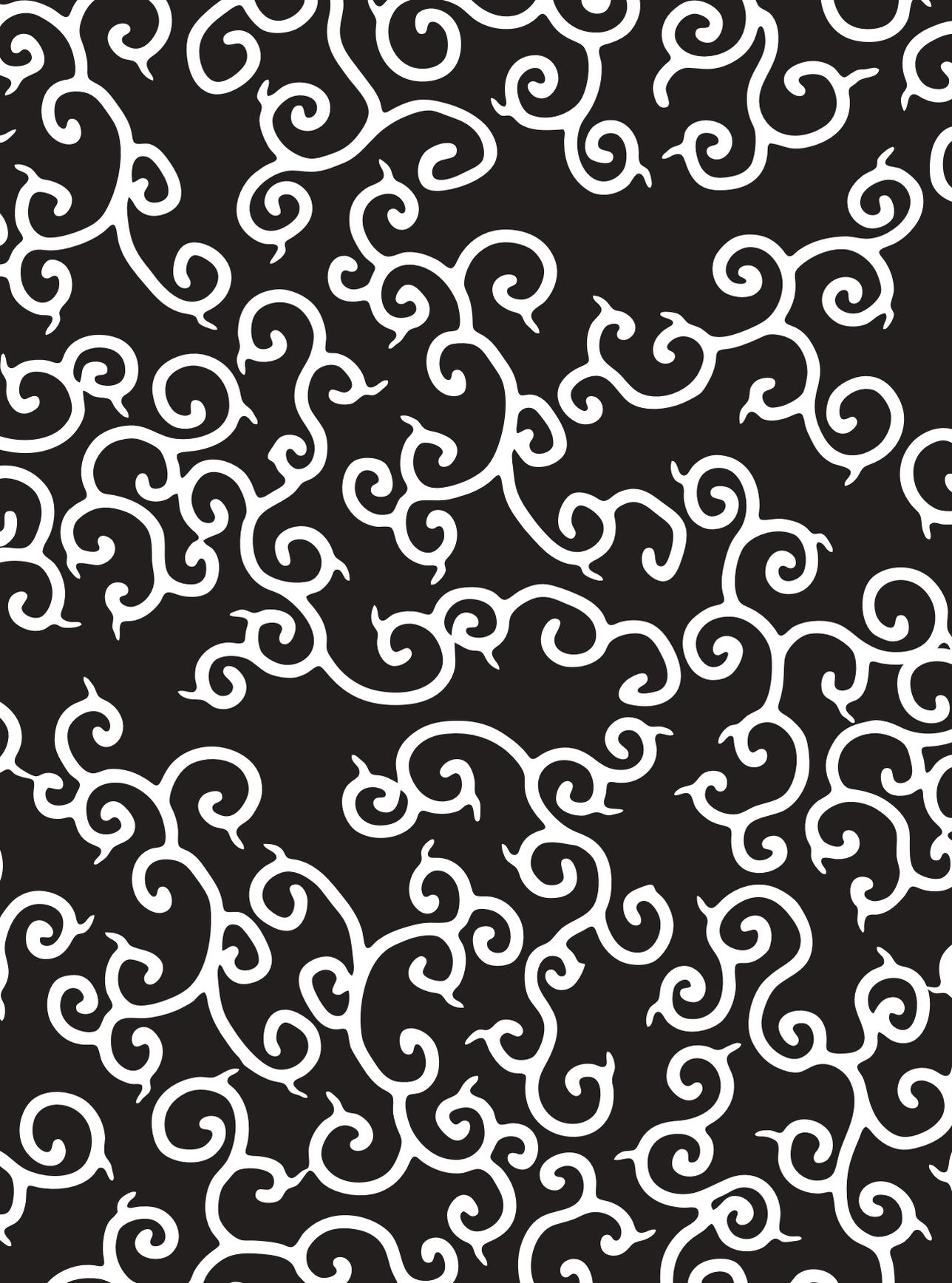
LIVRES

TRAVAIL ET CAPITALISME

- Karl MARX, *Salaires, Prix et Profits*, Entremonde, 2010 [1865].
- Karl MARX, *Le Capital* (édition intégrale), Folio, 2008 [1867].
- Carlo CAFIERO, *Abrégé du "Capital" de Karl Marx*, Le Chien rouge, 2013 [1878].
- Nanni BALESTRINI, *Nous voulons tout*, Entremonde, 2009 [1972].
- Michael SEIDMAN, *Ouvriers contre le travail. Barcelone et Paris pendant les Fronts populaires*, Senonevero, 2010 [1991].
- PROLE.INFO, *Guerre de classe*, 2012 [2005].
- PROLE.INFO, *À bas les restaurants*, 2012 [2006].
- GILLES DAUVÉ, *De la crise à la communisation*, Entremonde, 2017.

VILLE ET GENTRIFICATION

- Friedrich ENGELS, *La Question du logement*, Éditions sociales, 1976 [1872].
- Henri LEFEBVRE, *Le Droit à la ville*, Éditions Anthropos, 2009 [1968].
- A. Jacinto RODRIGUES, *Urbanisme et révolution*, Éditions universitaires, 1973.
- Yann COLLONGES, Pierre Georges RANDAL, *Les Autoréductions. Grèves d'usagers et luttes de classes en France et en Italie, 1972–1976*, Entremonde, 2010 [1976].
- Seth TOBOCMAN, *Quartier en guerre*, CMDE, 2017 [2000].
- Mike DAVIS, *Au-delà de Blade Runner. Los Angeles et l'imagination du désastre*, Allia, 2006 [1998].
- *Détruire les villes avec poésie et subversion*, Le Monde à l'envers, 2014. [Compilation des textes de *Désurbanisme*, fanzine de critique urbaine (2001–2006).]
- David HARVEY, *Le Capitalisme contre le droit à la ville*, Éditions Amsterdam, 2011 [2009].
- David HARVEY, *Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Syllepse, 2010.
- Jean-Pierre GARNIER, *Une violence éminemment contemporaine. Essais sur la ville, la petite-bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires*, Agone, 2010.
- Erick LYLE, *Quand l'art investit la ville*, CMDE, 2015 [2010].
- *Gamonal, barrio vivo, barrio combativo*, Klinamen, 2014. (Lutte victorieuse contre la rénovation urbaine dans un quartier ouvrier de Burgos en Espagne. En espagnol.)
- Anne LAMBERT, « *Tous propriétaires !* » *L'envers du décor pavillonnaire*, Seuil, 2015.
- Anne CLERVAL, *Paris sans le peuple*, La Découverte, 2016.



CHEZ LE MÊME ÉDITEUR
Dernières parutions

Collectif
Calais. Face à la frontière

Lucía Le Maquis
*Nous ne ferons pas marche arrière.
Luttes contre la frontière franco-italienne à Vintimille*

Collectif l'Escapade
*Milot l'incorrigible. Parcours carcéral
d'un jeune insoumis à la Belle Époque*

Collectif Ne var ne yok
« Serhildan » : Le soulèvement au Kurdistan

Mathieu Pérez
Contre l'État islamique, contre la guerre

Mathieu Rigouste
État d'urgence et business de la sécurité



ACHEVÉ D'IMPRIMER
DANS L'UNION EUROPÉENNE
POUR LE COMPTE DE NIET! ÉDITIONS
AU MOIS DE MARS 2018

ISBN : 979-10-96195-06-0
1^{ER} DÉPÔT LÉGAL : 1^{ER} TRIMESTRE 2018